La Presse

LE PLUS GRAND QUOTIDIEN FRANÇAIS D'AMERIQUE

GUESS USA
GUESS JEANS

● MONTRÉAL, JEUDI 24 AOÛT 1995 | 111e ANNÉE No 300 | 64 PAGES, 4 CAHIERS | Édition provinciale 60¢ Îles-de-la-Madeleine 1 $ **50¢** Taxes en sus

Météo

Partiellement ensoleillé
max 23 / min 12
page S16

Sports

5 | 0

page S 3

Politique

L'union économique au centre du débat
page B1

Girerd

Index

Annonces classées	
- Immobilier	B4 et B5
- marchandises	B5 et B6
- emplois	B6
- automobile	B6 et B7
- propositions d'affaires	C17
Arts et spectacles	C6 à C9
horaires-cinéma	C9
télé-horaires	C8
Bandes dessinées	S11
Bridge	C17
Décès	C17
Économie	C10 à C19
Éditorial	B2
Êtes-vous observateur?	B4
Horoscope	B5
Le monde	B3 et C20
Loteries	A8
Mots croisés	B5 et S10
Mot mystère	S11
Politique	B1 et B8
Sortir	C1 à C5
Quoi faire	C5
Sports	
- Expos	S3
- Ronald King	S5

Un affrontement en vue

L'UMQ préconise le gel de la masse salariale des policiers et des pompiers

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

L'Union des municipalités du Québec (UMQ) demande à ses membres de geler la masse salariale globale des policiers et des pompiers pour les prochaines années.

Près de 75 p. cent des conventions collectives liant ces salariés avec les municipalités viendront à échéance en décembre.

C'est ce que *La Presse* a appris, hier, de sources dignes de foi. L'UMQ a adopté cette position afin de se protéger si jamais le gouvernement du Parti québécois refuse de maintenir en vigueur la Loi 102 qui gèle les salaires des fonctionnaires municipaux.

Le conseil de direction de cet organisme qui représente les municipalités importantes de la province, a demandé en mai dernier la prolongation de cette loi adoptée par le gouvernement de Robert Bourassa. L'UMQ n'a pas encore obtenu de réponse.

L'UMQ soutient qu'avec la situation économique actuelle, les municipalités n'ont pas les moyens d'augmenter leurs dépenses et qu'elle doit prendre les devants advenant une réponse négative du gouvernement.

Le président de l'UMQ et maire de Laval, Gilles Vaillancourt, et le président du Centre des ressources municipales en relations de travail et ressources humaines (CRM) de l'organisme, Jean-Marc Gendron, également maire de Mistassini, au Lac-Saint-Jean, feront connaître publiquement à 13 h aujourd'hui les orientations que se donneront les municipalités dans le cadre des prochaines négociations avec leurs policiers et leurs pompiers.

Avec cette prise de position, les municipalités pourront accorder des hausses de salaires aux syndiqués, mais devront réduire ailleurs pour ne pas augmenter leur fardeau fiscal.

« En d'autres mots, a expliqué un maire, il ne faut pas que l'enveloppe budgétaire des municipalités concernant les policiers et les pompiers augmente. Si les villes veulent donner des augmentations, elle devront aller chercher des fonds ailleurs, soit en réduisant les heures supplémentaires, en ne remplissant pas des postes vacants, etc. Nous suivons la pensée du gouvernement dans ses négociations avec ses fonctionnaires. »

Le vice-président de la Fédération des policiers du Québec, André Nadon, également président de la Fraternité des policiers de Laval, a déclaré qu'il n'était aucunement question que les syndicats acceptent d'« échanger quatre 'trente sous' pour une piastre ».

VOIR UMQ EN A2

La pluie freine le brasier

Des irréductibles sont restés pour défendre leur village

DENIS ARCAND
PARENT

Ils sont cinq bonshommes, cinq belles têtes dures, qui ont décidé qu'ils ne se sauveraient pas et qu'ils défenderaient leur village contre le feu de forêt qui veut détruire leurs vies.

Leurs 370 concitoyens (537 si on compte les autres habitants de la région) ont été évacués à Mont-Laurier et à La Tuque lundi, mais ces cinq-là, tous des pompiers volontaires, ont passé les deux derniers jours chez eux, à Parent, à 10 km de la ligne de feu, à préparer la défense du village.

« On ne veut pas que Parent brûle et on va faire tout ce qu'on peut pour empêcher ça », a affirmé Serge Bouchard, originaire de Longueuil mais déménagé à Parent il y a 20 ans.

L'hydravion affrété par *La Presse* s'est posé sur le lac Grant, dont la rive est à quelques mètres du poste de pompiers volontaires, où les cinq irréductibles passent plusieurs fois par jour pour venir prendre toujours plus d'équipement.

En les cherchant dans le village, on se promenait dans des rues silencieuses et désertes; presque un village fantôme. Personne dans la rue Commerciale, pas un chat à l'épicerie, à la gare, ni au piano-bar Thomas, ni au bureau de poste. Un vélo abandonné. Des voitures et des camions bien stationnés.

Le seul bruit venait des centaines de gicleurs que les cinq pompiers ont installés et branchés en deux jours d'ouvrage, et qui crachent de l'eau autour des maisons, des édifices publics et des commerces.

Mais le village aurait pu ne pas être défendu.

« Je roulais avec tout le monde, lundi, durant l'évacuation, puis, tout d'un coup, j'ai mis les freins, a raconté Serge Bouchard. Je me suis dit: toutes mes affaires sont ici, toute ma vie est ici, je m'en vais pas d'ici. »

Son frère, Jean-Claude Bouchard, Réjean Cossette, Daniel Saint-Hilaire et Jacques Ruel ont aussi immobilisé leurs voitures. « J'ai dit: on est des pompiers, volontaires en plus. Tu penses pas qu'on aurait l'air fou d'être pompiers et de partir parce qu'il y a le feu? »

Le raisonnement a convaincu ses quatre compagnons.

« Il y en a qui nous ont dit qu'on voulait jouer au héros, mais c'est pas ça du tout, dit Réjean Cossette. On veut juste protéger nos maisons, notre école, le dispensaire, le village, quoi. On a fait un bout de route, lundi, puis on a eu comme des remords. On est revenu. Je suis né ici il y a 38 ans... C'est la seule place que j'ai. »

Serge Bouchard dit qu'ils n'ont aucune envie de mourir dans les flammes. « À la minute où on sent que l'élément gagne sur nous, on s'en va au plus sacrant, a-t-il expliqué. Je te jure que personne, ici, ne cherche

VOIR PLUIE EN A2

La vague Windows 95 déferle!

PHOTO DENIS COURVILLE, *La Presse*

Un analyste en informatique du Montréal Trust, Robert Galambos (à gauche), a été le premier acheteur montréalais du nouveau système d'exploitation Windows 95. Arrivé à 22 h, M. Galambos était fier de tenir dans ses mains la nouvelle version tant convoitée, en compagnie du conseiller informatique de la boutique Crazy Irving, Éric Durand.

Une opération de médiatisation sans précédent

d'après Reuter, AFP et La Presse
SEATTLE

Windows 95, le nouveau logiciel que Microsoft lance aujourd'hui à grand renfort de publicité, aura été le produit le plus médiatisé de l'histoire de l'industrie informatique.

Montréal a participé, toute la nuit, à l'engouement suscité par le lancement de la nouvelle version du système d'exploitation de la compagnie du multimillionnaire Bill Gates.

En effet, les magasins d'informatique aux États-Unis, au Canada et en Europe ont ouvert leurs portes sur le coup de minuit afin de permettre aux mordus d'acheter Windows 95 sans perdre une minute. Fuseaux horaires obligent, la Nouvelle-Zélande et l'Australie ont été les pays où Windows 95 a été mis en vente en premier.

Une centaine de personnes ont attendu l'ouverture des portes du magasin Crazy Irving, au square Phillips, dans le centre-ville de Montréal, parfois sous la pluie. C'est un analyste en informatique du Montréal Trust, Robert Galambos, qui a été le premier acheteur montréalais. Arrivé à 22 h, M. Galambos était fier de tenir dans ses mains cette nouvelle version tant convoitée.

Le marché mondial du logiciel ne ressemble en rien à celui de l'automobile, même à la belle époque. Il n'y a pas trois grands, mais un géant: Microsoft.

Le numéro un mondial du logiciel équipe déjà 80 p. cent des ordinateurs personnels vendus à ce jour et le dernier-né de la firme présente, au dire de tous, une amélioration sensible par rapport à la version actuelle de Windows que l'on trouve sur 100 millions d'ordinateurs dans le monde.

Les analystes estiment que dans l'année à venir, Microsoft aura vendu 20 millions d'exemplaires de son nouveau système d'exploitation, dans lequel l'entreprise fonde de grands espoirs. Elle a investi, pour faire sa promotion, plus de 500 millions de dollars.

En Grande-Bretagne, le groupe a décidé d'acheter toute l'édition d'aujourd'hui du

VOIR OPÉRATION EN A2

Le monde des affaires craint un exode massif des jeunes advenant un OUI

MARIO FONTAINE

La séparation du Québec provoquera un exode massif des jeunes, sans compter d'inévitables départs d'entreprises, a averti hier le président du Conseil québécois des gens d'affaires pour le Canada, Pierre Côté.

Parlant au nom d'une pléiade d'entrepreneurs, d'industriels et de banquiers, M. Côté a affirmé que la rupture du lien fédéral se traduira par un ralentissement de l'économie. Or, dans ces situations, la réaction normale de l'individu, c'est de penser à lui. Et comme les jeunes sont plus mobiles, ils partiront, dit-il.

Se défendant de jouer la carte de la peur, M. Côté prédit néanmoins que « le pire qui va arriver, c'est l'émigration en masse de nos jeunes, des gens pour lesquels on a investi des milliards de dollars par notre système d'éducation qui auront à se trouver un job ailleurs. Le Québec va perdre ça. On ne peut pas faire face à ça pour des générations, on ne s'en relèvera pas ».

Des entreprises aussi partiront, déclare-t-il. Également président de la Celanese Canada, M. Côté cite notamment les banques qui ont leur siège à Montréal (la Banque Royale, la Banque de Montréal et la Banque Nationale), car elles sont tenues d'avoir leur siège social au Canada.

M. Côté a émis ces commentaires en tant que porte-parole d'une cinquantaine de ténors de la communauté des affaires. Des personnalités comme Raymond Cyr (Bell), Paul Desmarais (Power Corp.), Paul Gobeil (Métro-Richelieu), Guy Saint-Pierre (SNC-Lavalin) et Marcel Dutil (Canam-Manac) font partie du groupe. Plusieurs membres du Conseil québécois des gens d'affaires pour le Canada (CQGAC) étaient déjà farouchement opposés à la souveraineté lors du référendum de 1980.

Le président du Conseil du patronat du Québec, Ghislain Dufour, participait à la conférence de presse d'hier. Il a nuancé les

VOIR AFFAIRES EN A2

Samedi dans *La Presse*

Le cinéma a 100 ans

■ À l'occasion des 100 ans du cinéma, *La Presse* publiera samedi un cahier spécial intitulé *Cent ans d'images, du muet au virtuel*. En plus d'une rétrospective des grands moments de l'histoire du 7e art et de la liste des films préférés de 12 personnalités, les lecteurs de *La Presse* y trouveront une interview de Maurice Trarieux-Lumière, petit-fils de l'inventeur du Cinématographe, Louis Lumière, ainsi qu'un texte sur la compagnie montréalaise Softimage, à l'avant-garde des nouvelles technologies qui ont permis à Steven Spielberg de créer les dinosaures de son *Jurassic Park*.

Une lecture indispensable, samedi dans *La Presse*.

Collectes de sang

■ Aujourd'hui, la Croix-Rouge attend les donneurs aux endroits suivants:

❑ à Montréal: Centre des donneurs, centre commercial Maisonneuve, 2991, Sherbrooke Est (métro Préfontaine), de 9 h à 20 h;

❑ à Longueuil: Centre Jacques-Cartier, 1401, chemin Chambly, de 14 h 30 à 20 h 30. Objectif: 100 donneurs;

❑ à Montréal: Imperial Tobacco, cafétéria, 3810, rue Bourget, de 9 h 30 à 16 h 30. Objectif: 100 donneurs;

❑ à Beloeil: Service des incendies, caserne des pompiers, 990, rue Dupré, de 14 h 30 à 20 h 30. Objectif: 250 donneurs;

❑ à LaSalle: Légion LaSalle, section 212, Carrefour Angrignon, 7077, boul. Newman, de 14 h 30 à 20 h 30. Objectif: 200 donneurs.

Question du jour

Le service InfoBref Bell

Vous voulez vous faire entendre? Répondez à la question du jour. Pour faire connaître votre opinion, composez le 875-2355; au son de la voix, faites le 220.

Environ 40 p.cent des coûts pour combattre les feux de forêt sont épongés par les compagnies forestières, le reste par les contribuables. Trouvez-vous la proportion juste?

Pour contrer les organisations criminelles, le phénomène des guerres des gangs aussi, l'adoption d'une loi antigang est-elle une solution envisageable? À cette question posée hier, le pourcentage des réponses obtenues a été :

Oui: 76% **Non: 24%**

Bell — La Presse

Tirage d'hier

Le Lotto 6/49 4 7 13 20 27 30 (37)

E-X-T-R-A 6 2 9 5 6 0

La quotidienne (Tirage d'hier)

à trois chiffres **484**

à quatre chiffres **0580**

ABONNEMENT	285-6911	ANNONCES CLASSÉES lundi au vendredi de 8 h 30 à 17 h 30	285-7111
Le service des abonnements est ouvert du lundi au vendredi de 7 h à 17 h 30		Décès, remerciements	285-6816
RÉDACTION	285-7070	GRANDES ANNONCES	
PROMOTION	285-7100	Détaillants	285-7202
COMPTABILITÉ		National, Télé+	285-7306
Grandes annonces	285-6892	Vacances, Voyages	285-7265
Annonces classées	285-6900	Carrières et professions, nominations	285-7320

La Presse

LA PRESSE est publiée par LA PRESSE, LTÉE, 7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9. Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de *LA PRESSE* et celles des services de la Presse Associée et de Reuter. Tous droits de reproduction des informations particulières à *LA PRESSE* sont également réservés. « Envois de publication canadienne — Contrat de vente numéro 0531650 » Port de retour garanti. (USPS003692) Champlain N.Y. 12919-1518.

RENSEIGNEMENTS 285-7272

34-4

CODE DU JOUR — JEUDI 24 AOÛT 1995

Suite de la Une

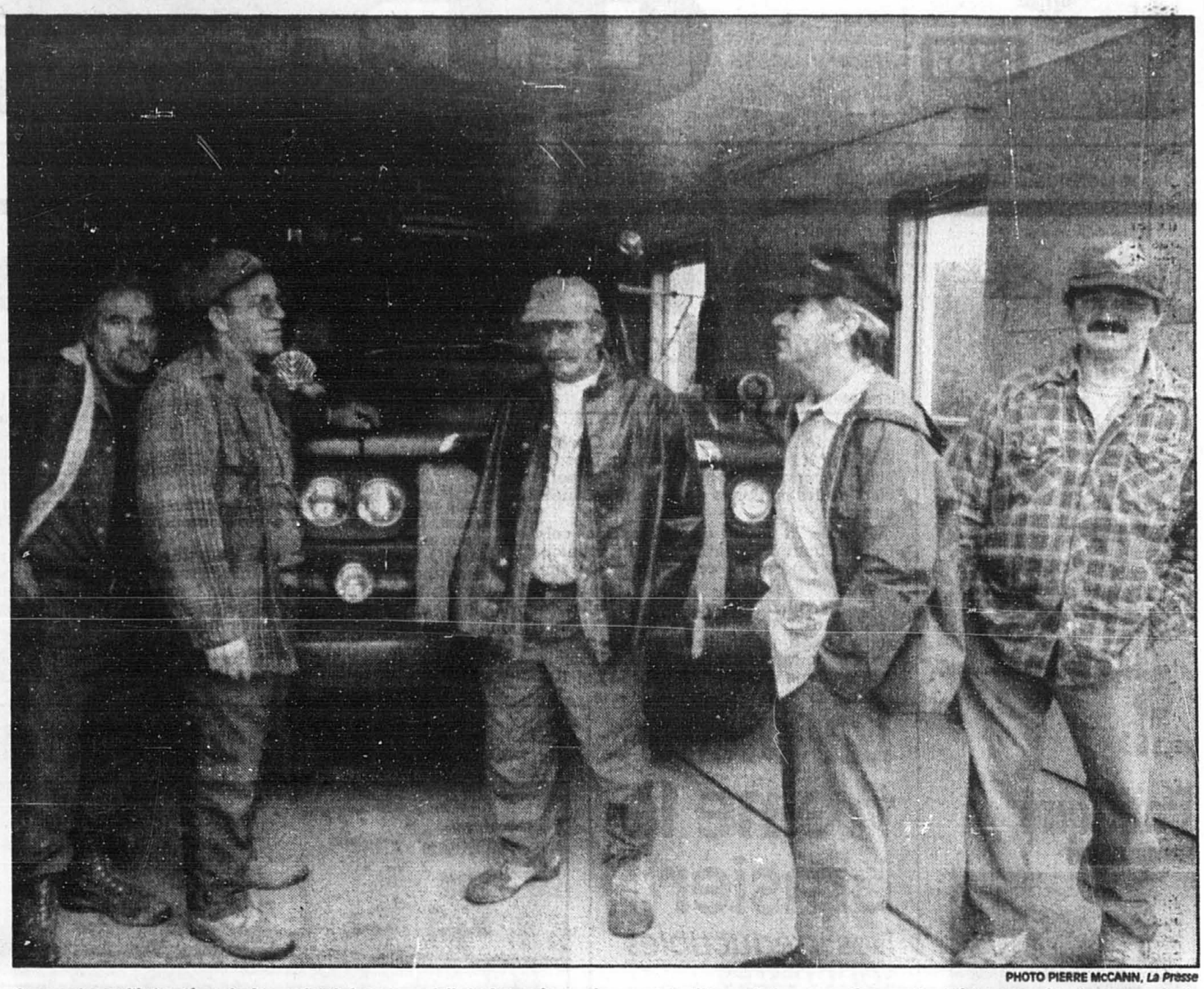


PHOTO PIERRE MCCANN, *La Presse*

Ils n'ont pas l'intention de jouer les héros au péril de leur vie, mais parce qu'ils sont des pompiers volontaires, ces cinq hommes ont décidé de revenir en arrière pour tenter de sauver leur cher village évacué, que menace toujours un feu de forêt. La pluie et le temps plus frais, cependant, pourraient contribuer à neutraliser l'incendie.

PLUIE

La pluie freine le brasier

une mort glorieuse, en train d'arroser encore, encerclé par le feu. On n'est pas suicidaires. Mais on pense qu'on peut empêcher Parent de flamber et on va faire tout ce qu'on peut.

« Moi, j'ai quitté une sacrée bonne job pour le CN, à Longueuil, pour venir ici. J'étais maître de gare de triage. J'aime Parent. J'aime sa tranquillité. J'ai ouvert un garage, j'ai un peu de machinerie lourde et je suis mon propre maître. Je ne veux pas perdre tout ça. »

L'autre Longueuillois d'origine, Jean-Claude Bouchard, se considère « chanceux » d'être à Parent en ce moment: « On peut faire quelque chose. Je capoterais à rien faire à Mont-Laurier. Heureusement qu'on a refusé de passer le poste-contrôle de la Sûreté du Québec sur la route de Mont-Laurier. Ils ne nous auraient pas laissé remonter. »

Son frère trouve que la Protection civile a fait une erreur en faisant évacuer toute la population: « Je pense qu'ils ont mal calculé leur coup et qu'ils ont fait paniquer tout le monde. On est encore utiles ici. »

Une dizaine de leurs 16 collègues pompiers volontaires, parmi les évacués de lundi, sont d'accord. Ils ont réussi hier, après deux jours d'efforts, à être acheminés vers la ligne de feu, où ils se joindront à la lutte contre le feu de forêt, pour la SOPFEU.

Outre les cinq pompiers volontaires, il y a deux agents de la Sûreté du Québec qui patrouillent les rues du village pour éviter tout acte de pillage. À la scierie, on a rencontré cinq hommes du Lac-Saint-Jean, des employés de Rebec (une compagnie sous-traitante de Krueger) qui ont posé des gicleurs autour des installations.

L'hydravion de *La Presse* a aussi survolé le feu de forêt, qui avait considérablement perdu de sa force hier. Il y a plus de pluie que les prévisions météo ne permettaient d'en espérer mardi. En fait, la pluie était tellement forte que le pilote de l'hydravion s'est demandé durant un moment s'il devrait se poser pour laisser passer le mauvais temps.

Le ministre des Ressources naturelles, François Gendron, a d'ailleurs déclaré qu'il avait maintenant espoir que Parent soit épargné. Le vent sud-est qui a stoppé la progression du feu vers Parent a permis aux pompiers de renforcer la tranchée coupe-feu, à 10 km du village.

Les deux Bouchard, Cossette, Saint-Hilaire et Ruel n'ont pas passé la nuit à Parent. Ils sont descendus au sud, dormant lundi soir dans un relais routier sur la route de Mont-Laurier, puis, mardi soir, au poste d'Hydro-Québec de La Vérendrye.

« Dites au monde de pas s'inquiéter, a demandé Daniel Saint-Hilaire. Le village est intact, il n'y a rien de cassé, rien de brisé. »

Et pour l'instant, rien de brûlé.

Néanmoins, hier, au cours de l'assemblée d'information à laquelle participaient aussi le ministre Gendron et le député de Laviolette, Jean-Pierre Jolivet, le ministre de la Sécurité publique, Serge Ménard, a annoncé qu'il proposerait au conseil des ministres l'adoption d'un programme d'indemnisation à l'intention des citoyens, des organismes et des municipalités afin de les aider à payer les coûts reliés à l'évacuation.

Ce programme sera présenté une fois le sinistre maîtrisé et touchera les dépenses que ne remboursent pas les compagnies d'assurances. ❑

UMQ

Un affrontement en vue

La force de frappe de la Fédération sera encore plus forte dans peu de temps avec le retour dans cet organisme de la Fraternité des policiers du Service de la police de la Communauté urbaine de Montréal.

Le conseil de direction de la CUM est composé de maires membres de l'UMQ.

« Ce n'est qu'une déclaration politique que M. Vaillancourt fera. Les maires ne seront pas liés par cette recommandation. Pensez-vous que nous allons accepter ce gel alors que nous n'avons reçu que des miettes depuis les dernières années à cause de la Loi 102? Je vais attendre la prise de position officielle de l'UMQ avant d'aller plus loin.

La Fédération aura bientôt une réunion de son bureau et une position sera alors prise relativement à cette recommandation », a conclu M. Nadon.

Pour sa part, le président de l'Association des pompiers de Montréal et du regroupement des syndicats de pompiers de la province, Gaston Fauvel, a mentionné qu'il n'avait pas l'habitude de commenter une nouvelle dont il n'avait pas encore pris connaissance.

« Mais, s'il est exact que l'UMQ recommande un gel pour les prochaines négociations, soyez assuré que M. Vaillancourt et ses collègues vont avoir de l'opposition », a-t-il ajouté. ❑

AFFAIRES

Le monde des affaires craint un exode massif des jeunes advenant un OUI

propos de Pierre Côté quant aux fermetures d'entreprises. À ses yeux, en effet, ce ne sont pas tant les départs d'entreprises qu'il faut craindre que la possibilité qu'elles choisissent d'aller se développer ailleurs après un OUI au référendum.

Essentiellement, les membres du Conseil québécois des gens d'affaires pour le Canada et ceux du CPQ sont les mêmes, constate M. Dufour. Le lobby patronal dévoilera ce matin la première de quatre analyses sur les principaux enjeux économiques du projet de souveraineté.

Le statu quo préférable

Ces gens d'affaires n'entendent pas rester « les bras croisés devant la menace que fait peser sur l'économie du Québec le projet séparatiste du gouvernement ».

M. Côté entamera une tournée du Québec la semaine prochaine pour vanter les vertus du fédéralisme. On prévoit acheter de la publicité et participer à toutes les tribunes pour faire échec à la souveraineté.

L'un des membres du groupe est Laurent Beaudoin dont l'entreprise, Bombardier, avait été condamnée à 1000 $ d'amende en 1993 pour avoir violé la Loi sur les consultations populaires dans le but d'inciter ses employés à approuver l'Accord de Charlottetown. La campagne qu'entreprend le CQGAC se fera dans le plein respect de la loi, promet toutefois Pierre Côté.

Il assure que l'économie a progressé de façon incroyable depuis 1980 et que le fédéralisme représente le meilleur gage de développement pour l'avenir. Entre la souveraineté et le statu quo, il n'hésite pas une seconde: c'est le statu quo.

Car le fédéralisme tel qu'il existe en ce moment est en perpétuelle évolution, fait-il valoir. Il convient cependant qu'il a fallu sept années de négociations pour en arriver à un accord visant à éliminer certaines barrières provinciales. Imaginer, comme le promettent les leaders souverainistes, qu'on puisse en un an conclure une nouvelle association entre un Québec souverain et le reste du Canada tient du roman politique, rétorque le président du CQGAC. ❑

OPÉRATION

Une opération de médiatisation sans précédent

Times, qui est pour la première fois de son histoire distribuée gratuitement à ses lecteurs. Ceux-ci y découvriront plusieurs encarts publicitaires et un cahier spécial de 24 pages vantant le nouveau logiciel.

La somme déboursée par Microsoft pour ce coup de publicité n'a pas été révélée, mais selon un des concurrents du *Times*, le *Guardian*, le groupe dirigé par Bill Gates a dû débourser environ 580 000 $. Le *Guardian* ajoute que cette opération est loin de faire l'unanimité au sein de la rédaction de son concurrent. Dans une de ses dernières éditions, le *Times* a d'ailleurs critiqué Windows 95, qualifié de « système incomplet ».

Éric Durand, conseiller en informatique de Crazy Irving, a expliqué ce matin à *La Presse* que sa boutique avait 2000 exemplaires du Windows 95 en réserve pour les premiers jours de vente. Le magasin, qui n'a pas fermé la nuit dernière, s'attend à ce que l'affluence soit importante aujourd'hui et en fin de semaine.

Le logiciel Windows 95 de mise à jour y est vendu 119,98 $, tandis que la version complète du système est vendue 249,98 $.

Le Windows 95 ne représente aucune percée technologique révolutionnaire, car il offre aux utilisateurs de PC (compatibles IBM) ce que les fidèles d'Apple connaissent depuis des années.

Le consommateur séduit devra payer plusieurs centaines de dollars ou même s'équiper de nouvelles machines pour bénéficier de tous les atouts de Windows 95, le logiciel demandant un minimum de puissance et de mémoire qu'un grand nombre d'ordinateurs personnels n'ont pas.

Les distributeurs, concepteurs et constructeurs informatiques espèrent tous chevaucher la vague Windows 95. Ils s'attendent à ce que l'utilisateur demande de nouveaux jeux et de nouveaux programmes multimédia, cherche à moderniser son équipement en augmentant les mémoires et en ajoutant des modems. Mieux, ils ont bon espoir qu'il achètera de nouvelles machines.

Les profits de Microsoft (évalués à 2 milliards) se feront surtout grâce aux connections au réseau, explique M. Durand, qui estime que la nouvelle version est plus conviviale et plus sécuritaire.

Des coups publicitaires sont prévus dans le monde entier. À New York, l'Empire State Building est aujourd'hui illuminé du logo rouge, jaune et vert de Windows 95.

Autre coup de force, Microsoft a convaincu les Rolling Stones de lui vendre les droits de leur tube *Start Me Up* pour la bande son de la publicité de lancement.

Au siège de la société à Redmond, dans la banlieue de Seattle, le pdg de Microsoft présidera aujourd'hui un gigantesque carnaval avec une grande roue, quelque 2000 invités et un demi-millier de journalistes. ❑

La Presse

Chambre avec vue sur drogués

Les résidants du faubourg Saint-Laurent n'en peuvent plus

ERIC CLÉMENT

■ Seringues et aiguilles autour de leurs résidences, sur des pelouses accessibles aux enfants, transactions de drogue sous leur nez, toxicomanes défequant près de leurs fenêtres, attaques à la seringue, cambriolages en plein jour et vols dans leurs autos attribués à des drogués en manque : les résidants du faubourg Saint-Laurent n'en peuvent plus et ont envoyé une pétition au ministre de la Santé pour se plaindre d'une situation qu'ils ne sont plus capables de supporter.

La Presse a constaté, hier, que l'atmosphère tranquille de la rue Sainte-Élizabeth, entre le boulevard René-Lévesque et la rue Sainte-Catherine n'était qu'apparente. En faisant le tour du quartier, on constate les conséquences fâcheuses et dangereuses que représente sa fréquentation par des drogués. *La Presse* a trouvé des seringues et des aiguilles, des condoms usagés, des ustensiles comme des cuillères et des excréments humains près des arrangements paysagers des résidences...

La Presse a aussi vu deux junkies dans la ruelle Duffault. Sous l'effet de la drogue, l'homme, qui portait un pansement au bras, a uriné sur le trottoir pendant que sa compagne, titubante, était pliée en deux, toussant et crachant.

Les résidants attribuent leurs malheurs à l'arrivée près de chez eux de Cactus, un organisme qui distribue des seringues aux toxicomanes de 21 h à 4 h. Cactus a déménagé le 1er juillet dans les locaux du CLSC Centre-Ville, rue Sanguinet, pour trois mois.

« On a tout fait pour que ça change, dit Daniel Losier, porte-parole des résidants. Pourtant, le directeur du CLSC, Jacques Gagné, avait promis de régler le problème quand Cactus était rue Saint-Dominique. Au contraire, il leur a permis de venir au CLSC car personne n'a voulu leur louer un local dans le quartier. »

« Les parents ne peuvent plus laisser les enfants jouer dehors », dit Ghislain Lebel, un autre résidant. L'an dernier, ces résidants avaient fait clore une porte arrière du CLSC car les toxicomanes allaient s'y piquer à deux pas d'un espace extérieur réservé aux jeunes enfants...

Louis Levasseur, un autre résidant, a tourné un vidéo montrant les drogués en train de se piquer. « J'ai vu des attaques à la seringue, dit-il. On vit en état de siège. » Sous l'effet de la drogue, les drogués n'ont peur de rien, s'en prenant aux demeures en plein jour. « Le gars a essayé de me cambrioler vers midi il y a deux semaines, explique Stéphane. J'étais chez moi. Il a été arrêté et va subir son procès. »

Il y a eu une hausse des appels 911 et des vols dans ce quartier depuis le début de juillet. « La police ne fait plus de rapports, dit M. Losier. Ses statistiques sont en-deçà de la réalité. »

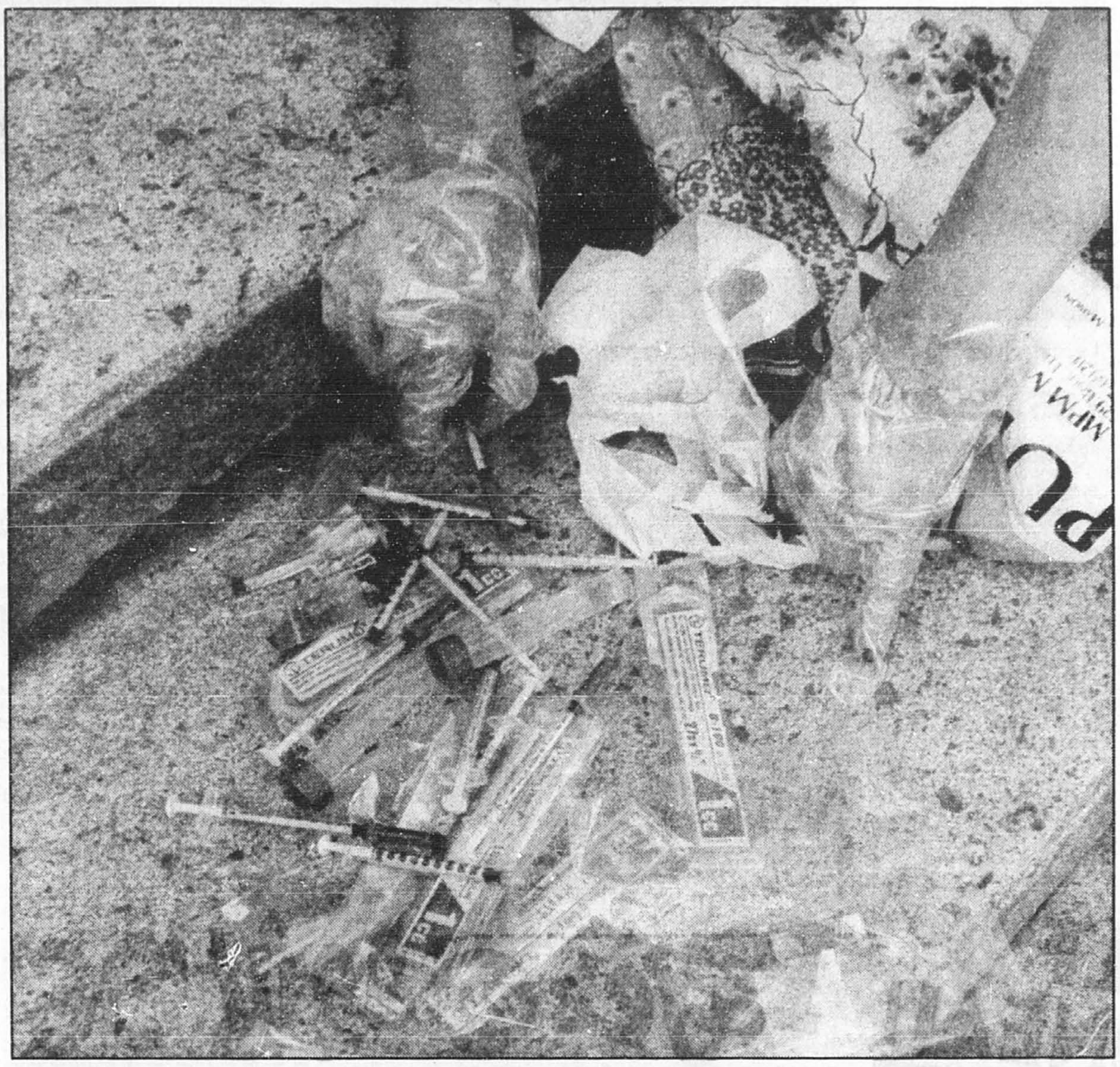


PHOTO MICHEL GRAVEL, *La Presse*

Les habitants du faubourg Saint-Laurent trouvent régulièrement seringues et aiguilles autour de leurs résidences.

« Le conseiller municipal Forcillo nous a dit de ne pas parler aux médias, car ça donnerait une mauvaise image de la ville », se plaint M. Losier. Le conseiller nie et dit n'avoir entendu parler du problème qu'il y a trois semaines. Il a lui-même trouvé des seringues. « Le problème, c'est que Cactus fournit une seringue au toxicomane sans exiger d'en avoir une usagée en retour », dit-il

Selon la directrice de Cactus, Denise Lapalme, c'est en effet la nouvelle consigne de la Régie régionale de la santé (RRSSS). M. Gagné assure que 80 p. cent des seringues sont récupérées.

Mais les 20 p. cent restants en représentent des milliers dans la nature chaque année, et la RRSSS veut augmenter la distribution, selon Mme Lapalme. « On prend de gros risques de contamination aux maladies virales pour les personnes qui se piqueraient avec une seringue contaminée », dit Bernard Faucher, un autre résidant.

Pour éviter que ces seringues se retrouvent dans les parcs, faudrait-il permettre aux drogués de se faire piquer par un professionnel ? La suggestion, avant-gardiste, est loin de plaire. « Pas un médecin ou une infirmière n'acceptera », dit M. Gagné.

Lundi, une réunion aura lieu au CLSC Centre-Ville avec les responsables de Cactus, les résidants, la police et Sammy Forcillo. M Gagné est confiant qu'une solution sera trouvée.

La petite Janell est morte d'une surdose de médicament

MARIE-FRANCE LÉGER

■ Le coeur du bébé de cinq mois atteint de leucémie congénitale, décédé lundi à l'hôpital de Montréal pour enfants, a subi des dommages associés à une surdose de médicament.

C'est ce que révèle l'autopsie pratiquée par le coroner Paul Dionne, chargé de l'enquête sur le décès de la petite Janell Floyd-Cunningham, survenu le 21 août dernier. L'autopsie démontre que le bébé est mort de défaillance cardiaque et de septicémie.

« La petite présente des changements au niveau du coeur qui sont compatibles avec la surdose de médication qu'elle a reçue », a précisé hier le coroner.

Par ailleurs, *La Presse* a appris que l'avocat de la famille du nourrisson a envoyé hier après-midi une lettre informant la direction qu'elle tenait l'hôpital responsable de la mort de leur enfant.

Si les effets de la surdose ont pu être analysés par le coroner, le problème de la médication demeure. En effet, le médicament, le Mitoxantrone, est un produit très puissant, utilisé uniquement dans les cas très graves de cancer. Il est reconnu pour avoir une certaine toxicité et des cas de patients ont été rapportés comme ayant contracté à long terme, des problèmes cardiaques avec ce médicament.

« Il n'y pas d'autres médicaments dans certains cas. Le problème que nous avons maintenant, c'est de déterminer si les dommages qu'on a au niveau du coeur du bébé se sont déclarés plus rapidement à cause de ça », a souligné le coroner Dionne.

La relationniste de l'hôpital, Arlette Côté, a confirmé de son côté que le Mitoxantrone, utilisé dans les traitements de chimiothérapie, était prescrit en dernier recours. « C'est un médicament anticancéreux très puissant administré aux patients pour lesquels les autres médicaments ne sont d'aucun secours. »

La direction de l'hôpital de Montréal pour enfants a avisé les parents du nourrisson le 27 juillet dernier, au moment de son hospitalisation, qu'une erreur humaine était à l'origine de cette surdose de médication. « La petite subissait des traitements régulièrement en clinique externe. Nous nous sommes rendu compte de l'erreur le troisième jour du traitement. C'est une erreur de calcul de dosage, une erreur humaine », a expliqué Mme Côté.

Le décès est survenu trois semaines après la découverte de cette tragique erreur. La direction générale de l'établissement a mis sur pied une enquête interne et s'est engagée à réviser son processus d'informatisation de la pharmacie. « Il ne s'agit pas de pointer quelqu'un. Nous avions déjà amélioré notre système d'informatisation. Nous voulons maintenant voir comment nous pouvons encore l'améliorer. »

Pour sa part, le coroner Dionne se donne environ trois mois pour mener à bien son enquête et rédiger son rapport. Il lui faut notamment étudier les circonstances exactes dans lesquelles la surdose a pu être administrée.

L'EXPRESS DU MATIN

AFFAIRE BARNABÉ: REQUÊTE REPORTÉE

■ La requête des avocats des quatre policiers déclarés coupables de voies de fait ayant causé des lésions corporelles à Richard Barnabé a été remise hier au 16 octobre. Les policiers demandent la permission à la Cour d'appel d'être entendus sur les questions de fait. Le 16 octobre, l'avocate Sophie Bourque, qui représentait la policière Manon Cadotte (acquittée), tentera par ailleurs d'intervenir dans le dossier, estimant qu'un des arguments de ses collègues porte atteinte à sa réputation. Les avocats des quatre policiers affirment en effet que Me Bourque a violé le secret professionnel des quatre policiers lors d'un de ses contre-interrogatoires, ce que l'avocate nie avec vigueur.

NAISSANCE D'UN PINGOUIN AU BIODÔME

■ Après 33 jours d'incubation, un petit pingouin est né le 9 juillet dans l'habitat subarctique du monde polaire, au Biodôme de Montréal. La mère, âgée de cinq ans, avait pondu son oeuf dans une crevasse des rochers. Les parents ont élevé leur petit avec beaucoup de soins durant quatre semaines et s'en occupent encore, même s'il a rejoint les autres animaux de l'habitat. Le Biodôme possède seulement quatre petits pingouins, ce qui rend les chances de reproduction assez faibles. Il s'agit en effet d'une espèce (Alca torda) très rare en captivité. Seulement douze petits pingouins sont gardés dans trois institutions zoologiques du monde, incluant le Biodôme. La naissance du pingouin à Montréal pourrait être une première mondiale.

SAISIE DE MARIJUANA

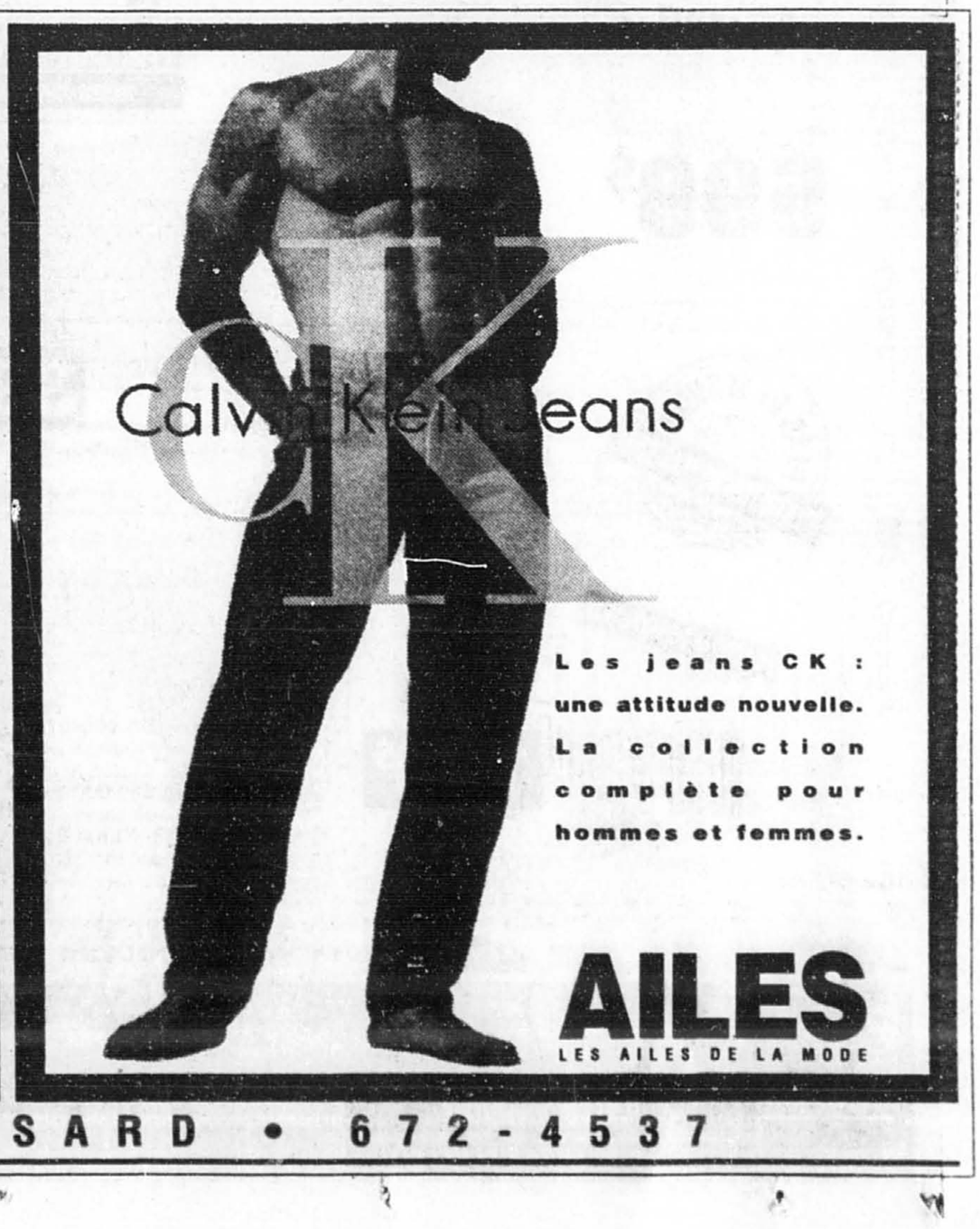
■ La Gendarmerie Royale du Canada a mis la main hier sur quelque 650 plants de marijuana et de l'équipement destiné à la culture de la plante psychotrope à Milan et à Nantes, en Estrie. La valeur des biens saisis est estimée à près de 400 000 $. Des accusations de possession de stupéfiant en vue d'en faire le trafic et de culture de marijuana pourraient être bientôt portées.

MORT SUSPECTE

■ Une mort suspecte a été constatée par des policiers du poste 34 de la Communauté urbaine de Montréal, hier, vers 17 h, au 4325, rue Marquette. Le corps d'un homme de 63 ans a été trouvé à l'intérieur d'un appartement, après que des voisins eurent entendu le bruit d'une personne tombant lourdement sur le plancher. Compte tenu que la tête du sexagénaire montrait certaines marques apparentes de blessures, les policiers de la section des homicides ont été appelés sur les lieux. Une enquête a été ouverte.

CORPS REPÊCHÉ

■ Le corps repêché mardi dans les eaux de la rivière des Prairies, près d'un barrage d'Hydro-Québec, au niveau de la rue du Barrage, à Laval, est bien celui d'un homme qui s'est suicidé en fin de semaine dernière. Ce sont des employés de la société publique qui avaient découvert le cadavre, en fin d'après-midi. Il s'agissait du corps de l'individu qui s'est noyé se jetant à l'eau depuis le pont Viau, le week-end dernier. La famille de cet individu a identifié le corps, hier.



MAIL CHAMPLAIN, BROSSARD • 672-4537

Un drame passionnel fait deux victimes

MARCEL LAROCHE

■ Une affaire de coeur serait à l'origine de la mort violente d'un homme et d'une femme, tous deux assassinés à coups de hache à la tête, dans une résidence de la réserve amérindienne Kitiganzibi à Maniwaki, en Outaouais.

Les victimes de ce drame passionnel, Mina Jérôme et Samuel De Coursy, des autochtones âgés respectivement de 51 et 59 ans, ont été retrouvées sans vie, peu avant 8 h hier, par une connaissance qui leur rendait visite.

C'est en pénétrant dans la modeste maison de Mina Jérôme, située au 121, route 105, aux limites de Maniwaki, qu'elle a découvert les corps gisant chacun dans une chambre.

Moins de 10 heures après ce double assassinat, un autre autochtone de 49 ans, originaire de la réserve d'Oneida, dans l'État de New York, mais vivant depuis cinq ans à Maniwaki, se livrait au poste de la SQ à Maniwaki en se prétendant l'auteur de la tuerie.

Selon les premières informations recueillies par les policiers autochtones de la réserve Kitiganzibi (Rivière Désert), le crime aurait été perpétré dans la nuit d'hier, alors que Mina Jérôme s'y trouvait en compagnie de Samuel De Coursy, un résidant du lac Barrière, dans le parc de La Vérendrye.

Des policiers de la SQ de Maniwaki, assistés de leurs collègues des crimes majeurs de la SQ à Hull, ont retrouvé à l'extérieur de la maison l'arme présumée du crime, une hache maculée de sang.

Les enquêteurs étaient toujours sur les lieux du drame en fin d'après-midi d'hier, lorsque le présumé meurtrier s'est livré. Il devrait comparaître aujourd'hui à Maniwaki.

PHOTO MAURICE THIBODEAU, *collaboration spéciale*

L'explosion d'une bombe a causé de sérieux dommages au local des Rowdy Crew, des motards proches des Hells Angels.

Les poseurs de bombes s'en donnent à coeur joie

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

■ Les larmes et les messages de sympathie à la suite de la mort du jeune Daniel Desrochers, victime innocente de l'explosion d'une bombe, n'ont pas attendri les poseurs d'engins explosifs : entre 21 h et 22 h 30 mardi, les policiers ont été dépêchés sur trois scènes d'explosion à Laval, Le Gardeur et Morin Heights.

Les spécialistes de la Sûreté du Québec ne savaient pas encore au juste, hier, ce qui s'est produit dans cette ville des Laurentides. Toujours est-il que Daniel Filion, 38 ans, bien connu des policiers et déjà condamné dans une affaire d'explosifs en 1983, a été trouvé, vers 21 h 30, dans une automobile, grièvement blessé : il avait la main droite arrachée et les intestins sortis du corps.

Selon la police, Filion a été blessé lors de l'explosion d'une bombe dans la région ; l'endroit exact demeure inconnu. Par la suite, quelqu'un l'a conduit dans une automobile dans la cour d'un dépanneur situé à l'intersection de la route 364 et du Chemin du Village.

Selon l'agent Mathias Tellier, des affaires publiques de la SQ, les enquêteurs n'avaient pas pu encore interroger le blessé à cause de son état de santé.

Vers 21 h, la police de Laval a été appelée à se rendre rue Geoffrion, dans le quartier Saint-François, où une explosion venait de se produire. Cette déflagration s'est produite juste à côté du champ de tir de la police de Laval, qui sert aussi à plusieurs autres corps policiers.

Un bâton de dynamite avait été utilisé pour fabriquer une bombe télécommandée. L'engin avait été placé de façon à endommager un véhicule de marque Dodge Caravan, dont le propriétaire n'est pas connu des policiers.

« C'est un homme sans histoire qui travaille comme journalier dans la construction », a souligné le sergent André Saint-Jacques, de la police de Laval.

Toutefois, dernièrement, l'homme aurait fait signer une pétition pour dénoncer une entreprise qui fait exploser de la dynamite dans le secteur.

Enfin, l'attentat commis, peu après 22 h, au local des Rowdy Crew, à LeGardeur, a été causé par une bombe composée de 10 à 15 kilos de dynamite. Dans le but de mettre le feu à l'immeuble, les auteurs de l'attentat avaient apporté un contenant de deux ou cinq gallons d'essence, mais aucune flamme n'a surgi.Ces motards sont proches des Hells Angels.

Une mère dépressive aurait tué son fils de 10 ans

GEORGES LAMON

DUNHAM

■ Le petit village sans histoires de Dunham, près de Cowansville, à une centaine de kilomètres au sud de Montréal, était en état de choc, hier après-midi : une mère dépressive âgée de 36 ans, dont l'identité n'a pas été dévoilée, aurait tué son fils de 10 ans dans la cuisine du restaurant qu'elle exploitait en location avec son mari depuis environ cinq ans.

Le jeune garçon prénommé Lorenzo, perdant son sang après avoir été atteint de plusieurs coups de couteau, est mort durant son transport à l'hôpital Brome-Missisquoi, situé à environ huit kilomètres de là.

En matinée, la dame, qui souffrait apparement de dépression depuis un certain temps, était allée visiter un médecin en compagnie de son mari Gerry, ce qui avait obligé le couple à fermer temporairement le restaurant Café-Terrasse, situé au 3555, rue Principale, à Dunham. La femme devait d'ailleurs être mise sous observation en clinique à la suite de la visite chez son médecin.

Le drame serait survenu vers 12 h 30. Le père, qui s'était rendu, l'espace d'une minute, chez une voisine pour aller lui demander de garder ses enfants le temps de l'hospitalisation temporaire de sa femme, a entendu des cris d'enfant à son retour au restaurant. Il aurait aperçu sa femme assénant des coups de couteau un peu partout sur le corps de son fils, sous les yeux horrifiés de son frère cadet, âgé de six ans. Le père serait immédiatement intervenu avant d'appeler une ambulance.

Sous surveillance

Sa femme a été arrêtée par les enquêteurs de la section des crimes majeurs de la Sûreté du Québec à Sherbrooke, pour être ensuite admise sous surveillance au centre hospitalier de l'endroit. Elle devrait être accusée de meurtre, mais on ignore quand elle pourra comparaître devant un juge.

Hier, les techniciens de l'identité judiciaire de la SQ s'affairaient à relever indices et empreintes, emportant même un morceau de linoléum souillé de sang. Pendant ce temps, les enquêteurs interrogeaient le père et son petit garçon de six ans pour tenter de connaître les circonstances de cet enfanticide.

Pour la SQ de l'Estrie, il s'agit, semble-t-il, du deuxième meurtre à survenir dans la région.

Les journalistes, caméramen et photographes ont été tenus à l'écart par les policiers qui avaient établi un périmètre de sécurité autour du restaurant.

Employé de la municipalité, Julien Charbonneau, un voisin de ce couple jusqu'alors sans histoires, qui fréquente à l'occasion leur restaurant, ne pouvait vraiment pas expliquer le drame qui venait de se jouer à deux pas de chez lui.

« Jamais je n'ai vu de signes extérieurs qui auraient pu laisser croire que cette femme était dépressive, a-t-il expliqué, hier à *La Presse*, en arrivant sur les lieux en curieux. Je n'avais rien à reprocher à ces gens ni eu de mots avec eux. Elle faisait la cuisine et servait au restaurant. Elle était toujours souriante, mais un peu gênée. Je ne comprends pas ce qui lui est arrivé car elle aimait beaucoup ses enfants. Je connais tout le monde et depuis 25 ans que j'habite ici, jamais on n'a assisté à un tel drame. »

À un kilomètre de là, un homme disait à deux amis venus faire le plein d'essence : « Il y a eu un meurtre. Un jeune a été tué par sa mère. » Et les deux hommes de s'étonner : « Ici ? T'es pas sérieux ! »

Turbulent

Une adolescente de 13 ans, Samanta G., qui promenait sa petite soeur, n'en revenait pas non plus : « Vraiment, ça m'a fait un choc, quand ma mère me l'a dit. Je le connaissais Lorenzo, il allait à l'école Saint-Joseph avec moi depuis septembre. »

Elle reconnaît que c'était un garçon passablement énervé, « vraiment tannant », qui était souvent expulsé de l'autobus d'écoliers à cause justement de sa turbulence.

« Il n'avait pas beaucoup d'amis car il se chicanait avec tout le monde à l'école, a-t-elle ajouté. Souvent, il devait aller chez le directeur. »

Mais de là à penser qu'il serait victime d'un tel drame...

Puis, l'adolescente a repris le chemin de la maison, encore secouée par la triste nouvelle. Comme un peu tous les résidants du coin.

Bibliothèques fermées : Bourque l'ignorait

PAUL ROY

■ C'est pour « mieux desservir la population » que Montréal fermera quatre de ses bibliothèques, cet automne, le temps de procéder à leur informatisation.

C'est du moins ce qu'a affirmé hier Noushig Eloyan, présidente du Comité exécutif de la ville, commentant un article paru dans *La Presse* d'hier.

« Depuis 1991, nous avons informatisé des bibliothèques sans les fermer et nous avons reçu des plaintes de citoyens et d'employés, dit-elle. Des plaintes concernant le bruit, la poussière... »

Mais, plaintes ou pas, la mesure, qui se traduira pas une cinquantaine de mises à pied d'employés auxiliaires, procurera des économies substantielles à la ville. Interrogée par *La Presse* mardi, la remplaçante du bibliothécaire en chef, Isabelle Assunçao, avait évoqué des économies de 10 500 $ pour la seule bibliothèque Maisonneuve, qui fermera du 9 septembre au 7 novembre.

Trois autres bibliothèques fermeront durant deux mois cet automne : Notre-Dame-de-Grâce, Langelier et Petite-Patrie.

Combien ces quatre fermetures permettront-elles à la ville d'économiser ?

« Je ne peux pas le chiffrer, répond Mme Eloyan, puisque notre but ultime n'est pas d'économiser. »

Helen Fotopulos, critique du RCM en matière de culture, estime pour sa part à 50 000 $ les économies de la ville. « Ce ne sont pas de bien grandes économies, constate-t-elle. Alors pourquoi fermer des bibliothèques de quartiers défavorisés en pleine rentrée scolaire ? »

Mme Fotopulos dit avoir appris ces fermetures lorsqu'on lui a demandé de les commenter, mardi. « J'avais posé la question à deux réunions du conseil municipal, déplorait-elle hier, et aucune des deux fois n'avait-on été capable de me répondre. »

Le maire Pierre Bourque, lui, n'a appris les fermetures qu'en lisant l'article de *La Presse*, hier.

« Je n'étais pas au courant », a-t-il admis.

Il n'en a pas moins réaffirmé sa volonté de continuer à développer le réseau des bibliothèques, à Montréal.

,el4Quand le programme d'informatisation des 24 bibliothèques de quartier, de la Phonothèque, de la bibliothèque centrale et de son annexe sera complété, à la fin de 1996, il aura coûté à la ville quelque 10 millions de dollars.

Les bars pourront prendre de l'expansion à Montréal

L'opposition s'oppose à la mesure

CLAUDE-V. MARSOLAIS

■ L'administration Bourque-Eloyan a cédé un peu de terrain aux objections soulevées par des citoyens en ce qui concerne la superficie des bars sur les principales artères commerciales.

C'est ainsi que pour les rues Mont-Royal, Monkland, Jean-Talon, Fleury, Ontario, Masson, Pie-IX (St-Michel), Monk, Notre-Dame (Pointe-aux-Trembles) et Sainte-Catherine (Hochelaga), la superficie des bars pourra passer de 100 mètres carrés à 300 m² tandis que sur la Plaza Saint-Hubert, Laurier, Côte-des-Neiges, Place Versailles et Sherbrooke (Mercier et Pointe-aux-Trembles) aucune limite de superficie n'est imposée.

Les bars qui auront une superficie de 300 mètres carrés pourront accueillir de 150 à 200 personnes. Et ceux qui ne sont pas limités dans leur superficie, probablement au-delà de 500 personnes.

La conseillère du RCM Thérèse Daviau qui s'est opposée à cette modification lors de l'assemblée publique de la Commission d'étude chargée d'étudier les changements au règlement d'urbanisme s'est demandée comment la qualité de vie des citoyens allait être améliorée avec la multiplication des bars et des restaurants dans leur environnement. « Le maire Bourque qui nous gargarise de slogans sur le Montréal fleuri, le Montréal bleu et vert semble incapable d'assurer le développement économique autrement que par les bars et les restaurants. Il y a là un manque d'orientation importante. »

De son côté, le conseiller Marvin Rotrand de la Coalition démocratique-Montréal écologique a dénoncé la décision de l'administration en signalant qu'elle avait procédé à une consultation bidon. De plus il s'insurge contre le fait que les conseillers de Vision Montréal aient proposé, après avoir recommandé les modifications aux règlements sur la superficie des bars, d'entreprendre une étude d'impact pour évaluer les conséquences de l'implantation de bars à grande capacité aux abords des rues résidentielles. « Ils mettent la charrue devant les boeufs. Cela démontre la désorganisation totale qui règne au sein de l'administration Bourque. »

La présidente de la Commission, Mme Colette Saint-Martin, rétorque aux objections de l'opposition qu'avant l'adoption du règlement d'urbanisme en 1994 il n'existait aucune limite de superficie pour les bars. « Cette situation créait un déséquilibre entre les tenanciers qui avaient des droits acquis et les nouveaux qui voulaient ouvrir ce type de commerce. Nous nous sommes fait dire qu'un bar d'une superficie de 100 mètres carrés n'était pas rentable à cause des nouvelles habitudes de consommation des clients beaucoup plus orientés vers la bière. »

Mme Saint-Martin dit que la situation était la même avec les épiceries et les pharmacies. Le règlement d'urbanisme de 1994 limitait les nouvelles implantations à 200 mètres carrés. « Or, le consommateur est attiré par la variété des produits ce qui pénalisait ce type de commerce. C'est pourquoi nous avons porté la limite à 1000 mètres carrés. »

Par ailleurs, malgré les objections de l'opposition, l'administration municipale a décidé de diminuer les exigences de contingentement pour les restaurants. Ainsi, un restaurant pourra s'implanter à 25 mètres d'un concurrent (au lieu de 100 mètres) sur les rues Sauvé, Henri-Bourassa, Ogilvy, Rosemont, Bernard, Rachel, Somerled, Victoria, De l'Église, Notre-Dame (Mercier Est), Fleury, Papineau (Plateau Mont-Royal) et de Montigny (Pointe-aux-Trembles).

PHOTO ROBERT NADON, *La Presse*

Pierre, Raymond et Rita...

Le maire de Montréal, Pierre Bourque (à droite), et le secrétaire général du Secrétariat international de l'eau, Raymond Jost paraissaient bien petits, hier, en compagnie de Rita, Marilu, Indira, Dania, Thuong, Leilatou, Miyuki, une marionnette de trois mètres de hauteur, personnage central du spectacle de marionnettes géantes « S.O.S. l'eau c'est la vie. » L'occasion : la signature par le maire de la Charte de Montréal sur l'eau potable et l'assainissement, que Rita... emportera dans ses bagages en se rendant à Beijing participer à la Conférence mondiale des Nations unies sur les femmes, qui aura lieu du 4 au 15 septembre.

Un ingénieur se fait radier de sa corporation pour négligence

Le Tribunal des professions a porté d'un mois à deux ans la période de radiation d'André Béique

YVES BOISVERT

■ L'ingénieur André Béique, qui se spécialisait dans l'inspection des bâtiments, vient d'être radié pour deux ans de sa corporation professionnelle pour avoir négligé d'examiner les fondations branlantes d'un triplex.

Béique avait été radié pour un mois par le comité de discipline de l'Ordre des ingénieurs, mais le syndic de la corporation trouvait cette sanction trop clémente : il réclamait la radiation permanente. Le Tribunal des professions lui a donné partiellement raison en augmentant de 23 mois la période de radiation.

En 1991, un couple sur le point d'acheter un triplex demande à Béique de l'inspecter. Béique s'est spécialisé dans ce domaine et il s'annonce dans les *Pages jaunes*. Béique fait une brève visite, mais néglige de voir les fondations. Il déclare néanmoins que la structure est très solide et que les murs de fondations sont construits « en bunker ».

Ce n'était pas le cas : un trou de trois à huit pouces se trouvait sous la fondation, qui tenait par « effet de voûte ». La situation était très dangereuse, l'immeuble risquant de s'écrouler à tout moment.

Réparation de 13 000 $

Le vice était apparent et aurait pu être détecté par quiconque aurait fait une inspection complète. D'ailleurs, trois inspecteurs ont par la suite (après l'achat) découvert le vice et conclu au danger de la situation. Les occupants et les passants étaient menacés. Les coûts de réparation s'élevaient à 13 000 $.

Le Tribunal des professions note que Béique fait face à un grand nombre de poursuites pour des inspections problématiques et qu'il a fait faillite en mars 1993. Le tribunal souligne que la négligence de Béique, dans ce cas précis, aurait pu avoir des conséquences graves.

Béique a plaidé qu'il avait été payé très peu et avait dû travailler très vite. Il a ajouté qu'il n'avait pas besoin du titre d'ingénieur pour faire de l'inspection, et n'avait donc pas à être puni pour cette inspection.

Cette excuse n'a pas satisfait le Tribunal des professions. Le fait d'avoir été ingénieur lui donnait une crédiblité aux yeux du public, note le tribunal. Le Tribunal des professions estime cependant que la radiation permanente serait exagérément sévère, puisque l'accroc commis par Béique n'est pas du pire genre qui soit, et ses gestes ont eu des conséquences uniquement matérielles. Le danger, de plus, n'a pas été « créé » par lui.

Leurs maires vont défendre les intérêts des villes-centres

Presse Canadienne

SHERBROOKE

■ L'agenda politique du gouvernement du Québec est propice à l'avènement d'un nouveau partage des ressources financières au profit des villes-centres, a dit hier le maire de Sherbrooke, Jean Perrault, à l'issue d'une rencontre avec ses homologues de Hull, Montréal, Québec, Chicoutimi et Trois-Rivières.

Vendredi prochain, M. Perrault et le maire de Québec, Jean-Paul L'allier, iront défendre les intérêts des villes-centres lors de la première des quatre rencontres prévues par le ministre des Affaires municipales Guy Chevrette.

« L'agenda politique vient juste nous aider à réaliser nos objectifs, à faire valoir nos points, affirme Jean Perrault, se refusant à dévoiler cependant des éléments de la stratégie définie par les villes-centres. Je crois que le gouvernement ne pourra rester muet face à nos revendications. C'est la perception de tous. »

NATHALIE PETROWSKI

Souverainement prudents

Je ne relancerai pas le débat. Les artistes québécois nous ont assez répété qu'ils étaient pour la souveraineté et qu'ils allaient le crier sur tous les toits. Je n'en doute pas une seconde.

Je ne doute pas de leurs paroles. Je doute de leurs gestes.

Nous ne sommes plus en 1980. Nous sommes 15 ans plus tard. Et culturellement parlant, c'est le désert.

J'ai beau sonder l'air ambiant, je n'y ai pas trouvé l'ombre d'un projet artistique exaltant.

Pas de marche des artistes sur le Chemin du Roy comme en 80. Pas de spectacle improvisé avec les Piché, Rivard, Séguin, Duguay et Claude Gauthier qui s'étaient donné rendez-vous avec Félix au centre Paul-Sauvé, un soir d'avril, il y a 15 ans. Pas de récital politique de Vigneault diffusé à toute vapeur à Radio-Québec. Rien, en fait.

Rien que des soupirs prudents devant des idées de grandeur qui, les unes après les autres, se sont effondrées.

Vous voulez des exemples? La cour est pleine. Commençons par les 100 clips pour l'indépendance. Annoncés sans grand renfort publicitaire mais avec, néanmoins, tout l'espoir du monde, les 100 clips pour l'indépendance devaient réunir les efforts des cinéastes établis et de la garde montante.

On parlait d'une centaine de cinéastes qui puiseraient à même leur bas de laine pour réaliser, à compte d'auteur, un clip d'une durée variable, sur ou pour l'indépendance.

On lançait des noms et pas au hasard, puisque les plus connus avaient donné leur accord. Des noms comme André Melançon, Micheline Lanctôt, Jacques Leduc, Paule Baillargeon, Michel Langlois, Falardeau, etc. La totalité des clips devait se retrouver sur une cassette en vente dans toutes les bonnes librairies Renaud-Bray.

La cassette existe et sera bientôt mise en vente, mais elle réunit 69 cinéastes au lieu de 100, la plupart inconnus.

Falardeau est là, bien sûr, Robert Morin et Marcel Simard aussi, mais la liste stellaire s'arrête avec eux. Pour le reste, on s'interroge tant sur les noms que sur les intentions. Car ces 69 clips, souvent confus, ne sont en rien une célébration de l'indépendance. Les plus drôles semblent tout droit sortis de *Taquinons la planète*, les plus plates, du cours de cinéma 101 au cégep.

* * *

Passons aux arts de la scène. Les Partenaires pour la souveraineté, cette coalition de syndicats et d'organismes nationaux, ont commencé par s'emballer avant de se buter, disent-ils, aux âpres réalités économiques.

À la mi-mai, ils ont imaginé un immense spectacle multimédia sur l'histoire du Québec, mis en scène par le Jean-Frédéric Messier de *Helter Skelter* et du *Cabaret Neiges noires*.

Une grosse affaire apocalyptique avec une vingtaine de comédiens, des acrobates, des chanteurs, des danseurs, du laser, quelque chose de moderne et de syncopé qui ferait le tour du Québec et entrainerait les indécis dans une valse endiablée pour le OUI.

Le show coûtait cher. Pour le financer, il aurait fallu qu'une télé paie au moins une captation. Aucune télé ne s'est proposée. On ne se demande pas pourquoi.

Le projet multimédia a été abandonné à la faveur d'une nouvelle idée : un gros show de télé monté par Guy Latraverse, mais entièrement autofinancé par les Partenaires pour la souveraineté.

Au lieu de vendre l'émission à un diffuseur, Latraverse voulait tout bonnement acheter du temps d'antenne comme Jojo Savard : une heure et demie de temps d'antenne.

Il y aurait de la musique, des archives et la participation d'une centaine d'artistes réunis dans un vaste théâtre. Évidemment, il faudrait de l'argent : au moins 600 000 $.

C'était beau, c'était tentant, sauf que la moitié des réserves des Partenaires pour la souveraineté y passerait.

Les Partenaires ont dû faire un choix : la bourse ou la vie, l'art ou le militantisme.

Les militants ont gagné et le projet est mort vendredi dernier.

* * *

Restait Paul Piché pour porter le flambeau, Paul Piché et sa « Souveraine tournée ». Piché avait obtenu l'accord d'une quinzaine d'artistes qui prendraient la route avec lui cet automne pour chanter les joies et les grandeurs de l'indépendance. Mais une tournée de cette envergure coûte au moins 150 000 $ en camions, en matériel technique et en frais d'hôtel. Sans compter qu'elle risque de semer la controverse. Encore de l'argent gaspillé sur des cachets d'artistes, aurait-on dit.

Quelque part entre le Festival de jazz et les FrancoFolies, l'idée s'est vidée de son sang. Bye Bye Paul Piché.

Voilà donc où les choses en sont. Voilà probablement où elles en resteront. À l'exception d'une tournée de la LNI dans les cégeps, le référendum ne se donnera pas en spectacle.

Chez les artistes, on se demande si c'est la volonté, l'énergie ou l'élan qui manque.

Chez les Partenaires pour la souveraineté, c'est encore plus compliqué. Donner de l'argent aux artistes, c'est enlever le pain de la bouche aux militants des régions. Nicole Boudreau, leur porte-parole, ne le formule pas aussi crûment. Elle parle plutôt des choix qu'il a fallu faire.

Au Conseil de la souveraineté, on invoque les mêmes choix déchirants. Plutôt que de miser sur UN événement rassembleur, on a privilégié les concours de dessins, les capsules-radio et les tournées d'autobus. Rien de très cher ni de très excitant.

Une question demeure : est-ce vraiment une question d'argent et d'organisation ? Je ne le crois pas.

C'est une affaire de prudence. C'est la peur de l'épouvante qu'inspirent les foules en délire. C'est l'allergie aux émotions fortes et aux débordements. C'est la crainte que la flamme allumée sur scène dégénère en incendie. C'est la conviction, quelque part dans la machine politique, que les artistes sont potentiellement dangereux. Qu'ils énervent les gens au lieu de les rassurer.

C'est peut-être pourquoi on préfère qu'ils parlent au lieu de monter sur scène.

Parler, c'est parfois la meilleure façon de se taire.

NETTOYAGE DE TAPIS
3 OFFRES BONIS
- pas de T.P.S.
- pas de T.V.Q.
- nos prix imbattables
SEULEMENT 12,95$ PAR PIÈCE
2 pièces minimum à ce BAS PRIX
47,95$ SPÉCIAL 4 PIÈCES
SUPER SPÉCIAL MAISON COMPLÈTE
69,95$ 5 pièces, 1 couloir et jusqu'à 15 marches
C'est moins de 7¢ par pièce
79¢ le pi. car. NETTOYAGE DE CARPETTE EN USINE
CUEILLETTE ET LIVRAISON GRATUITES
SERVICE RAPIDE
commande minimum 40$
39,95$ CANAPÉ DE TOUTE DIMENSION OU 2 FAUTEUILS
NOUS PAYONS LA T.P.S. ET LA T.V.Q.
NOS PRIX SONT IMBATTABLES
2 DERNIERS JOURS
VOUS POUVEZ RÉSERVER POUR UNE DATE ULTÉRIEURE
NETTOYAGE DES CONDUITS DE VENTILATION
4 OFFRES BONIS
- pas de T.P.S.
- pas de T.V.Q.
- 40% DE RABAIS
- nos prix imbattables
ESTIMATION COMMERCIALE, INDUSTRIELLE ET INSTITUTIONNELLE DISPONIBLE
Pourquoi respirer de la poussière et de la saleté nuit et jour quand les experts Steam-Way peuvent facilement éliminer toute la poussière de votre maison, à un prix plus qu'abordable ? Votre maison, comme la plupart des autres, est pleine de moutons, de particules, vieux plâtres de clous, de copeaux de bois, de bactéries, de virus, de saleté et même quelquefois de boules de poils qui peuvent provoquer des allergies et entraîner une augmentation des frais de chauffage et de climatisation.
ÉTAIT 39¢ + 9¢ PAR BOUCHE DE VENTILATION
MAINTENANT 29$ + 6$ PAR BOUCHE DE VENTILATION
SUPER SPÉCIAL SEULEMENT 6,95$ PAR BOUCHE DE VENTILATION
40 % DE RABAIS
2 DERNIERS JOURS
VOUS POUVEZ RÉSERVER POUR UNE DATE ULTÉRIEURE
Mettez un terme à vos problèmes de poussière, d'allergies, de coût de chauffage, de climatisation et augmentez l'efficacité de votre système.
ESTIMATION COMMERCIALE, INDUSTRIELLE ET INSTITUTIONNELLE DISPONIBLE.
AUTRES SERVICES DISPONIBLES
PEINTURE INTÉRIEURE ET EXTÉRIEURE
NETTOYAGE DE MURS ET DE PLAFONDS
LAVAGE DE VITRES
UN SEUL NUMÉRO À RETENIR POUR TOUS NOS SERVICES CONCERNANT VOTRE MAISON OU VOTRE COMMERCE :
(NETTOYAGE DE VITRES, MURS, PLAFONDS; PEINTURE EXTÉRIEUR ET INTÉRIEUR, NETTOYAGE DE CONDUIT DE SÉCHEUSE)
HEURES D'AFFAIRES LUN - VEND 8 a.m. à 9 p.m. SAM - DIM 8 a.m. à 5 p.m.
SERVICE DE NETTOYAGE STEAM-WAY POUR UN MEILLEUR ENVIRONNEMENT
333-3333
APPELS EXT. 1-800-461-9595
OUVERT LE DIMANCHE
J2276160

Bordeaux : la crise est désamorcée

BRUNO BISSON

■ La crise semble tout à fait désamorcée à la prison de Bordeaux. Après plus de cinq heures de discussions avec les représentants de la direction de l'Établissement de détention de Montréal, le syndicat des agents de la paix a décidé de suspendre les moyens de pression qui devaient être mis en oeuvre dès ce matin.

Le président du Syndicat des agents de la paix en services correctionnels du Québec, M. Georges Escola, a affirmé hier à la sortie de cette rencontre qu'il avait « obtenu suffisamment de concessions de la part du ministère de la Sécurité publique pour convoquer une assemblée générale » — une troisième en une semaine — qui aura lieu cet après-midi.

M. Escola a précisé que le principal point en litige, soit la mise en place d'une patrouille armée et motorisée aux abords des murs de Bordeaux, faisait maintenant l'objet d'une entente après avoir constitué la pierre d'achoppement des discussions, la semaine dernière.

Rappelons que le 11 août dernier, un agent de la paix de cette prison du nord de Montréal, M. Jacques Lamoureux, a été gravement blessé d'un coup de couteau à l'abdomen alors qu'il dormait, chez lui, vers 1 h.

Ses quelque 400 collègues de Bordeaux ont exigé dans les jours qui ont suivi le renforcement de la sécurité et l'application de mesures de coercition pour « reprendre le contrôle à Bordeaux », en reliant cet attentat aux guerres entre gangs, qui se disputent le contrôle du trafic de stupéfiants à l'intérieur de la prison.

Les gardiens estimaient notamment qu'il fallait effectuer une fouille générale de tout l'établissement afin de retracer le plus grand nombre possible d'armes artisanales ou autres, et de saisir la drogue qui circulerait librement à Bordeaux.

Il y a une semaine, le syndicat avait obtenu une entente de principe et des réponses satisfaisantes sur 10 des 15 conditions mises de l'avant par les gardiens afin de renforcer la sécurité interne à Bordeaux.

Malgré cette entente, les gardiens avaient rejeté à la quasi-unanimité les concessions accordées par la direction de la prison et par le ministère de la Sécurité publique. Ce rejet massif fut pondéré quelques jours plus tard par une seconde assemblée, moins chargée émotivement, au cours de laquelle le syndicat a résolu de concentrer ses énergies sur la création d'une patrouille armée et motorisée en périphérie de la prison.

Selon M. Escola, le ministère de la Sécurité publique s'était déjà engagé à assurer une présence sécuritaire à l'extérieur des murs de Bordeaux, mais souhaitait d'abord la mise en place d'un système de caméra sophistiqué en plus d'un délai de 60 jours. M. Escola n'a pas voulu élaborer hier sur les concessions obtenues, mais a toutefois affirmé que le délai demandé avait été ramené à des proportions plus acceptables.

Par ailleurs, il n'y aura pas de fouille générale de la prison dans l'immédiat. Mais la direction s'est engagée à autoriser des fouilles ponctuelles et ciblées, quand le besoin se fera sentir ou que des informations permettront de localiser de la drogue ou des armes.

M. Escola a également précisé que la réouverture des cellules d'isolation et des quartiers d'observation, dans le sous-sol de l'aile A de la prison et l'ajout d'une surveillance humaine, qui faisaient partie des demandes syndicales de la semaine dernière, sont déjà en voie de réalisation.

Grève illégale illimitée à Bridgestone de Joliette

JEAN-PAUL CHARBONNEAU
JOLIETTE

■ **Par un vote de 97,3 p. cent, les syndiqués de l'usine Bridgestone-Firestone de Joliette ont décidé hier de déclencher une grève illégale illimitée pour appuyer 150 d'entre eux qui avaient été expulsés, quelques heures auparavant, de l'immeuble par les forces policières, à la demande de la partie patronale.**

Par le passé, cette usine, maintenant propriété de capitaux japonais, a été la cible de plusieurs grèves qui ont été passablement difficiles, ce qui avaient nécessité des interventions des forces de l'ordre : des oeufs et des tomates avaient notamment été utilisés à des fins autres qu'alimentaires. Deux des débrayages avaient été longs : en 1973, il avait duré 11 mois, et, en 1978, trois mois.

Cette usine fabrique des pneus pour des automobiles neuves et qui sont vendus aux différents fabriquants. La production annuelle est d'environ quatre millions de pneus.

Le comité de négociation du syndicat qui regroupe 734 travailleurs — l'usine emploie 1 000 personnes au total — a informé à 19 h mardi les employés du quart de travail finissant et de celui commençant que malgré plusieurs rencontres l'employeur ne voulait aucunement négocier.

PHOTO ROBERT MAILLOUX, *La Presse*

Guy R. Charrette, vice-président du syndicat, remet à des gardiens l'enveloppe contenant les bulletins de vote. Elle est destinée au patron de l'usine.

Geste spontané

Les syndiqués qui terminaient leur travail sont partis et ceux commençant leur quart ont décidé de déclencher spontanément un arrêt de travail et de demeurer sur les lieux. « Nous les avons bien avisés que cette grève était illégale. L'arrogance du boss à la table de négo a fait déborder le vase. Les gars sont exaspérés et prêts à assumer leur geste », a souligné Gilles Brazeau, membre du comité de négociation syndical.

À 5 h 35, les membres de l'unité d'urgence de la Sûreté du Québec assistés de plusieurs collègues de divers détachements de la région et de policiers municipaux ont envahi l'usine, à la demande de la direction, pour expulser les employés.

Les policiers étaient bien équipés pour faire face à la musique si nécessaire, mais l'évacuation s'est effectuée dans le calme le plus complet.

Par la suite, les syndiqués se sont réunis dans une salle. Le président du syndicat affilié à la CSN, Jean-Marc Bourret, a informé les membres des risques de déclencher une grève illégale. Un vote secret a eu lieu : 567 ont voté en faveur d'une grève illimitée illégale, 14 contre et un bulletin a été annulé.

Les syndiqués se disent prêts à retourner au travail immédiatement si l'employeur accepte de négocier sérieusement et s'il s'engage à ne pas prendre de représailles contre les travailleurs qui étaient sur place lors de l'expulsion.

M. Bourret a expliqué que normalement le syndicat avait droit de grève pour le 9 septembre. La convention collective va expirer le 31 août. « Nous avons tenté à maintes reprises d'entreprendre des négociations avec l'employeur et il ne veut rien savoir. Le vote d'aujourd'hui devance celui qui aurait été pris en septembre », a souligné le leader syndical.

« La partie patronale demande de reculer sur plusieurs points, ce qui aurait pour conséquence de faire perdre des emplois. Nous sommes pourtant l'usine qui produit le plus de la chaine Bridgestone-Firestone. L'employeur avec son attitude ne respecte plus ses employés », a dit un travailleur en quittant la salle où le vote de grève avait été pris.

Surveillance étroite

« Au lieu de respecter la performance de ses employés et de se contenter du recul syndical lors de la dernière signature, l'employeur vient encore en demande. Sur certains points, il veut revenir 20 ans en arrière. Nous sommes une usine modèle à travers le réseau de l'entreprise », a souligné M. Brazeau.

Selon les syndiqués, les propriétaires veulent implanter des méthodes de travail à Joliette qui sont en vigueur au Japon, ce qui n'a aucun sens, soutiennent-ils.

Cette firme fait d'ailleurs face à cinq conflits de travail dans ses usines aux États-Unis.

Après l'assemblée, les syndiqués se sont rendus devant l'usine, bien surveillée par des gardiens d'une agence privée, afin de remettre une enveloppe au chef négociateur contenant les bulletins de vote. Cette marche s'est déroulée paisiblement.

La Presse a tenté par téléphone et en se rendant à l'entrée de l'usine de parler au chef négociateur, Mario Dionne, et au directeur du plan, Alain Déry, mais ces messieurs étaient trop occupés pour donner la version de l'employeur.

Fraser célèbre 115 ans de commerce de meubles de qualité
Venez profiter de son

SOLDE D'ANNIVERSAIRE

Des économies de 10% à 50% et même plus sur des milliers d'articles des quatre coins du monde

AMERICAN HERITAGE de Stanley
Salle à manger d'inspiration XVIIIe siècle en cerisier comprenant 8 pièces: 1 table à dessus double corps 72 po, 1 table rectangulaire à 4 pieds et tiroirs de côté 76 x 46 po, 124 po avec rallonge, 2 fauteuils Queen Anne, 4 chaises assorties.
Prix cour. 17 495 $ Solde **12 995 $**

RÉGENCE de Baker
Chambre à coucher de style traditionnel en acajou avec incrustations, comprenant 6 pièces: 1 commode à trois caissons 78 po, 1 miroir plaqué or, 1 armoire haute, 2 tables de nuit à 2 tiroirs, 1 grand lit.
Prix cour. 35 395 $ Solde **24 775 $**

REPRODUX de Bevan Funnel
Salle à manger d'inspiration traditionnelle en acajou, importée d'Angleterre. L'ensemble de 10 pièces comprend: 1 buffet deux corps 78 po, 1 table ovale à double piètement avec rallonge et ornement de bois d'if, 2 fauteuils à dossier bouclier, 6 chaises assorties recouvertes de tapisserie beige.
Prix cour. 26 440 $ Solde **15 995 $**

Bureaux, secrétaires, bibliothèques et vitrines

	Prix cour.	Solde
Vitrine Queen Anne, de Korson	1 095	595
Bibliothèque étagère en acajou	1 695	995
Bibliothèque de Gibbard	1 295	1 025
Secrétaire sur base en cerisier	1 589	1 049
Table de travail, base en acier	1 795	1 095
Bureau secrétaire, de Jasper	2 385	1 095
Vitrine de coin en cerisier	1 589	1 195
Bureau, de Pulaski	1 689	1 258
Bureau sur base Governor Winthrop	1 795	1 295
Table de travail, fer et pierre fossile	1 695	1 295
Table de bibliothèque, de Mount Airy	1 795	1 349
Bureau ministre 'Accolade', de Drexel	2 995	1 495
Vitrine à côtés inclinés	1 995	1 539
Vitrine d'angle en chêne blanchi	2 249	1 449
Vitrine avec colonnes Empire noires	1 995	1 549
Secrétaire rustique, décoration main	2 895	1 595
Bureau ministre d'inspiration Biedermeir	2 895	1 775
Secrétaire en acajou rouge, de Jasper	3 349	1 779
Bureau à abattant Biedermeir	3 395	1 895
Table de travail Queen Anne	3 295	1 995
Bureau sur base en acier, de Hickory White	4 295	1 995
Bureau à abattant noir avec chinoiseries	2 795	1 995
Bureau avec table de travail, de Hekman	4 120	2 195
Table de travail en chêne, de Hickory White	2 889	2 289
Vitrine avec côtés en verre bombé	2 995	2 289
Secrétaire en cerisier	3 995	2 489
Vitrine verte, de American Drew	3 259	2 495
Secrétaire peint à la main, charbon de bois et doré	5 195	2 595

WELLINGTON de Gibbard
Petit mobilier de salle à manger d'inspiration 18e siècle en acajou massif. L'ensemble de 9 pièces comprend: 1 base de buffet 56 po, 1 vaisselier vitré, 1 table ronde 44 po, pouvant être agrandie à 92 po, 2 fauteuils à dossier à écusson et 4 chaises assorties.
Prix cour. 9 900 $ Solde **7 889 $**

Canapés-lits et fauteuils inclinables

	Prix cour.	Solde
Fauteuil inclinable Queen Anne, de Vogel	825	569
Canapé-lit de Flair, format régulier	839	659
Canapé-lit contemporain, à rayures	1 049	839
Canapé-lit contemporain pastel format régulier	1 195	895
Canapé-lit simple, écossais brun	1 195	939
Canapé-lit de Flair, imprimé noir	1 249	939
Grand canapé-lit, tapisserie Navajo	1 295	959
Fauteuil inclinable de Bradington, rayures vertes	1 845	995
Fauteuil inclinable avec vibrateur	1 960	1 049
Grand canapé-lit de Flair, denim bleu	1 495	1 049
Fauteuil inclinable Chippendale, tapisserie scènes de chasse	1 425	1 059
Fauteuil inclinable à pied griffon, tapisserie à motif de fruits	1 495	1 095
Fauteuil inclinable Chippendale, écossais brun et doré	1 675	1 189
Fauteuil inclinable traditionnel de Bradington	1 695	1 189
Lit escamotable vert	1 845	1 195
Fauteuil inclinable contemporain imprimé brun	2 195	1 289
Fauteuil inclinable à bascule	1 959	1 295
Fauteuil inclinable en cuir Classic	2 995	1 295
Fauteuil inclinable en cuir noir de Flair	1 789	1 389
Fauteuil inclinable en cuir vert de Craftwork	3 795	1 595
Lit escamotable en cuir mauve	2 975	1 595
Fauteuil inclinable vert, de Bradington Young	2 395	1 689
Fauteuil inclinable berçant bleu	2 895	1 889
Grand canapé-lit en cuir bleu	3 195	1 895
Canapé-lit à coussins, 84 po	2 575	1 889
Fauteuil inclinable berçant, cuir rouge	3 995	1 895

DERNIÈRE SEMAINE

Canapés de cuir, causeuses, fauteuils et repose-pieds, fauteuils de bureau

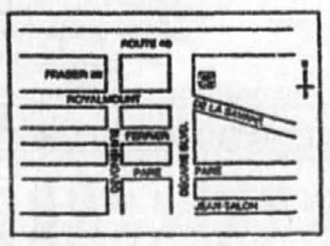
	Prix cour.	Solde
Repose-pieds de Classic Leather	1 095	695
Fauteuil droit de Statesville	1 345	789
Fauteuil pivotant en cuir beige	2 770	889
Bergère Chippendale de Classic	2 295	899
Fauteuil à dossier haut en cuir brun	2 189	1 049
Fauteuil à dossier haut rembourré	1 639	1 059
Fauteuil Queen Anne en cuir bleu	2 110	1 095
Fauteuil pivotant à dossier ajustable, bourgogne	2 395	1 295
Fauteuil directeur pivotant, bourgogne	2 145	1 295
Fauteuil conférence de Kaufman	2 459	1 389
Fauteuil directeur pivotant, rembourré de Drexel	2 489	1 595
Fauteuil club et repose-pieds, en cuir grège	5 275	1 775
Fauteuil Charles of London noir	3 395	1 795
Fauteuil club et repose-pieds en cuir brun	2 595	1 995
Fauteuil pivotant de Hancock & Moore	3 619	1 995
Fauteuil club en cuir bleu	3 375	1 995
Fauteuil club en cuir vert	3 495	1 995
Causeuse à bras cylindriques en cuir bourgogne	4 095	2 295
Fauteuil directeur pivotant de Hancock & Moore	3 595	2 395
Fauteuil pour le sommeil et repose-pieds	3 995	2 495
Causeuse à dossier canné de Hancock & Moore	6 580	2 595
Causeuse de Classic en cuir bleu	4 995	2 995

SONORA de Drexel Heritage
Chambre à coucher d'inspiration californienne en pin avec ornements en fonte. L'ensemble de 6 pièces comprend: 1 commode à trois caissons 60 po, 1 miroir en fonte, 1 commode à deux caissons, 2 tables de chevet à 2 tiroirs, 1 grand lit avec marchepied.
Prix cour. 16 240 $ Solde **9 995 $**

Les quantités étant limitées, il se peut que quelques articles soient déjà vendus au moment de la parution de l'annonce

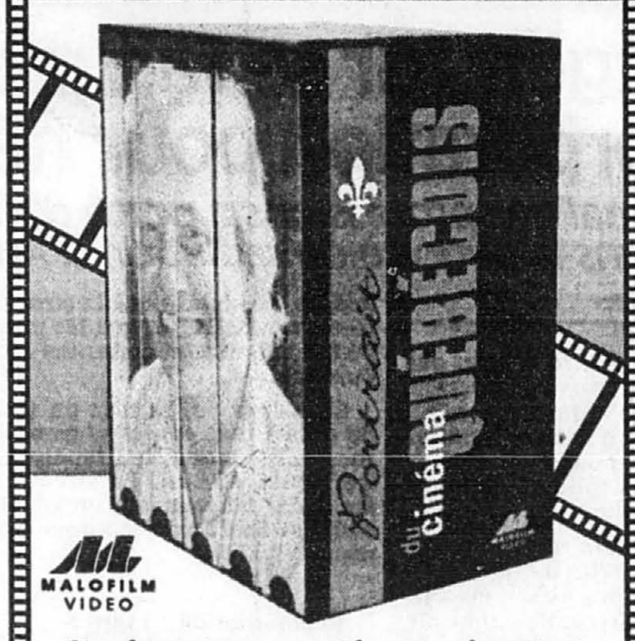
Vaste terrain de stationnement.
Facilités de paiement.
Programme d'échange.
Service de décoration.

115 Fraser 1880-1995 Galeries de meubles réputés



8300, chemin Devonshire, Montréal. Tél.: 342-0050

Ah! LES CHANCEUX



Simplement parce qu'ils sont abonnés à *La Presse*, ces chanceux recevront un

SUPERBE COFFRET DE FILMS

du réalisateur québécois
Jean-Claude Lord,
offert par ***Malofilm Distribution,***
une valeur en magasin de 64,95 $.

Voici nos chanceux d'aujourd'hui :

Mme Lahaise de Montréal	no 210114L13
M. Pasquin de Dorval	no 210640P12
M. Mongeau de Pte-aux-Trembles	no 226177M00
Mme Beaudoin de Montréal	no 232092B04
M. Lejeune de Chomedey	no 238854L13
Mme Rose d'Auteuil	no 239117R00
Mme Guérin d'Auteuil	no 239118G04
M. Pelletier de Sainte-Thérèse	no 243049P02
M. Bélanger de Saint-Hilaire	no 286320B01
Mme Gauvin de Montréal	no 210623G03

Jusqu'au 26 août, nous publierons quotidiennement les noms de 10 gagnants abonnés à *La Presse* qui mériteront automatiquement ce magnifique prix.

La valeur totale des prix offerts est de 3 250 $.
Les règlements du concours sont disponibles à *La Presse*.

Un délai de trois semaines peut s'écouler avant la réception des prix.

POUR PARTICIPER, IL SUFFIT D'ÊTRE ABONNÉ À

La Presse

285-6911

NOUVELLE LISTE ÉLECTORALE

Votre nom doit apparaître sur la liste électorale

Pour vous retrouver derrière l'isoloir le jour du référendum

Entre le 5 et le 10 septembre, il y aura un recensement au Québec en vue de la constitution d'une liste électorale qui sera utilisée, entre autres, pour le référendum et les prochaines élections municipales. Ce recensement servira également à la constitution de la liste électorale permanente.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS DU QUÉBEC
Pierre-F. Côté, C.R.

1 800 461-0422

Des nouveautés

Avant d'inscrire votre nom sur cette liste, les deux recenseurs qui passeront chez vous s'assureront que vous répondez bien aux trois conditions suivantes:

- avoir 18 ans et plus;
- posséder la citoyenneté canadienne;
- résider au Québec depuis au moins 6 mois dans le cas du référendum et depuis au moins 12 mois dans votre municipalité dans le cas d'une élection municipale.

Fait nouveau: ils pourront vous demander une pièce d'identité: soit votre **certificat de naissance**, votre **passeport** ou votre **certificat de citoyenneté**. Bien entendu, ces documents peuvent se présenter sous différentes formes ou adopter divers formats.

Autre nouveauté au recensement, on vous demandera votre **date de naissance** plutôt que votre âge. De plus, c'est votre **nom de famille à la naissance** qui sera inscrit sur la liste électorale. C'est donc celui que vous devez fournir aux recenseurs.

De plus, vous devrez **signer** votre fiche de recensement.

Si vous avez des questions, appelez-nous.

1 800 461-0422 (de l'extérieur de Québec)
ATS **1 800 537-0644** (les personnes sourdes ou malentendantes)
528-0422 (de la région de Québec)

Sondage Gallup

35 % des Canadiens sont favorables à la légalisation de tous les avortements

■ Le mois dernier, Statistique Canada signalait qu'un nombre record d'avortements — 104 000 — avaient été pratiqués au Canada en 1993. De ce nombre, environ 20 000 concernaient des adolescentes. Le nombre et la proportion ont augmenté dans chaque province entre 1992 et 1993, bien que l'organisme note que la hausse n'est pas aussi spectaculaire que dans le passé.

L'institut Gallup a récemment interrogé les Canadiens sur ce délicat sujet. Les résultats obtenus indiquent qu'un nombre considérable de Canadiens croient que l'avortement devrait être légal dans tous les cas. Plus précisément, 35 % des Canadiens appuient la légalisation de l'avortement dans tous les cas, une hausse par rapport aux 31 % obtenus en 1993 et 1992, et aux 24 % de 1991. Environ la moitié des Canadiens (49 %) pensent que l'avortement devrait être légal dans certains cas seulement, tandis que 13 % condamnent l'avortement. Enfin, 3 % des personnes interrogées n'ont pas d'opinion.

La majorité des Québécois croient que l'avortement devrait être légalisé — 39 % d'entre eux appuient la légalisation dans tous les cas — alors que seulement 8 % pensent qu'il devrait toujours être illégal.

Dans les Maritimes, les opinions sur la question sont réparties également : 24 % sont en faveur de l'avortement dans tous les cas et 24 % croient qu'il devrait en tout temps être illégal. Enfin, 51 % donnent un appui conditionnel.

En analysant les données concernant l'instruction des personnes interrogées, on constate que celles qui ont fait des études universitaires ont deux fois plus de chances (47 % comparativement à 24 %) que celles qui n'ont que complété leur primaire d'approuver la légalisation de l'avortement dans tous les cas.

Gallup a demandé à ceux qui répondaient que l'avortement devrait être légal dans certains cas seulement de préciser les circonstances acceptables. Presque tous — 95 % — croient que l'avortement devrait être légal si la santé de la femme était sérieusement compromise. Près de neuf personnes sur dix (88 %) ont la même opinion lorsque la conception est le résultat d'un viol ou d'inceste, alors que 73 % pensent que l'avortement devrait être légal s'il y a une forte chance que le bébé souffre d'une grave malformation congénitale.

Une majorité de Canadiens (58 %) en faveur de l'avortement dans certains cas croient qu'il est acceptable si la décision a été prise par la femme et son médecin, tandis que 48 % pensent que l'avortement pratiqué au cours des trois premiers mois de la grossesse devrait être légal. Mais l'appui est beaucoup moins fort lorsque la principale raison invoquée pour pratiquer l'avortement est un revenu très bas (25 %) ou quand l'avortement a lieu dans un délai de cinq mois après la conception (16 %).

Les résultats de ce sondage sont basés sur 1 005 entrevues téléphoniques réalisées avec des adultes de 18 ans et plus entre le 7 et le 13 août. Un échantillon de cette taille est précis avec une marge d'erreur de 3,1 points de pourcentage, 19 fois sur 20.

Connaught a vendu le sang de détenus de cinq prisons US

Presse Canadienne

TORONTO

■ Le sang vendu par la société torontoise Connaught à la Croix-Rouge dans les années 80 était celui de détenus de cinq prisons américaines, a appris hier la commission d'enquête sur le sang contaminé.

Pendant près d'un an, en 1983-84, le sang vendu par Connaught provenait de détenus de quatre prisons de Louisiane et d'une cinquième de l'Arkansas, selon des documents déposés hier à la Commission Krever.

La commission avait appris au printemps que du sang distribué par la Croix-Rouge provenait de détenus de Grady, en Arkansas. Mais on ignorait jusqu'ici que quatre autres pénitenciers avaient approvisionné Connaught.

La commission tente de faire la lumière sur la contamination par le virus du sida ou de l'hépatite C de milliers de Canadiens par des produits sanguins au cours des années 1980.

On ignore si du sang contaminé par le virus du sida a pu être prélevé à ce moment chez des prisonniers américains — il n'existait alors aucun test de dépistage du VIH. Mais on s'est aperçu par la suite que le taux de prévalence du VIH était plus élevé dans les pénitenciers.

Le sang des prisonniers s'est retrouvé dans les veines d'hémophiles canadiens par l'entremise d'un produit dérivé, le facteur coagulant, qui empêche les hémorragies. Au moins 400 hémophiles sont morts du sida ou de l'hépatite jusqu'à maintenant.

Connaught s'approvisionnait elle-même auprès du courtier montréalais en produits sanguins Cryosan, qui l'obtenait de son côté de la firme Community Plasma Centre Inc., de la Louisiane. Un porte-parole a indiqué que Connaught ignorait la provenance du sang et ne l'a appris que dix mois après la première livraison, en recevant en 1983 un rapport de la Food and Drug Administration.

La commission a appris que Connaught connaissait de sérieuses difficultés alors qu'elle tentait d'approvisioner les hémophiles en produits sanguins.

BUREAU EN GROS MC
Articles de bureau • Bas prix d'entrepôt

C'EST LA RENTRÉE!

Canon
CALCULATRICE F-500 SCIENTIFIQUE
N° 21895
• 10 chiffres
• 136 fonctions scientifiques et statistiques
• Arrêt automatique
• Nombres complexes/aléatoires
• Calculs décimaux, binaires, hexadécimaux, octaux
8.99

CASIO
ORGANISATEUR SF-4400X 32 Ko
N° 23764
• Affichage 16 chiffres, 4 lignes
• Fonctions calendrier, horaire, réveil, heure mondiale
• Jeu de poker
• Clavier de genre QWERTY
• Garantie 1 an, pièces et main-d'oeuvre (Détails au magasin)
69.99

Panasonic
TÉLÉPHONE KX-T3710 SANS FIL
N° 19641
• 10 canaux à changement à distance
• Pile de secours; autonomie de 7 jours
• Antenne caoutchoutée rétractile
• 10 numéros mémorisés
• Télésignal 1 voie
• Recomposition 1 touche
• Système de sécurité auto
• Garantie 1 an, pièces et main-d'oeuvre (Détails au magasin)
129.99

CHAISE À BAS PRIX POUR STÉNO
N° 18509
Siège et dossier confortables. Hauteur à réglage manuel. Base à 5 pieds, roulettes jumelées. Gris.
29.99
À RÉGLAGE PAR VÉRIN À GAZ 49.99

MYLEX
SUPPORT POUR ORDINATEUR
N° 25799
En stratifié au riche fini ton chêne colonial. Plateau de consultation incliné. Tablettes coulissantes pour clavier et imprimante, tablette inférieure pour papier. Roulettes dociles.
Prêt à assembler.
25" lar. x 30" h. x 21" p.
59.99

BUREAU POUR ORDINATEUR
Sections ouvertes pour loger un ordinateur à mini-tour, des reliures, des disquettes, etc. Tablette coulissante pour clavier; tiroir de rangement. Facile à assembler.
48" x 24" x 29".
Fini vert/ dessus ton érable (27338)
Fini blanc (27336)
Fini chêne blanchi (22699)
Fini chêne noir/ dessus granité (22700)
119.99

MARCHÉ-CENTRAL: 1035 rue du Marché-Central — COMMANDES PAR TÉLÉPHONE: (514) 383-6323 — TÉLÉCOPIEUR: (514) 383-6455
BROSSARD: 6555 BOUL. TASCHEREAU — COMMANDES PAR TÉLÉPHONE: (514) 445-2229 — TÉLÉCOPIEUR: (514) 445-4228
POINTE-CLAIRE: 365 BRUNSWICK (DERRIÈRE FAIRVIEW) — COMMANDES PAR TÉLÉPHONE: (514) 694-0684 — TÉLÉCOPIEUR: (514) 694-1849
ST-LÉONARD: 6800 JEAN-TALON EST — COMMANDES PAR TÉLÉPHONE: (514) 251-5022 — TÉLÉCOPIEUR: (514) 251-0588
MONTRÉAL: 301 ST-ANTOINE OUEST (À L'ANGLE DE BLEURY) — COMMANDES PAR TÉLÉPHONE: (514) 875-2379 — TÉLÉCOPIEUR: (514) 875-4342
LAVAL: 3003 BOUL. LE CARREFOUR (CARREFOUR LAVAL) — COMMANDES PAR TÉLÉPHONE: (514) 682-9274 — TÉLÉCOPIEUR: (514) 682-3144
ST-LAURENT: 3060 CÔTE-VERTU — COMMANDES PAR TÉLÉPHONE: (514) 338-1032 — TÉLÉCOPIEUR: (514) 338-1635
LASALLE: 7214 NEWMAN — COMMANDES PAR TÉLÉPHONE: (514) 364-0591 — TÉLÉCOPIEUR: (514) 364-2722
HEURES D'OUVERTURE: LUN. À VEN. 8h à 21h — SAMEDI 9h à 17h — DIMANCHE 11h à 17h
Les heures d'ouverture peuvent varier d'un magasin à l'autre.
BUREAU EN GROS MC, Bureau en gros limitée ENTREPRISE MC et ENTREPRISE PLUS MC sont des marques de commerce de Bureau en gros limitée. Les articles peuvent varier de ceux montrés.

RÉSULTATS Loto-Québec

Banco — Tirage du 95-08-23

4	5	18	27	29
30	33	35	39	43
46	47	50	53	59
60	61	62	63	70

Prochain tirage: 95-08-24

TVA, LE RÉSEAU DES TIRAGES

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

PARDON SERVICES CANADA
DOSSIER CRIMINEL?
PARDON: garantit votre tranquillité d'esprit, facilite vos chances de travail et de voyage en retirant votre dossier criminel.
WAIVER: vous permet d'entrer légalement aux États-Unis sans risquer d'être arrêté, déporté ou de vous faire confisquer vos biens ou votre véhicule.
Pour renseignements en toute confidentialité composez:
(514) 874-0665
1200 McGill College, Suite 1100 Montréal, QC H3B 4G7
Toronto (416) 365-0722
Vancouver (604) 685-7899
Pour l'extérieur de Montréal 1-800-661-5554
J2269456

« Le meilleur vêtement d'aventure au monde »

La chemise de brousse à manches longues
• deux plis d'expansion au dos
• les poches soufflet pratiques sont munies d'une fente pour le stylo ou les lunettes fumées
• deux boutons au poignet, pour bien les serrer au besoin, pour un effet bouffant si désiré, et deux boutons de rechange, au cas où
• les voyageurs accomplis apprécient particulièrement cette chemise — ils portent leurs manches à pleine longueur dans la fraîcheur du matin, et les roulent lorsque le soleil se fait plus ardent
Disponible en kaki, marine, blanc, rouge, ivoire, bleu pâle, de 115 $
Tilley Endurables
158, ave. Laurier ouest
272-7791
TÉLÉPHONEZ POUR OBTENIR *GRATUITEMENT* UN CATALOGUE DE COMMANDE POSTALE
1-800-465-4249

On s'emballe pour la Balade!

La visite guidée en Balade vous fera découvrir le Vieux-Port de Montréal sous un jour nouveau! Confortablement assis, parcourez l'histoire du Vieux-Port ainsi que son site enchanteur qui s'étend sur deux kilomètres le long du fleuve. *Jusqu'au 4 septembre, profitez de notre rabais et montez à bord de la Balade pour le plaisir de découvrir.* **Départ : quai Jacques-Cartier.**

La Balade : une visite guidée du Vieux-Port!
À l'achat d'un billet pour adulte,
OBTENEZ GRATUITEMENT un billet pour enfant.
Canada
LE VIEUX-PORT DE MONTRÉAL
Sur présentation de ce coupon. Valide jusqu'au 4 septembre 1995. Selon l'horaire et la disponibilité
RENSEIGNEMENTS 496-PORT
La Presse
Bleue
PEPSI

Un médecin juge que les écrits du Dr Lanctôt sont « une menace à la santé publique »

Le Dr Yves Robert témoignait hier devant le comité de discipline du Collège des médecins qui étudie une plainte portée contre Mme Lanctôt

ROLLANDE PARENT
de la Presse Canadienne

■ Si un architecte faisait fi de la loi de la gravité, on n'attendrait pas que les ponts se mettent à tomber pour lui retirer son droit professionnel de pratique. Qu'attend le Collège des médecins pour agir à l'égard du Dr Guylaine Lanctôt dont les écrits et les propos constituent une menace à la santé publique ?

« Le Collège des médecins a été très patient », a fait valoir le Dr Yves Robert, spécialiste en immunologie et en infectiologie, directeur adjoint de la direction de la santé publique des Laurentides et professeur à la faculté de médecine de l'Université de Montréal. Il estime que le Dr Lanctôt utilise son titre de médecin pour donner une allure sérieuse à sa « démarche religieuse et sectaire » qui tient « davantage de la croyance que de la science ».

Le Dr Robert témoignait, hier, devant le comité de discipline du Collège des médecins qui étudie une plainte portée à l'égard de Mme Lanctôt à qui on reproche de soutenir des thèses allant à l'encontre de ce qui est scientifiquement démontré, notamment en matière de vaccination.

« Le problème réside dans le fait qu'elle utilise son statut de médecin pour laisser croire que sa conception ésotérique du monde relève d'une démonstration scientifique alors qu'il n'en est rien », a-t-il poursuivi.

« Elle veut capitaliser en laissant croire qu'on l'empêche de parler », a-t-il ajouté.

« Il s'agit d'un préjugé que de croire et de laisser croire qu'il n'y a pas de place pour la controverse dans le milieu médical. Refuser les règles établies de discussion scientifique honnête soumise au jugement par les pairs ne peut être que la démonstration que la thèse proposée n'est pas scientifique, ou que la méthode utilisée pour faire la démonstration n'est pas scientifique et donc ne peut être soumise au jugement scientifique.

« Ce qui est visiblement le cas de l'auteure puisque son propos est matière de croyance. Elle en veut au milieu scientifique puisque manifestement elle ne maîtrise pas les méthodes de recherche scientifique et lance des affirmations gratuites.

Le docteur Guylaine Lanctôt, auteur de *La Mafia médicale*, est sur la sellette.

« On ne peut pas prendre le monde pour des valises », a-t-il finalement lancé.

Afin de montrer « le délire » de Mme Lanctôt, le médecin a analysé 67 passages de son livre *La Mafia médicale*. Selon un porte-parole de la maison d'édition, 35 000 exemplaires ont été vendus depuis novembre dernier.

Il a également examiné 30 déclarations de Mme Lanctôt faites dans le cadre d'une entrevue pour le magazine *Vie et Lumière* et quelques autres contenues dans une série de reportages diffusés au réseau TVA.

Il constate que Mme Lanctôt, bien qu'elle affirme n'appartenir à aucune secte ou religion, se fait le porte-parole de façon inconsciente ou pas d'une philosophie du Nouvel Âge faisant appel à une conception de l'être humain non vérifiable et basée sur des croyances.

Il lui reproche de véhiculer une vision du monde de la santé où tout ce qui est mauvais relève de la médecine scientifique et tout ce qui est bon relève des médecines alternatives présentées comme les seules qui tiennent compte des autres dimensions de l'être humain que le corps.

Il s'en prend en outre à sa conviction voulant qu'il existe un complot contre le genre humain fomenté par les gouvernements, les multinationales, l'Organisation mondiale de la santé et le corps médical.

Le médecin s'emploie également à fournir à Mme Lanctôt quelques informations scientifiques sur les vaccins dans le but de corriger ses principaux erements.

Il qualifie de « farfelue » la déclaration voulant qu' « en raison de la vaccination, des enfants naîtront avec des queues de souris et du poil de lapin ».

Le Dr Robert invite le Dr Lanctôt à lui en montrer un, s'il s'en trouve.

Plus sérieusement, le Dr Robert juge irresponsable les prétentions de Mme Lanctôt reliant le sida à l'usage des drogues et des médicaments, aux vaccins, et à la pollution de l'air, de l'eau et des aliments.

Le Dr Robert connaît au moins une personne dans la région des Laurentides qui semble porter foi à ce charabia.

« En ce sens, les écrits de Mme Lanctôt, parce que soutenus par le titre de médecin, constituent une menace virtuelle à la santé publique », a-t-il souligné.

En matinée, le Dr Richard Massé, épidémiologiste, a terminé son témoignage par une invitation très claire à Mme Lanctôt qui lui demandait sur quoi il se basait pour affirmer qu'il n'y aurait aucune mutation génétique, dans 15 à 20 ans, en raison de vaccins administrés actuellement.

« Je ne suis pas devin. Je travaille avec les données actuelles de la science. Si vous êtes devin, affichez-vous comme tel », a lancé l'épidémiologiste, manifestement excédé.

Dans son ouvrage, Mme Lanctôt écrit que la vaccination entraîne « une modification permanente et héréditaire de notre code génétique dont nous ne pouvons pas (et surtout n'osons pas) anticiper les conséquences ».

Quatre autres jours d'auditions sont prévus, dont le premier lundi prochain.

Les médecins résidents se rebiffent : arrêt de travail le 29 août

■ Réunis en assemblées régionales, hier, les médecins résidents du Québec se sont prononcés en faveur d'une journée d'étude, le 29 août, pour protester contre la rémunération progressive, une proposition acheminée au gouvernement et mise de l'avant par les médecins plus âgés.

Les associations des médecins résidents de Sherbrooke et de Québec ont voté massivement en faveur de cet arrêt de travail hier après-midi. À Montréal, les résidents s'apprêtaient à voter dans le même sens hier soir.

Pour montrer sa colère, la Fédération des médecins résidents du Québec a fait publier hier, dans les quotidiens du Québec, une publicité dénonçant la rémunération progressive, une proposition qui amputerait leur salaire de 30 p. cent, une fois leur titre de médecins omnipraticiens ou spécialistes en poche.

La Fédération des médecins résidents, qui compte dans ses rangs 2 000 médecins en voie de spécialisation, déplore ne pas avoir de place à la table des négociations avec le gouvernement, comme la Fédération des médecins omnipraticiens et la Fédération des médecins spécialistes.

C'est la Fédération des médecins spécialistes qui pilote actuellement le plan de carrière des résidents auprès du gouvernement.

InfoBref Bell

NOUVELLES LOCALES

Que s'est-il passé dans votre ville? Pour connaître les nouvelles locales du jour avant même que *La Presse* ne les mette sous presse, composez le 875-2355 dès minuit. Au son de la voix, faites le 120.

Bell — La Presse

Cristofaro SUBARU

Vente et location à prix spéciaux
Renseignements: Michel Lemieux

1571, rue Beaubien Est
Montréal (Québec)
H2G 1L3

270-1159

2276073-821

DIVERSIFIÉ...

UNIFIÉ !

CONCENTREZ VOS EFFORTS.
Macintosh Performa.
Tout ce qu'il vous faut dans une boite!
À l'achat d'un Macintosh Performa, pour une période limitée, obtenez un rabais de 100$ à 150$ sur imprimantes sélectionnées. Détails en boutique.

Concessionnaire autorisé

MICRO BOUTIQUE
Centres de l'informatique
13 ans d'expertise

PERFORMA 5200
2695$
OCCASION UNIQUE

MONTRÉAL 6615, avenue du Parc (514) 270-9206
LONGUEUIL 93, rue St-Charles Ouest (514) 674-6253
SHERBROOKE 2445, rue King Ouest (819) 564-4644
AILLEURS au QUÉBEC 1 800 263-4477

Micro-Boutique vous garantit le meilleur prix. Les produits comparés doivent être identiques. Conditions en boutique. Quantités limitées. Macintosh est une marque de commerce d'Apple Computer, Inc. Apple et le logo Apple sont des marques déposées d'Apple Computer, Inc.

Vous voulez réduire vos impôts?

Apprenez chez H&R Block comment vous pourriez le faire

Inscrivez-vous sans tarder à notre cours d'impôt.

Commence bientôt! H&R BLOCK

MasterCard — VISA

Pour plus de renseignements, appelez l'un des numéros de téléphone suivants:

Rive-Sud	674-8752
Saint-Laurent	747-4528
West Island	685-7546
Montréal sud-ouest	363-2688
Montréal centre-est	722-4403
Montréal-Nord	322-5646
Montréal-Est	525-4036
Laval	663-9450
Verdun / Lachine	769-6444
LaSalle	765-3630

J2276937

PIANOS VENTE
JUSQU'À 40% DE RABAIS

YOUNG CHANG

SPÉCIAUX PIANOS

LINDSAY	850$
LESAGE	1 250$
STEINWAY	2 450$
AUTOMATIQUE	2 850$
LESAGE apt.	1 250$

PIANOS À QUEUE

WILLIS 5'	3 950$
YAMAHA 9'	CONCERT
YOUNG & CHANG 4' 11"	6 995$
YAMAHA	7 450$

Plus de 100 pianos en montre (taxes en sus) J2276901

RETOUR DES PIANOS DU CAMP MUSICAL DES LAURENTIDES TRÈS BAS PRIX

Spécial 2/3 - 1/3 Sans intérêt

OUVERT DIMANCHE 10 h à 16 h

Robert Bouthillier Musique

3338, rue Bélair, Montréal, Québec H2A 2A4, Tél.: 722-8741
5770, av. Decelles, Montréal, Québec H3S 2C6, Tél.: 738-6640

AVENTURE ELECTRONIQUE

CÉLÈBRE LA GRANDE PREMIÈRE

Windows95

Tous nos Supermagasins ouvrent à 8h00 AUJOURD'HUI

• MÉTROPOLITAIN EST • CENTRE DÉCOR 440
• BOUL. TASCHEREAU • CENTRE DÉCOR DÉCARIE
• CENTRE FAIRVIEW chemin Chambly

MEILLEURS PRIX GARANTIS

PROMOTIONS VALABLES POUR 4 JOURS SEULEMENT — DÈS AUJOURD'HUI

RECEVEZ

350$ EN COUPONS POUR ACHATS FUTURS. À l'achat de Windows95

plus

GRATUIT*** 40 HEURES SUR INTERNET *** À l'achat de Windows95 et du logiciel Net-Rover

plus

150$ EN LOCATION DE FILMS VIDÉO À l'achat de Windows95

plus

GRATUIT† TÉLÉPHONE CELLULAIRE D'UNE VALEUR DE $500 "DATA CAPABLE" † À l'achat de Windows95 et à l'activation pour 12 mois sur CANTEL chez AVENTURE. Dans les supermagasins seulement.

Policier coupable de voies de fait

GEORGES LAMON

■ Un agent du Service de police de Longueuil s'est reconnu coupable hier devant le juge Robert Lafontaine, de la Cour du Québec, d'une accusation de voies de fait sur un adolescent de 17 ans. Il recevra sa sentence le 31 août.

Alain Drolet, un policier qui a plus de 22 ans de service, était intervenu, le 4 juin, auprès d'un adolescent qui avait volé une voiture. Au moment de l'arrestation du jeune délinquant par ses confrères, Drolet aurait asséné un coup de poing au jeune en question. Le geste du policier pourrait, semble-t-il, s'expliquer par la frustration.

Toujours est-il que ses confrères, désapprouvant son geste, l'ont dénoncé à leur supérieur. Ce geste a également été désapprouvé par le président de la Fraternité des policiers de Longueuil, Serge Bellemarre.

Drolet a été traduit devant le comité de discipline et suspendu sans solde pour une période de six mois. Puis, le service de police a déposé contre lui une accusation de voies de fait. Il a comparu une première fois le 18 juillet devant le juge Robert Sansfaçon.

Il lui restera encore à passer devant le commissaire à la déontologie.

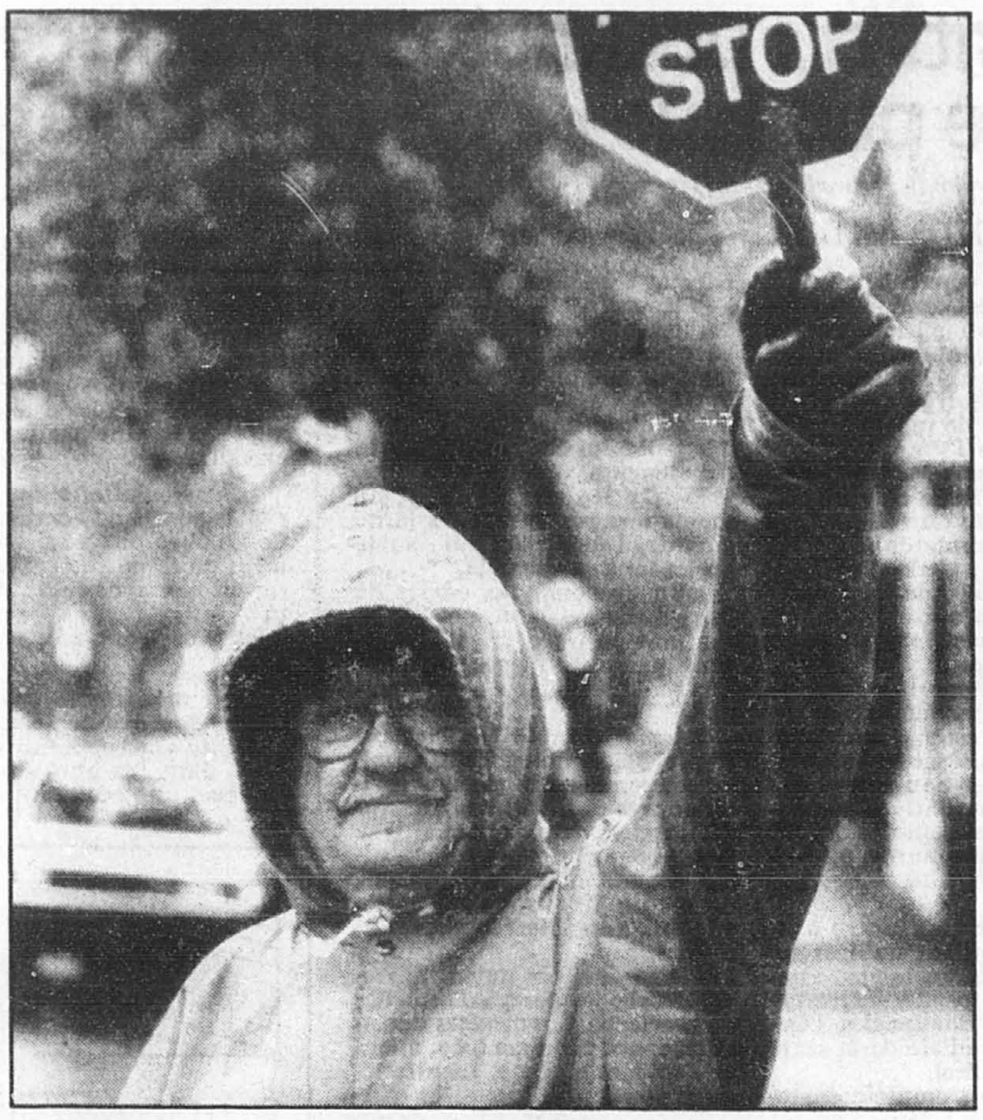
Un autre policier, André Sirois, congédié par la Ville de Longueuil pour abus de confiance — il s'est servi du Service policier de renseignements du Québec pour retracer une locataire — doit également subir son procès, à l'origine prévu pour cette semaine mais qui a été reporté au 13 septembre. Le juge coordonnateur Lucien Roy devrait alors fixer une nouvelle date.

Par ailleurs, le sergent Claude Haquin, lui, devra subir son procès le 31 août, pour violence conjugale. Sa conjointe est elle-même policier à Longueuil.

Et on ne peut pas dire qu'au service de police de Longueuil, le climat soit au beau fixe avec la saga judiciaire que se livrent la fraternité et la Ville depuis quelque temps.

Du côté du syndicat, on estime que le moral des policiers longueuillois n'est guère reluisant avec toute la polémique actuelle. Récemment, la direction du service a émis une directive invitant ses subalternes à ne pas dénigrer la direction et le maire Claude Gladu, alléguant que ceux-ci les obligent à dresser des contraventions. Apparemment, les policiers inviteraient les citoyens verbalisés à se plaindre auprès du maire ou du directeur Marc Quimper.

Le directeur adjoint du service, Jean-Pierre Poupart, a expliqué hier à *La Presse* que cette directive adressée aux policiers n'était en fait qu'un rappel du code de discipline auquel ils sont assujettis.



Les brigadiers scolaires seront là dès mardi, comme à chaque année et comme un seul homme...

Les brigadiers scolaires seront au poste comme un seul homme

YVON LABERGE

■ Les 520 préposés aux traverses d'écoliers dans l'île de Montréal seront au poste comme un seul homme pour la rentrée des classes, mardi prochain.

L'automne dernier, la Communauté urbaine de Montréal annonçait son intention de mettre à pied une cinquantaine de « brigadiers scolaires » en début d'année 1995 et d'abolir autant de traverses protégées pour écoliers.

Devant la vive protestation collective, le Comité exécutif de la CUM a dès lors reporté à plus tard la mise en oeuvre de son plan.

La présidente de la CUM, Mme Vera Danyluk, prétextant que parents et commissaires scolaires devaient d'abord être consultés, annonçait du même coup que le Service de police de la CUM (SPCUM) lui ferait rapport sur la question avant l'été.

Interrogée par *La Presse* hier, la porte-parole de la présidence de la CUM, Mme Cendy Hoffman, a déclaré que pour la rentrée, « c'est le statu quo ».

« La question est toujours à l'étude au Comité exécutif de la CUM, a dit Mme Hoffman, et il serait surprenant qu'une décision définitive soit prise avant que Mme Danyluk n'en saisisse les membres du Conseil de la CUM à leur réunion régulière du 18 octobre. »

De son côté, dans un communiqué émis hier, le SPCUM rappelle qu'à compter de mardi, 194 300 jeunes retourneront à l'école pendant que plus de 25 000 y mettront les pieds pour la première fois de leur vie.

Durant les premières semaines de septembre 1994, 27 élèves avaient été blessés dans des accidents de la circulation comparativement à 65 l'année précédente. Espérant présenter un meilleur bilan encore cette année, le SPCUM a demandé à ses policiers de faire respecter les limites de vitesse aux abords des écoles et de s'assurer que les conducteurs immobilisent leur véhicule aux feux clignotants des autobus d'écoliers.

Enfin, le SPCUM précise qu'entre le 29 août et le 29 septembre, on procédera à la formation de nouveaux « brigadiers scolaires » et à la mise à jour des connaissances des autres.

Encore des pressions pour la coupe de bois et les chalets dans le parc du Mont-Tremblant

ANDRÉ NOËL

■ Des pressions s'exercent à nouveau pour permettre la coupe de bois, la construction de chalets et l'ouverture de routes et de sentiers de motoneiges dans le parc provincial du Mont-Tremblant.

Le Conseil régional de développement de Lanaudière (CRDL) a reçu une subvention de 50 000 $ de Guy Chevrette, ministre des Affaires municipales et député de la région, pour étudier « la régionalisation de la gestion intégrée du parc ».

Dans un document, le CRDL demande que le parc devienne régional, plutôt que provincial. L'organisme suggère de « développer » le parc et la périphérie. Il évoque la nécessité de développer des « emplois durables sur ces territoires et en périphérie », et de « l'utilisation optimum des resssources fauniques et forestières ».

« Il s'agit de mesurer les éléments qui favoriseront le redressement financier du parc du Mont-Tremblant, indique le document. La détermination de la mission favorisera l'identification des différentes affectations (villégiature, foresterie, récréation, conservation) et permettra de les répartir sur le territoire ».

Jacques Allard, directeur général du Conseil régional des loisirs des Laurentides, ne comprend pas comment le ministre Chevrette a pu verser une subvention de 50 000 $ pour « développer » le parc du Mont-Tremblant, et pour combattre ainsi la Loi sur les parcs.

Cette loi interdit en effet presque tout le développement. Elle interdit la coupe forestière, la construction de chalets et de routes, la motoneige et la chasse. Seuls sont permis la pêche, le camping, les randonnées et autres activités « douces ».

Malgré des appels répétés, il a été impossible de parler au président du CRDL, Jacques Poliquin. Les projets de développement se heurtent à une opposition assez générale. Au bureau du ministre de l'Environnement, Jacques Brassard, on déclare qu'ils sont voués à l'échec.

« Il est hors de question de permettre la coupe de bois, les chalets, la chasse, les routes et les motoneiges, dit Ghislain Girard, agent de liaison du ministre. Au contraire, nous voulons accentuer la conservation du parc. »

Le ministre des Transports, Jacques Léonard, est un autre député de la région.

« L'intégrité du parc est inviolable, a-t-il dit, au cours d'un entretien avec *La Presse* . Pour le Québec, le parc du Mont-Tremblant doit être l'équivalent du parc Yellowstone aux États-Unis. »

Pierre Viau, président des Amis du parc du Mont Tremblant, trouve anormal que des fonds publics servent à combattre la Loi sur les parcs. Il souhaite que les groupes de conservation reçoivent eux aussi de l'aide financière pour faire valoir le point de vue contraire, lors de prochaines audiences publiques sur l'avenir du parc.

Il a l'appui de la section québécoise du Fonds mondial pour la nature, selon qui la proportion de territoire protégé est beaucoup plus petite au Québec qu'ailleurs. Selon le FMN, les parcs occupent moins d'un p. cent du territoire au sud du Québec.

« Le parc a plus de 100 ans. Mais lors de l'adoption de la Loi sur les parcs, il a été amputé de moitié, rappelle M. Viau. Puis, il y a quelques années, des forestiers y ont fait de la coupe à blanc. Les libéraux l'ont abandonné. Un redressement s'impose, mais pas dans le sens proposé par les développeurs », a-t-il souligné.

L'AMQ tire sa révérence...

Presse Canadienne

TROIS-RIVIERES

■ Après avoir présenté un mémoire dès la première journée des audiences, l'Association des manufacturiers du Québec (AMQ) a annoncé, hier, qu'elle se retirait des présentes consultations régionales.

« Les consommmateurs industriels achètent 36 % de toute l'énergie au Québec et ils n'ont aucun représentant à la table de consultation, ce qui fausse le processus », a soutenu le président et directeur général de l'AMQ, M. Gérald Ponton.

Lors de leur passage en Mauricie, les membres de l'association ont été déçus de constater à quel point l'absence de ces joueurs économiques importants était criante.

« La prochaine politique énergétique du Québec est en danger d'oublier ses consommateurs d'énergie et de nous engager dans une direction périlleuse », a dit M. Ponton.

Appelé à commenter ce coup de théâtre, le président de la table de consultation, M. Alban D'Amours, a dit trouver dommage que cet organisme se retire de toutes les séances régionales.

« Je me réjouis néanmoins de son intention d'être présente à Montréal », a-t-il conclu.

Par ailleurs, au terme des deux journées d'audiences publiques sur l'énergie qui ont eu lieu à Trois-Rivières, trois grandes orientations ont constamment refait surface au travers de la vingtaine de mémoires déposés : création d'une régie de l'énergie indépendante du gouvernement, régionalisation des décisions énergétiques et priorité au réseau hydroélectrique.

Dix jours seulement!

solde à l'oeuvre 499 $

Rabais 150 $
Le bureau Enterprise^MC
Une silhouette traditionnelle adaptée aux exigences d'un bureau contemporain. Doté d'un tiroir rabattable destiné à un clavier, ce bureau offre un grand espace de rangement.
29 3/4 po h x 53 po l x 24 3/4 po p. Cour. 649 $

Prix de solde en vigueur jusqu'au 4 septembre 1995.

D'autres meubles de notre série Enterprise^MC sont également offerts à super prix de solde!

	Cour.	SOLDE
Crédence	599 $	479 $
29 1/2 po h x 36 po l x 15 po p		
Non montrés :		
Classeur	369 $	299 $
29 1/2 po h x 20 po l x 15 po p		
Bibliothèque	329 $	249 $
40 1/2 po h x 34 1/2 po l x 12 1/2 po p		

Tout est prêt à emporter dès aujourd'hui. Demandez notre catalogue gratuit.
Nous acceptons MasterCard, Visa, American Express et les cartes de débit.

Le centre Eaton de Montréal 844-8498
Ville Mount-Royal Centre Rockland 344-4688
Centre Fairview Pointe Claire 694-4266 • Le Carrefour Laval 978-5362
Les Galeries d'Anjou 352-7696 • Les Promenades Saint-Bruno 441-0987
Chicoutimi Place du Royaume 543-9089
Ville de Québec Les Galeries de la Capitale 624-0805 • Place Ste-Foy 651-7664

La Compagnie Bombay

RETOUR À L'ÉCOLE EN TOUTE SÉCURITÉ

ACHAT SPÉCIAL 29^99
Quantité limitée

Transportable Cantel. Parfait pour l'auto ou pour emporter avec vous. Puissance de 3 watts. Garantie d'un an. 1718555
Avec mise en service sur le réseau Cantel.

Les cellulaires doivent être mis en service avec un nouveau numéro au moment de l'achat pour un minimum de 12 mois. Aucun programme d'usager occasionnel admissible. Ne peut être combiné à tout autre offre.

Expire le 30 septembre 1995

Étui, pile et chargeur compris

PRIME EXCLUSIVE À RADIO SHACK
Appels locaux illimités gratuits le premier mois à l'achat de ce cellulaire!

CANTEL® AGENT AGRÉÉ

RadioShack®
Vous avez des questions. Nous avons les réponses.^SM*
*TM/SM Marques de commerce de Radio Shack, une division de Tandy Corporation (É.-U.), dont InterTAN est un utilisateur agréé

Les évêques empruntent l'inforoute pour propager la bonne parole

Presse Canadienne

HULL

■ Signe des temps, les évêques catholiques du Canada ont choisi l'autoroute de l'information pour propager la bonne parole et être en relation plus étroite avec leurs fidèles.

La Conférence des évêques catholiques a officiellement adhérer hier au réseau Internet, par le truchement du World Wide Web. Mgr Roger Ebacher, archevêque de Gatineau-Hull et Mgr Frederick Colli, évêque auxilliaire d'Ottawa ont fait une démonstration de ce système d'information comme des pros.

« Comme Église c'est important d'être là. C'est la tradition de l'Église d'être sur la place publique », a indiqué Mgr Ebacher. La conférence devient ainsi la première conférence épiscopale à se brancher au réseau Internet, accessible à près de 40 millions d'utilisateurs à travers le monde.

Depuis plusieurs mois, le Vatican a sa porte d'entrée sur le réseau Internet et les utilisateurs peuvent retrouver de nombreuses ressources de la bibliothèque du Vatican.

La bible est déjà sur Internet en anglais.

Que trouvera-t-on sur Internet ? Les principaux documents et les informations qui concernent l'Église catholique comme l'histoire du petit catéchisme, le nombre de prêtres au Canada, les encycliques papales, les synodes, et aussi ses prises de position sur l'euthanasie et l'aide au suicide ainsi que la Réforme des programmes sociaux. En tout, une centaine de pages qui ont été inscrites au répertoire de la CECC. Rappelant que la communication a toujours été au coeur de l'Église, Mgr James Wiesgerber, secrétaire-général de la CECC, section anglaise, a indiqué que les jeunes étaient particulièrement visés vu leur habilité à utiliser l'ordinateur. « C'est un bon outil d'enseignement », a-t-dit.

Mgr Obacher a ajouté que les documents sur Internet pourraient subir des ajustements afin d'être plus accessibles aux jeunes.

L'Église veut aussi rejoindre les catholiques qui ne pratiquent plus mais qui sont intéressés par la vie de l'Église, a dit Mgr Weisgerber. « C'est un large groupe que nous voulons rejoindre ».

La conférence ne se lance pas pour autant dans une campagne d'évangilisation pour ramener les gens à l'église. « Nous croyons qu'il y a des valeurs fondamentales et qu'elles doivent être diffusées », a indiqué Mgr Obacher. À peut aider ceux qui cherchent un sens à leur vie. Je suis convaincu que les jeunes vont venir », a dit l'archevêque de Gatineau-Hull.

Il s'agit d'un projet pilote et il sera possible à la conférence de connaitre le nombre exact d'utilisateurs qui consultent son répertoire, grâce à un système de comptage automatique.

Les utilisateurs pourront aussi grâce au courrier électronique « E Mail) poser des questions aux évêques. Un comité a été mis sur pied à la conférence pour réviser les correspondances et répondre aux utilisateurs.

Bonjour ordinateur ! Je ne rentre pas dîner

CAROLE THIBAUDEAU

■ Les Japonais ont inventé l'ordinateur qui nous reconnaît et qui réagit d'une façon personnalisée. « Je l'ai vu au Japon, il existe ! » commente Renato De Mori, professeur au département d'informatique de l'université McGill et un des organisateurs de la Conférence conjointe sur l'intelligence artificielle, tenue du 19 au 25 août au Palais des congrès de Montréal.

Les recherches sur l'ordinateur « agent actif presque humain » ont été présentées mardi à cette conférence par M. Osamu Hasegawa, du Laboratoire électronique de Tsukuba, au Japon.

L'appareil cache derrière son écran une caméra qui permet au système de décomposer notre visage en un polygone et de le mettre en mémoire. Sur les 116 personnes enregistrées au cours d'une recherche, il en a reconnu 98 p. cent sans erreur.

Il reconnait également une personne par la parole, mais avec un taux moindre d'exactitude : 84,2 p. cent.

L'appareil maitrise un vocabulaire d'environ 100 mots. Il peut dire l'heure et le jour, si on a du courrier électronique et même si un autre utilisateur va rentrer bientôt.

Lorsqu'un visage se présente devant lui, l'ordinateur prend l'initiative de la conversation grâce à son système de synthèse de la parole.

- Bonjour Martin.
- Bonjour, quelle heure est-il ?
- Il est 14 h 30.
- Est-ce que j'ai du courrier ?
- Non.
- Alors je sors. Je serai de retour vers 16h.

Et si un collègue passe derrière pour consulter lui aussi l'ordinateur, il peut demander où est Martin.

- Martin sera de retour vers 16h.

Internet, Clémentine et les autres...

Un des thèmes importants de la Conférence conjointe est l'Internet toujours plus présent, ainsi que les outils offerts aux abonnés pour naviguer dans cette mer d'informations.

Hier matin, le conférencier Henri Lieberman a présenté *Letizia*, un programme qui assiste l'usager en travaillant conjointement avec les aides conventionnelles à la navigation comme *Mosaic* ou *Netscape*. Devant une requête de l'usager, il peut fournir une page de recommandations à suivre.

Par ailleurs, les compétitions de robots battaient leur plein hier après-midi. Des échaffaudages plus ou moins gracieux de circuits intégrés et de caméras, doté de noms exquis comme *Clementine* (de l'Ecole des Mines du Colorado) ou *Walleye* (de l'Université du Minnesota), figuraient comme les ancêtres de futurs robots-valets bien stylés : ils apporteront le café et nettoieront le bureau après le travail.

Clementine, une sorte de « Lady Suzan » sur roulettes surmontée par une coupole transparente qui abrite en fait un appareil au laser capable de reconnaitre les objets, disait d'une voix synthétique mais distinguée qu'elle n'avait plus de verres ou qu'elle apportait le plateau. « *Clementine* n'est qu'une partie de la solution, explique David Miller, l'animateur de la compétition. Son système de vision est très sophistiqué, mais il faut encore lui ajouter un bras, pour qu'elle puisse prendre et déposer les objets. »

L'OMS va demander aux États de moins négliger la santé féminine

Agence France-Presse

GENEVE

■ L'Organisation mondiale de la santé (OMS) demandera aux gouvernements, à l'occasion de la conférence de Pékin, de combler le handicap dont souffrent les femmes dans l'accès aux soins et à la contraception et devant la maladie.

La santé des femmes, trop négligée en particulier dans le tiers-monde, est un sujet « ultra-prioritaire » pour la Conférence mondiale sur les femmes, du 4 au 15 septembre dans la capitale chinoise, ont déclaré à la presse plusieurs responsables de l'OMS hier à Genève.

Dans un document de 60 pages sur « La Santé des femmes » dans le monde, publié hier en six langues, l'OMS souligne que la pauvreté affecte notamment la santé féminine. C'est la misère et le statut social inférieur des femmes dans de nombreux pays qui contraignent souvent ces dernières à la prostitution, les exposant au sida.

Pas moins de 500 000 femmes meurent en couches chaque année dans les pays en développement faute de soins adéquats. « C'est inacceptable » alors que presque plus aucune femme ne meurt à l'accouchement dans les pays développés, a déclaré le Dr Tomris Turmen, responsable de la santé de la famille à l'OMS.

Entre autres engagements concrets, a-t-elle dit, l'organisation mondiale demandera aux États de lutter contre la malnutrition - « 50 % des femmes souffrent d'anémie, alors que cela est simple à résoudre » - ainsi que de combattre la mortalité périnatale et d'améliorer l'accès aux moyens contraceptifs.

Selon l'OMS, environ 120 millions de femmes disent ne pas utiliser de méthode de planification familiale alors même qu'elles souhaitent éviter une grossesse. À cause de grossesses non-désirées, de nombreuses femmes risquent leur vie dans des avortements clandestins.

L'OMS insistera aussi sur l'éducation des adolescents, filles et garçons, et sur la violence domestique et les viols. Selon diverses études citées mercredi par l'OMS, « entre 20 et 50 % des femmes ont été battues par leur partenaire ». Beaucoup de femmes et fillettes réfugiées sont aussi victimes de viols.

De plus, une centaine de millions de femmes ont déjà été mutilées sexuellement, des pratiques que subissent aujourd'hui cinq jeunes filles à chaque minute...

Le Dr Dorothy Blake, conseillère en matière de Sida, a souligné que les femmes étaient le groupe social où l'infection par le virus augmentait le plus vite. Près de 20 % des séropositifs étaient des femmes en 1980, mais cette proportion passera à 50 % d'ici l'an 2.000.

À Pékin, a indiqué le Dr Blake, l'OMS lancera plusieurs initiatives pour accroître l'aide aux femmes séropositives, souvent abandonnées par leurs maris et rejetées socialement. Dans certains pays du Sud, 80 % des prostituées sont séropositives.

Le gouvernement de Pékin, a confirmé Hu Ching-Li, sous-directeur général de l'OMS, autorise la venue de déléguées séropositives à la conférence sur les femmes et a accordé des visas à cet effet.

Les torchons de cuisine, des bombes bactériologiques

AP

MIAMI

■ Un chercheur de l'Université de l'Arizona a lancé une mise en garde aux ménagères américaines : les éponges et torchons de cuisine peuvent devenir de véritables bombes bactériologiques et véhiculer quantité de maladies, provoquant intoxications alimentaires, maladies de peau, infections urinaires et autres misères.

En analysant les gratounettes, tampons à récurer et torchons collectés dans les cuisines de cinq villes - Miami, Los Angeles, Chicago, Boston et New York -, ce chercheur a découvert qu'un sur cinq était porteur de germes.

Exemple type de contamination : le sang de la viande crue, qui peut contenir des germes. « Les gens essuient la tache (de sang) avec une éponge et la remettent directement dans l'évier: Ils ne se rendent pas compte qu'ils mettent les salmonelles directement sur l'éponge », assure cet universitaire.

Les gens qui souffrent d'allergies ont développé une toute nouvelle réaction. En utilisant Reactine, le remède contre les allergies le plus prescrit au Canada depuis des années, ils peuvent enfin faire face à leurs allergies... et en rire.

Reactine est probablement le remède qui offre la solution la plus sérieuse aux symptômes d'allergies... par ce qu'il fait et par la façon qu'il le fait.

Il a une façon très unique d'agir. Contrairement à la plupart des antihistaminiques, il n'a pas besoin de subir une biotransformation avant d'entrer en action. Il agit donc rapidement en neutralisant l'histamine, le transmetteur chimique qui provoque la plupart des symptômes d'allergies.

Reactine ne vous offre pas seulement un soulagement rapide, mais aussi la tranquillité d'esprit. En effet, lors des tests en clinique, Reactine a démontré qu'il ne crée aucune interaction médicamenteuse avec le kétoconazole ou avec l'érythromycine.

Reactine agit efficacement en réduisant vos symptômes d'allergies en quelques minutes et en vous donnant un soulagement qui dure 24 heures. De plus, Reactine a une efficacité qui n'est pas modifiée par la nourriture, la santé, l'humeur ou la fatigue afin de vous donner un soulagement plus constant.

Finalement, Reactine vous permet de poursuivre vos activités sans aucun problème. Des tests objectifs ont prouvé que Reactine ne provoque aucun effet apparent sur vos capacités motrices ou votre système nerveux.

Pour un soulagement efficace, rapide et constant, autant les médecins que ceux qui souffrent d'allergies ont pu compter sur Reactine. Demandez-leur. Mieux encore, essayez Reactine. Nous vous garantissons qu'il vous soulagera de vos allergies ou nous vous rembourserons.

Alors, avant d'être confronté à l'une de vos allergies, passez à la pharmacie la plus proche. Vous découvrirez que Reactine, à votre grand soulagement, est offert sans ordonnance.

Si vous avez la moindre question, veuillez nous appeler au 1 800 260-8988.

Maintenant offert sans ordonnance.

Pfizer
Ensemble, à la recherche de la santé.

Reactine vous permet d'affronter vos allergies

*MC Pfizer Inc
Pfizer Canada Inc. Licensed

Le service
InfoBref Bell

Primeurs

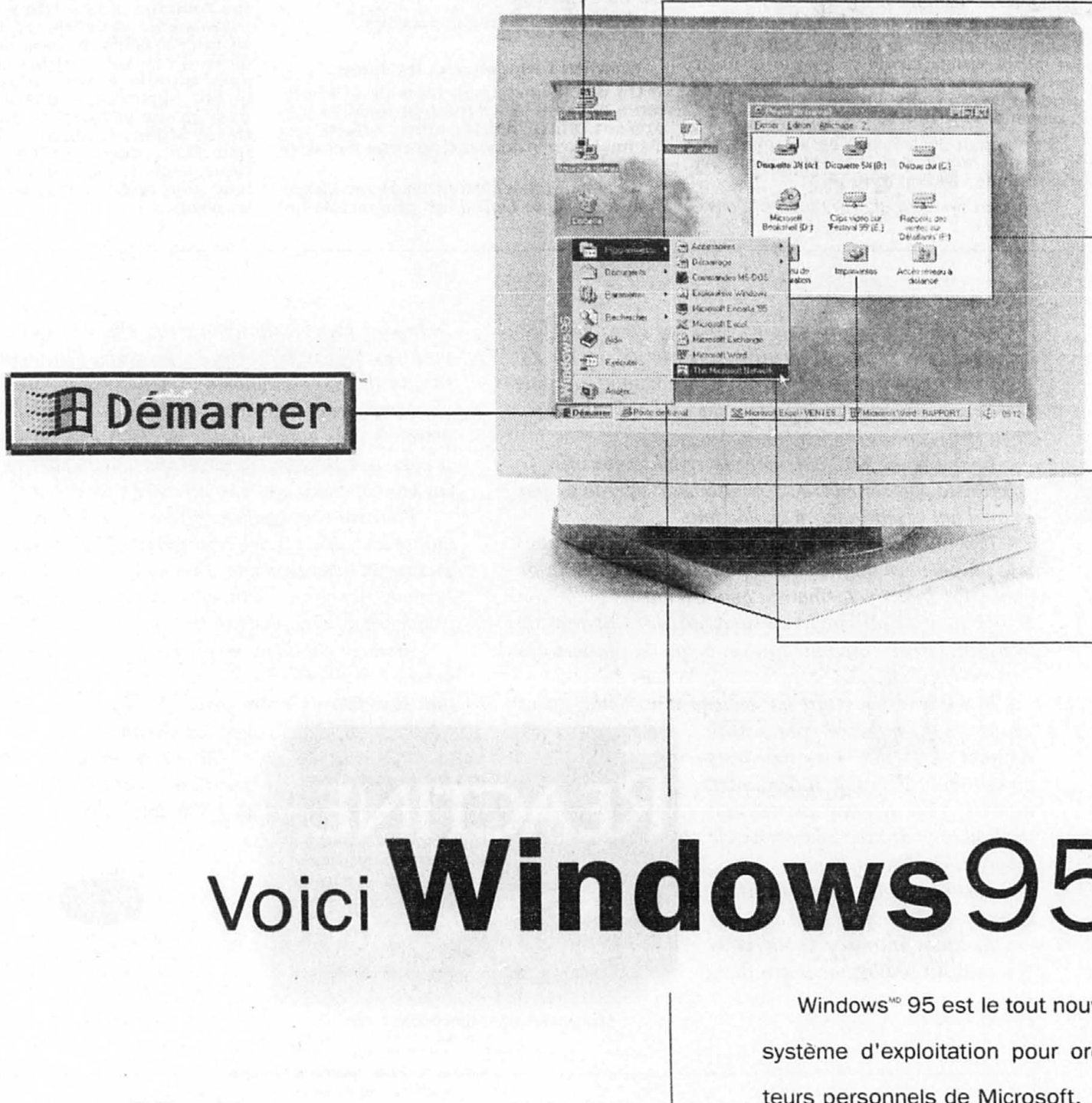
Les fameux «scoops» qui font jaser...

InfoBref **Bell vous informe tous les jours, dès minuit!**

Composez le 875-2355. Au son de la voix, faites le 170.

Bell

La Presse



Démarrez et communiquez

Windows 95 a été imaginé pour un monde branché. Il vous permet d'installer votre propre boîte électronique grâce à laquelle vous pouvez envoyer et recevoir toutes vos télécopies et votre courrier électronique. Votre accès au réseau The Microsoft Network devient vraiment très simple.

Démarrez et simplifiez

Windows 95 rend le plus commun des ordinateurs personnels extraordinairement facile à utiliser. Fini les parties de bras-de-fer avec les commandes archaïques et la syntaxe de DOS qui rendaient l'utilisation des ordinateurs si complexe. Quant au gestionnaire de programmes et au gestionnaire de fichiers indépendants, ils ne sont tout bonnement plus nécessaires.

Démarrez et branchez-vous

L'exploitation d'un réseau n'a jamais été aussi simple. Au bureau, vous pouvez vous brancher sur divers réseaux sans avoir à quitter Windows ou à mémoriser des commandes codées. De l'extérieur du bureau, branché au réseau, votre portable ou votre ordinateur personnel vous donne accès à toutes ses ressources : imprimantes, serveur et courrier électronique.

Démarrez et grandissez

La nouvelle génération de périphériques prêts à l'emploi conçus pour Windows 95 rend la greffe d'une imprimante, d'un scanner, d'un lecteur CD-ROM ou de tout autre élément aussi facile que leur mise sous tension.

Démarrez et concentrez-vous

Tout a plus fière allure. Tout fonctionne mieux. Tout est plus logique et intuitif. Avec Windows 95, vous pouvez vous concentrer sur ce que vous avez à faire et non pas sur la façon dont vous allez le faire.

Voici **Windows**95

Windows[MD] 95 est le tout nouveau système d'exploitation pour ordinateurs personnels de Microsoft.

Windows 95 simplifie, rationalise et organise. Il épure, améliore et vous guide au fur et à mesure que vous avancez. Windows est abordable et facile à installer. Même son apparence a été améliorée.

Tout commence par le bouton Démarrer. Il suffit de cliquer sur cette touche pour découvrir la façon la plus simple d'ouvrir des applications, de trouver de l'aide ou le fichier dont vous avez besoin. C'en est terminé des démêlés avec MS-DOS[MD] et toutes les commandes casse-tête qui l'accompagnent.

On a l'impression d'avoir un tout nouvel ordinateur personnel. Avec les logiciels conçus pour Windows 95, vous pouvez donner à vos fichiers le nom que vous voulez et ce, jusqu'à 250 caractères.

Le traitement multitâche avec les applications 32 bits est d'une facilité déconcertante.

Vous pouvez par exemple imprimer une note pendant que vous en écrivez une autre. Vous pouvez aussi transférer votre courrier électronique tout en jouant à un jeu.

Windows 95 est un système d'exploitation de 32 bits. Résultat : les dévoreurs de mémoire comme les applications multimédia ont une meilleure définition et fonctionnent plus en douceur.

Windows 95 a été conçu pour exécuter la plupart des logiciels et des fichiers tournant sous Windows 3.1. Vous pouvez donc passer au système d'exploitation du futur sans perdre tous les travaux que vous avez accomplis par le passé.

Vous pouvez essayer Windows 95 chez le distributeur de logiciels pour ordinateurs personnels le plus proche de chez vous. Qu'est-ce-que vous attendez? C'est une belle journée pour démarrer!

Microsoft[MD]

JUSQU'OÙ IREZ-VOUS?[MC]

©1995 Microsoft Corporation. Tous droits réservés. Microsoft, MS-DOS, Windows et le logo Windows sont des marques déposées, et le logo Démarrer Windows et *Jusqu'où irez-vous?* sont des marques de commerce de Microsoft Corporation.

Le nouveau Microsoft **Office** pour **Windows** 95

Windows 95 a été conçu pour permettre à tous d'exploiter le plein potentiel de leur ordinateur personnel. Cela vous permet de vous concentrer sur votre travail plutôt que sur la façon de le faire.

Démarrez et arrivez à une meilleure exécution.

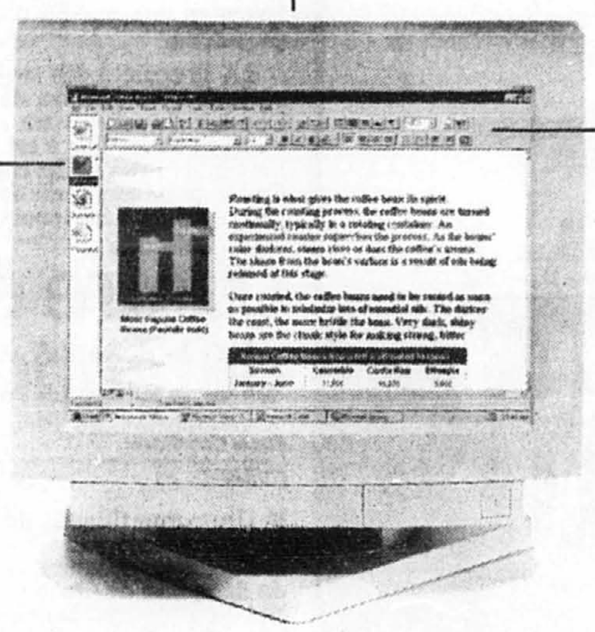
Microsoft Office bénéficie d'une technologie appelée IntelliSense[MC] qui vous permet d'effectuer automatiquement et rapidement des opérations fastidieuses comme la correction orthographique et ce, pendant que vous écrivez. Et vous pouvez personnaliser la gamme de ses possibilités en fonction de vos méthodes de travail. Pour que vous puissiez vous concentrer sur votre travail plutôt que sur la façon de le faire.

Démarrez et arrivez à une meilleure intégration.

Il n'y a plus de barrières entre les différentes applications. Grâce au concept des Classeurs Office, vous pouvez regrouper des dossiers de différents programmes en un seul document. Ouvrez un Classeur Office et vous en ouvrirez automatiquement toutes les applications. Imprimez un Classeur Office et un seul document s'imprimera — avec la bonne pagination.

Démarrez et arrivez à un meilleur accès.

Obtenez facilement accès à MSN,[MC] le serveur du réseau The Microsoft Network, qui vous permet de connaître les cotes de la Bourse, les plus récentes tendances du marché et toutes sortes de renseignements utiles à votre travail. Pour être vraiment branché.



Démarrez et arrivez à une meilleure compréhension.

Grâce à la fonction Aide intuitive, vous pouvez obtenir de l'aide plus rapidement en posant des questions dans vos propres mots. Demandez par exemple : «Comment imprimer à l'horizontale?» et Aide intuitive vous montrera comment.

Démarrez et arrivez à une meilleure collaboration.

Schedule+ constitue pour les individus et les groupes de travail un moyen souple et facile de gérer et de partager des calendriers, des tâches et des contacts. Il permet de vous consacrer à la préparation de vos réunions et vous évite les maux de tête d'avoir à les organiser.

Démarrez et arrivez à une meilleure personnalisation.

Microsoft Office facilite la création d'applications personnalisées pour des choses comme la gestion des stocks, l'automatisation des ventes et les comptes rendus de direction. Et parce qu'ils sont établis avec des applications qui vous sont familières, leur élaboration est rapide et efficace.

Microsoft **Office** pour Windows 95 allie la simplicité de Windows 95 à la puissance du progiciel de gestion le plus populaire au monde pour que toute votre attention puisse se porter sur votre travail, sans perdre de temps à comprendre le fonctionnement de votre logiciel.

Windows[MD] 95 s'est peut-être fait attendre, mais vous n'aurez pas à attendre avant de pouvoir utiliser ses applications, qui mettent à profit son naturel et sa simplicité. En effet, vous pouvez vous procurer le nouveau Microsoft[MD] Office pour Windows 95 dès aujourd'hui. Microsoft Office a été revu, corrigé, amélioré et remodelé pour être à la hauteur des nouvelles capacités de Windows 95.

Il offre les logiciels de gestion les mieux intégrés offerts sur le marché aujourd'hui : Microsoft Excel, Word, PowerPoint[MD], Microsoft Access et Schedule+.

Pris séparément, chacun de ces logiciels constitue un outil puissant qui facilite l'éxécution de la plupart des tâches à accomplir quand on est en affaires. Mais tous ensemble, ils permettent de faire sauter les barrières entre les différentes applications et les différentes tâches de façon à vous simplifier la vie. Pour que vous puissiez consacrer toute votre attention à votre travail et non à la façon de l'accomplir.

Ce ne sont là que quelques exemples de la façon dont Microsoft Office abolit les barrières entre les applications.

Avec l'aide de la boîte de réception universelle de Windows 95, vous pouvez utiliser les outils de Microsoft Word comme éditeur de votre courrier électronique. Ainsi tout votre courrier électronique conserve la mise en forme, les polices de caractères et même la couleur du texte d'origine. Vous pouvez aussi transformer une simple liste de clients sur Microsoft Excel en une base de données relationnelles performante sur Microsoft Access.

La vérification automatique de l'orthographe (Spell It) vérifie votre orthographe pendant que vous travaillez. Il souligne les mots mal orthographiés et vous propose la façon correcte de les écrire. D'un simple clic, la fonction de calcul automatique AutoCalculate vous permet, à partir d'un chiffrier, de calculer au vol une moyenne, le nombre de certains éléments, des minima, des maxima ou de faire des additions.

Et, bien entendu, vous pouvez bénificier de tous les perfectionnements de Windows 95 : longs noms de fichiers, commandes abrégées, traitement multitâche et fonction Porte-documents de Windows 95.

Voilà ce que vous offrent Windows 95[MD] et Office 95, et bien d'autres choses encore. De plus, passer à ces nouvelles versions est facile. Pour en savoir plus long, communiquez avec votre revendeur le plus proche ou contactez-nous sur Internet en composant http://www.microsoft.com

Démarrez donc avec Windows 95. Puis, avec Microsoft Office. Vous arriverez à effectuer votre travail plus rapidement et facilement que jamais auparavant.

Les versions de Microsoft Windows 95 et de Microsoft Office pour Windows 95 destinées au Canada français seront disponibles à partir du 1er novembre 1995. Pour savoir comment être l'un des premiers à vous en procurer un exemplaire, passez voir votre détaillant de logiciels. La version anglaise est disponible dès aujourd'hui.

Microsoft, le logo de Microsoft, PowerPoint et Windows sont des marques déposées de même que *Jusqu'où irez-vous ?*, IntelliSense, MSN et le logo Démarrer Windows sont des marques de commerce de Microsoft Corporation aux États-Unis et dans les autres pays. ©1995 Microsoft Canada Inc. Tous droits réservés.

Comment résister à "L'at*Traction*"?

298$* par mois

LEGACY modèle «L-RQ»
Traction intégrale (4X4)

Transmission automatique.
2 coussins gonflables.
Siège arrière pliant.
Climatisation.
Radio AM/FM stéréo.
Lecteur de cassettes.
Volant inclinable.
Glaces à commande électrique.
Verrouillage électrique des portes.
Régulateur de vitesse.
Traction intégrale, 4 roues motrices à prise constante.

3,9%

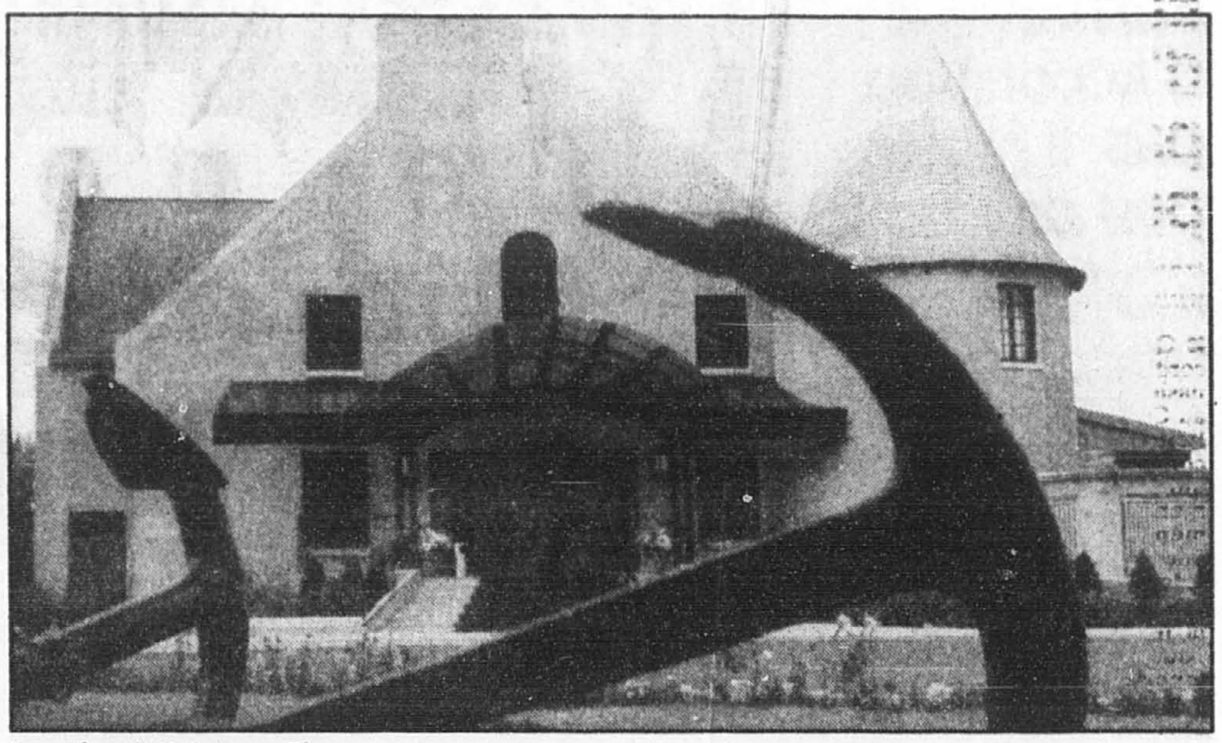
POSSIBILITÉ DE TAUX DE FINANCEMENT SUR CERTAINS MODÈLES

*Les mensualités de location de 298 $ s'appliquent à la BERLINE SUBARU 1995 LEGACY modèle L-RQ, en vertu d'un contrat de location de 24 mois, moyennant un versement initial de 3 500 $ ou échange équivalent. Transport et préparation sont inclus. Les taxes sont en sus. Sujet à l'approbation du crédit. Offre valable jusqu'au 31 août 1995.

SUBARU

Qualité japonaise à un prix abordable

SUBARU AUTO CENTRE Montréal (514) 937-4235	SUBARU RÉPENTIGNY Répentigny (514) 585-9950	CARREFOUR SUBARU AUTO Ste-Rose (514) 625-1114	ST-JEAN SUBARU St-Jean (514) 347-6555
CRISTOFARO SUBARU Montréal (514) 270-1159	LACHUTE SUBARU Browsburg (514) 562-0262	CARON SUBARU Valleyfield (514) 371-8511	A.D.M. Automobiles SUBARU DE LAVAL (514) 668-6041
AUTOMOBILE LAVIGNE Ste-Anne-de-Bellevue (514) 457-5327	SUBARU STE-AGATHE Ste-Agathe-des-Monts (819) 326-1600	SUBARU ST-JÉRÔME St-Jérôme (514) 438-7494 Montréal (514) 437 5186	CONCEPT AUTOMOBILES Granby (514) 372-2007
JOLIETTE SUBARU Joliette (514) 755-1055	SUBARU LONGUEUIL Longueuil (514) 677-6361		



Le casino de Pointe-au-Pic.

La Société des casinos est piquée au vif par un journaliste français

Presse Canadienne

QUÉBEC

■ La Société des casinos du Québec est piquée au vif par la déclaration du chroniqueur touristique français Patrick Francès, selon laquelle le casino de Charlevoix en une maison de jeu bas de gamme.

« A la société des casinos, on considère la maison de jeu de Charlevoix comme un casino à l'européenne. On s'est inspiré notamment des petits casinos de France pour concevoir et aménager celui de Charlevoix, réagit Jean-Pierre Roy, porte-parole de la société des casinos. Petit, mais avec un chic et un service hors-pair et un code vestimentaire rigoureux comme ils font en France. »

La société des casinos n'a pas encore tracé le profil de la clientèle qui fréquente l'établissement de Charlevoix, comme elle a eu le temps de la faire à Montréal. Mais une analyse préliminaire permet d'affirmer, selon M. Roy, que la clientèle dans Charlevoix est davantage scolarisée et a des revenus supérieurs, en moyenne, à celle qui fréquente la maison de jeu de Montréal.

Le chroniqueur touristique a aussi écorché le Manoir Richelieu en le qualifiant de palace-usine. Le porte-parole de l'établissement n'a pas voulu s'embarquer dans une « polémique d'outre-mer », se contentant de préciser que le Manoir Richelieu prétend offrir un service de qualité à une diversité de clientèles, en respectant l'image qu'on veut donner à l'établissement.

La mise en garde du scribe, reconnu comme un des chroniqueurs touristiques les plus influents de France, au sujet de la tentation de développer le tourisme populaire au détriment du haut de gamme, n'a pas fait trop de vagues dans Charlevoix.

Quatre évadés du Centre de détention de Québec sont repris

Presse Canadienne

QUÉBEC

■ Un sympathisant des Hell's Angels, Pierre Lefrançois, et trois autres détenus du Centre de détention de Québec ont profité d'un bref moment de liberté hier avant d'être repris et ramenés aux cellules.

Ils ont été arrêtés peu après leur évasion, survenue dans des circonstances troubles.

Les quatre hommes revenaient du palais de justice lorsqu'ils ont pris la clef des champs. Ils n'ont eu aucune difficulté à déjouer leurs gardiens, tirant parti des travaux en cours à l'entrée principale de l'établissement.

La porte habituellement en place à cet endroit avait été remplacée par une autre qui, contrairement à l'usage, est restée ouverte après le passage du fourgon cellulaire.

Les détenus ont pu se précipiter hors de l'enceinte très rapidement puisqu'ils s'étaient débarrassés de leurs menottes à l'intérieur du fourgon. Plus rien n'entravait alors leurs mouvements.

Le gardien en faction devant la porte a tiré des coups de semonce pour les convaincre de rebrousser chemin, mais sans succès. Pierre Lefrançois, 32 ans, a pris une direction, tandis que Yannick Blanchette, 23 ans, Jean-Marc Saint-Pierre, 32 ans, et Anderson Robert, 24 ans, en prenaient une autre, comme pour faire diversion et laisser le champ libre à leur compagnon.

Juste à temps pour la rentrée

rabais $10 ch. 39,95 ch. 49,95
CTR-62. Idéal pour prendre des notes en classe. Quantité ltée, aucune commande différée. 14-1150

rabais $10 29,99 39,99
Magnétophone CTR-88. Haut-parleur et micro à condensateur intégrés. Se place facilement dans la poche. Écouteurs compris.14-1103

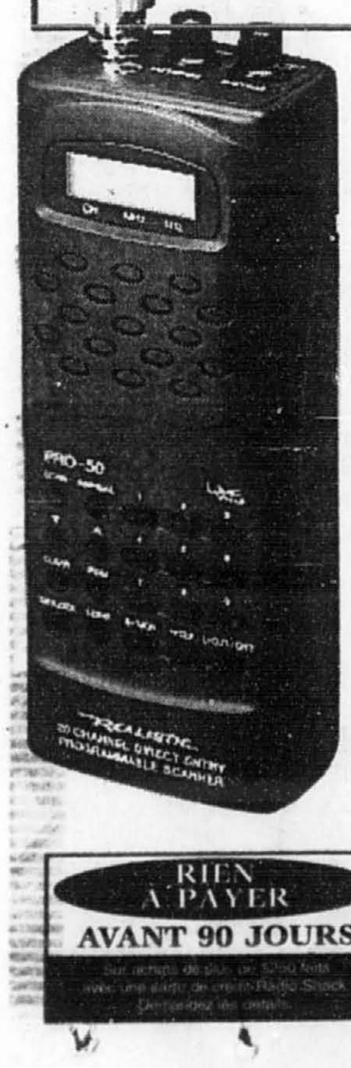
EZ Pager Panasonic. Mémoire de 8 messages, affichage rétroéclairé, effacement un à un des messages, indicateur de pile faible, vibrateur silencieux. 1718504

OFFRE SPÉCIALE!
Abonnez-vous au service Bell Mobilité entre le 21 août et le 15 octobre 1995 et tirez avantage de cette OFFRE SPÉCIALE : programme de temps d'antenne à 13,95 $ par mois, comprenant une garantie de 3 ans SANS FRAIS, 3 mois de messagerie vocale SANS FRAIS et une soirée au cinéma (2 billets Famous Players avec maïs soufflé et boissons). Une valeur totale de 106,05 $.

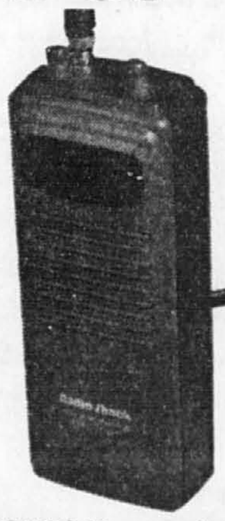
99,99
Panasonic

Pagette **Liberti**
Mobilité Pagette

rabais $100 149,99 249,99
Balayeur programmable à 20 canaux. Appoint de mémoire, touches d'entrée directe, délai de balayage, bouton de verrouillage et verrouillage de canal. Accès à 22 000 fréquences. 20-307



rabais $50 89,99 139,99
TRC-225 à 40 canaux, 4 watts. Automodulation et limiteur de bruit, sélecteur de puissance et antenne de caoutchouc. 21-1647



rabais $40 89,99 129,99
Micro-29 à microcassette commandé par la voix. Utilisation mains libres pour des enregistrements de qualité. 14-1059

MOITIÉ PRIX 49,99 99,99
TRC-438 à 40 canaux avec affichage de canal à ACL, boutons de volume et silencieux. Commutateur d'accès au canal d'urgences 9. 21-1552

rabais $30 ch. 99,99 ch. 129,99
Sans fil à 10 canaux. Mémoire de 10 numéros pour une composition rapide. Filtre antiparasites pour des communications pratiquement sans bruits. Offert en blanc ou en noir. 43-1003/8004

rabais $20 49,99 69,99
Répondeur TAD 514 à une microcassette. Fonctionnement télécommandé de tout poste à tonalités. 43-752

rabais $400 2599,00 2999,00

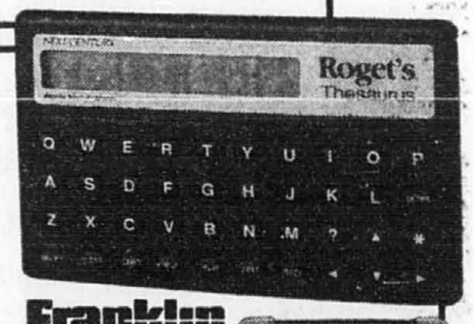
Compaq Presario CDS 744.
- Processeur 486DX4/90
- Disque dur de 535 Mo
- RAM de 8 Mo
- CD-ROM à vitesse quadruple
- Faxmodem 14.4 K bps
- Écran couleurs SVGA 356 mm

Garantie de 3 ans • Coupon pour amélioration Windows 95
- Achetez un ordinateur Compaq chez Radio Shack et vous recevrez un gratteux vous donnant la chance de gagner une remise de $100, $250 ou un ordinateur gratuit†. Détails en magasin. Certaines conditions s'appliquent. 2514245

†Comprend le prix de détail payé plus les taxes applicables pour une unité centrale et un écran externe Compaq, sauf dans le cas des Presario 400 et 500 et des Contura 400 qui intègrent déjà un écran. Les modèles Contura 400 grand public admissibles sont les Contura 400C, 400CX, 410C, 410CX et 430C.

COMPAQ

rabais $3 36,99 39,99
Thesaurus NC-20. Corrige l'orthographe de plus de 100 000 mots anglais. Arrêt automatique pour économiser les piles. Aide à résoudre les mots croisés. 6318216



Franklin

rabais $4 7,99 11,99
Mini-calculatrice EC-427 avec affichage à gros chiffres. Deux alimentations. 65-895

Calculatrice scientifique à 252 fonctions. 7 mémoires pour les calculs. Symboles techniques et analyse de régression. 65-820

rabais $10 19,99 29,99

RIEN À PAYER AVANT 90 JOURS

INTERTAN CANADA LTÉE
Radio Shack®
Vous avez des questions. Nous avons les réponses.SM*

DEMANDEZ LA VÔTRE! Une carte de crédit Radio Shack vous permet de faire vos achats sans tarder. Nous indiquons les prix de détail réels sans les taxes applicables. Nous rejetons toute responsabilité relative aux erreurs photographiques ou typographiques. Piles/accessoires non fournis sauf mention contraire.

Le magasin ou détaillant Radio Shack le plus proche est dans les pages blanches.

*TM/SM Marques de commerce de Radio Shack, une division de Tandy Corporation, dont InterTAN est un utilisateur agréé.

Expire le 26 août 1995

Euthanasie : d'accord ou pas, il reste peu de choix

Presse Canadienne

WINNIPEG

■ Que vous soyez ou non d'accord avec sa légalisation, l'euthanasie est pratiquée tous les jours au Canada, mais son caractère illicite pousse parfois les gens à commettre de terribles erreurs qui les laissent dans un état lamentable, a indiqué hier aux membres du Barreau canadien une militante en faveur du « suicide assisté médicalement ».

« Que vous souhaitiez ou non la légalisation de l'euthanasie, vous n'avez plus le choix », a lancé Mme Marilynne Seguin aux délégués de l'Association du Barreau canadien, en congrès annuel à Winnipeg cette semaine. Mme Seguin est directrice de l'organisme « Mourir avec dignité », qui milite en faveur de l'euthanasie pratiquée dans un cadre très strict.

Ainsi, a-t-elle expliqué, on éviterait les suicides affreusement ratés, les complicités douloureuses d'amis de bonne volonté qui doivent survivre au geste, ou les derniers moments de la vie empreints de clandestinité avec son seul médecin, sans famille ni ami.

Mais selon la cancérologue Patricia Harris, de Winnipeg, l'euthanasie ouvre la porte à une « société de la ciguë », qui pourrait se débarrasser de ses personnes âgées et des ses infirmes plutôt que d'en prendre un plus grand soin.

« Avec les médicaments antidouleurs, les gens ne demandent pas de mourir », a-t-elle soutenu.

Le Sénat a déposé cet été son rapport dans lequel on recommande que l'euthanasie soit toujours considérée comme un meurtre, mais que les coupables bénéficient de la clémence du tribunal au chapitre de la peine.

Le ministre de la Justice, Allan Rock, étudie le rapport mais a déjà indiqué que les libéraux n'étaient pas pressés d'ouvrir cette boîte de Pandore.

Le professeur de droit Barney Sneiderman estimait d'ailleurs hier que comme pour l'avortement, toute loi qui légaliserait l'euthanasie, peu importe sa formulation, déplairait à une partie de la population.

« Il y aura toujours des gens pour dire que peu importent les avortements de cuisine ou les décès chez les patientes, ils demeurent farouchement opposés, point à la ligne. »

Proudfoot : Ottawa devrait changer ses priorités

Presse Canadienne

WINNIPEG

■ Le président de l'Association du Barreau canadien demande aux avocats de rendre le système judiciaire canadien plus rapide, plus accessible et moins onéreux.

Gordon Proudfoot a dit hier que les centaines de millions de dollars d'amendes payées chaque année devraient en fait servir à améliorer le système judiciaire.

Les gouvernements fédéral et provinciaux devraient réserver l'argent ainsi perçu à des fins d'aide juridique, de prévention du crime et d'aide aux victimes d'actes criminels, a-t-il expliqué lors du congrès annuel de l'association tenu à Winnipeg.

À l'heure actuelle, le montant des amendes est versé au fonds consolidé du gouvernement.

Selon M. Proudfoot, un système qui consisterait à faire assumer le coût du système judiciaire par ceux qui commettent des infractions est le système de l'avenir.

Le nouveau président remet en question l'ordre des priorités d'Ottawa dans sa façon de dépenser l'argent des contribuables.

« Est-il normal que le gouvernement fédéral dépense plus d'argent pour construire un seul navire que pour pour l'ensemble du programme d'aide juridique en cinq ans ? », a-t-il demandé.

Microsoft Windows® 95

biz

LA SOLUTION POUR WINDOWS 95!

Microsoft Windows 95 UPGRADE

*AVEC L'ACHAT D'UN SIMM DE 4 MO 72 PINS

199.99

Avec l'achat de MS WINDOWS 95 UPGRADE

109.95*

MS WINDOWS 95 UPGRADE LIMITE:1/CLIENT

GRATUIT* INSTANTANÉMENT

✓ 60 JOURS D'ACCÈS À L'INTERNET accent internet

+

✓ LOGICIEL D'ACCÈS À L'INTERNET accent internet

- INCLUS "E-mail ADDRESS"
- AUCUN FRAIS
- AUCUNE OBLIGATION

+

✓ DISQUETTES FUJI 3.5" HD FORMATTÉES 10/paquet JUSQU'À ÉPUISEMENT DE LA MARCHANDISE

VALEUR IMMÉDIATE DE $80.00

*DÉTAILS EN MAGASIN.

Avec l'achat de MS OFFICE STANDARD†

Microsoft Office Standard

MS OFFICE STANDARD TRADE -UP LIMITE:1/CLIENT

†OFFRE VALIDE POUR MS OFFICE STD OU PRO, TRADE-UP OU VERSION COMPLÈTE

279.00

PRIX RÉGULIER MS WINDOWS 95 UPGRADE: 119.95

AST COMPUTER

486 DX 2/66 8/540 4X CD-ROM

- 8 MO RAM, disque dur 540 MO
- CD-ROM à vitesse quadruple, carte de son 16 bits, fax/modem 14400, microphone et haut-parleurs
- Inclus souris et tapis à souris.
- Aussi inclus DOS, Windows, Quicken, MS Works, MS Encarta, Delrina Winfax
- Garantie de 3 ans, 1ère année sur place.

$53/mois SAC Avec carte de crédit Biz

Moniteur 14" AST SVGA : $349
Moniteur AST 15" SVGA: $499

1899.00

4X CD-ROM

LOGICIELS GRATUITS VALEUR $500

NEC

ORDINATEUR READY 9010 PENTIUM 90 MHZ MINI-TOUR

- 8 MO RAM, disque dur 850 MO
- CD-ROM à vitesse quadruple
- Inclus carte de son 16-bits, haut-parleurs, 14400 fax/modem avec boîte vocale, microphone
- Inclus DOS, Windows, MS Bob, Compuserve, MS Works, MS Encarta, Quicken SE, Netcom net cruiser et plusieurs autres filtres
- Garantie de 3 ans, 1ère année sur place.
- Moniteur non-inclus

$84/mois SAC Avec carte de crédit Biz

2899.00

4X CD-ROM

LOGICIELS GRATUITS* VALEUR $800

Microsoft Plus!

MS PLUS! Disponible sur disquette & CD-ROM

57.95

MS EXCEL UPGRADE

119.95

MS WORD POUR WINDOWS 95 MISE À JOUR

119.95

HEWLETT PACKARD

IMPRIMANTE COULEUR HP DESKJET 660C

- Plus de 1.5 pages par minute
- Imprime en noir ou en couleur, avec la même cartouche
- Imprime 600 ppp ou 600x300 ppp en couleur
- Garantie de 3 ans

599.00

DISQUE DUR 1.08 GO QUANTUM

INSTALLATION GRATUITE

349.99

INSTALLATION GRATUITE

Compatible avec Windows 95

US ROBOTICS SPORTSTER 14400 INTERNAL FAX/MODEM

99.99 avec coupon

180 UNITÉS PAR MAGASIN

Limite de 1 coupon/client/produit
Offre valide jusqu'au 8 septembre 1995

109.99 PRIX RÉGULIER

GOLDSTAR 4X CD-ROM Avec câbles d'audio

219.00 avec coupon

Limite de 1 coupon/client/produit
Offre valide jusqu'au 8 septembre 1995

239.00 PRIX RÉGULIER

QUANTITÉ LIMITÉE

RAM

Limite de 1 coupon/client/produit
Offre valide jusqu'au 8 septembre 1995

MAGNARAM

59.95 avec coupon

79.95 PRIX RÉGULIER

QUANTITÉ LIMITÉE

NORTON UTILITIES 95

124.95 avec coupon

Limite de 1 coupon/client/produit
Offre valide jusqu'au 8 septembre 1995

139.95 PRIX RÉGULIER

biz

HEURES D'AFFAIRES:
Lundi - Vendredi : 8 h - 21 h
Samedi : 9 h - 17 h
Dimanche : 10 h 30 - 17 h

4625, Jean-Talon Est (entre Pie IX et Viau) Montréal
Centre Laval 1580, boul. le Corbusier (Laval)
Galerie des Sources 3165, boul. des Sources (Dorval)
Place Greenfield Park 457, boul. Taschereau (Greenfield Park)

VISA MasterCard

MEILLEUR PRIX BIZ

De à des conditions de marché, certains prix peuvent être plus bas en magasin. Les prix et promotions sont sujets à changements sans préavis. Les photos peuvent différer des produits en vente. Les prix sont garantis du 24 août au 8 septembre 1995 ou jusqu'à épuisement de la marchandise. *Certaines restrictions s'appliquent. Voir détails en magasin. En vigueur pour un temps limité seulement.

Ne manquez pas ce cahier spécial soulignant le centenaire du cinéma : les grandes dates, des entrevues et des débats.
Samedi, 26 août 1995 dans
La Presse

Cent ans d'images

Aide sociale : des « boubou-macoutes » contre la fraude en Ontario

Presse Canadienne

TORONTO

■ Le gouvernement conservateur de Mike Harris en Ontario encouragera la délation pour lutter contre la fraude dans l'aide sociale ; il restaurera les visites à domicile, comme celles que faisaient les « boubous-macoutes » au Québec et il resserrera les critères d'admissibilité pour les adolescents et les chefs de familles monoparentales, dans le cadre de nouveaux changements à l'aide sociale annoncés hier à Queen's Park.

Le gouvernement Harris entend également restreindre les allocations de logement pour les assistés sociaux, prolonger le délai d'obtention du premier chèque d'aide sociale et améliorer les échanges de renseignements avec d'autres provinces — comme le Québec et la Colombie-Britannique — dans le but d'éliminer les paiements versés en double.

Grâce à ces mesures, l'Ontario épargnera quelque 100 millions $ cette année, a promis hier le ministre des Services sociaux et communautaires, M. David Tsubouchi.

L'Opposition a qualifié ces mesures de réactionnaires, punitives et possiblement inconstitutionnelles dans certains cas.

« Le gouvernement traite les assistés sociaux comme des criminels potentiels », s'est écrié le critique libéral Dominic D'agostino.

« Il essaie de donner l'impression que la fraude est un problème majeur alors que c'est un problème qui touche à peine trois pour cent des assistés sociaux », a ajouté Tony Silipo, député du NPD et ex-ministre des services sociaux et communautaires.

Au terme d'une réunion de cabinet, où son projet a été approuvé, le ministre Tsubouchi a annoncé l'installation à travers la province d'une ligne téléphonique sans frais pour ceux qui voudraient signaler des cas possibles de fraude dans l'aide sociale.

Délation publicisée

Selon lui, la délation — qui sera encouragée dans le cadre d'une campagne de publicité — rapportera 25 millions $ au gouvernement.

M. Tsubouchi changera également les règles de cohabitation pour les assistés sociaux, des règles qui affectent surtout les mères de familles monoparentales.

Auparavant, les chefs de familles monoparentales pouvaient cohabiter avec une personne de sexe opposé pendant trois ans avant que le gouvernement ne les considère conjoints de fait et leur demande de mettre leurs revenus en commun.

En vertu des nouvelles règles qui s'appliqueront à compter d'octobre, le gouvernement présumera qu'ils vivront en union de fait dès qu'ils auront un domicile commun, des biens en commun et partageront une carte de crédit ou des comptes bancaires conjoints. Ce critère s'appellera « l'interdépendance financière ».

Dans son communiqué, le gouvernement écrit qu'un agent d'aide sociale pourra également vérifier auprès des membres de la collectivité pour voir si les assistés sociaux sur lesquels ils font enquête sont reconnus comme conjoints de fait.

Interrogé lors d'un point de presse à Queen's Park, le ministre Tsubouchi n'a pu dire comment le gouvernement traiterait l'amant d'une assistée sociale.

« Est-ce considéré de la cohabitation si madame a un amant ? » a demandé un journaliste.

« Euh, je ne sais pas », a répondu le ministre, pris de court.

Selon l'ex-ministre Silipo, cette nouvelle façon de statuer sur l'existence ou non d'une union de fait pourrait être considéré inconstitutionnelle parce qu'elle crée une nouvelle catégorie de conjoint de fait.

Au Québec, une tentative similaire de s'immiscer dans la vie privée des assistés sociaux avait suscité un tollé dans les années 80, surtout de la part de groupes de femmes.

Quoiqu'il en soit, cette règle rapporterait 20 millions $.

Un autre changement payant — il rapporterait 25 millions $ — est la conclusion de nouvelles ententes avec Ottawa et d'autres provinces pour l'échange électronique de renseignements sur les assistés sociaux.

L'objectif est d'éviter les versements en double de prestations et obtenir des données sur les autres programmes.

A l'heure actuelle, Queen's Park a des ententes avec le Québec, la Colombie-Britannique et la Commission de l'emploi et de l'immigration à Ottawa.

Quant aux allocations de logement, elles seront modifiées pour « correspondre aux coûts réels » du logement, ce qui permettra une économie de 21 millions $.

Pour les adolescents, l'aide sociale sera conditionnelle à de nouveaux critères, notamment l'obligation de fréquenter l'école ou participer à un programme de formation autorisé et de vivre avec un adulte. L'économie ici serait de quatre millions $.

Selon Tony Silipo, cette restriction pourrait être inconstitutionnelle parce qu'elle crée une discrimination contre les 16-18 ans.

Finalement, le gouvernement fixera à trois mois plutôt qu'un mois le délai avant lequel un chômeur ayant quitté son emploi ou ayant été congédié pour un motif valable pourra réclamer l'assistance sociale. Économie : deux millions $.

Le gouvernement a également annoncé qu'une équipe spéciale serait créée pour combattre la fraude. De plus, les visites à domicile seront une des conditions à remplir pour recevoir de l'aide sociale.

Économisez de
40% à 60%
et faites un bon coup
à l'hiver avec un achat
très spécial !

Ça commence aujourd'hui !
Winners organise un événement pré-saison
sur les manteaux
avec des rabais
fin de saison !

Avec un acompte de 10% seulement
et le plan de mise
de côté prolongée de
Winners, nous vous garderons votre
manteau pendant deux mois complets !

Des marques reconnues sans les prix des marques reconnues.

WINNERS
J'aime tes prix magiques.

Dollard-des-Ormeaux
Galeries des Sources
3207, boul. des Sources
683-6260

Lasalle
Place Newman, angle nord-est du
boul. Newman et de l'avenue Dollard
595-5545

Laval
Les Galeries Laval boul.
Le Corbusier et boul. St-Martin ouest
978-5055

Greenfield Park
Angle boul. Taschereau
et avenue Gladstone
923-2540

Heures d'ouverture: lun.-mardi 9 h 30 à 18 h, merc.-vend. 9 h 30 à 21 h, sam. 9 h à 17 h, dim. 11 h à 17 h.

Enquête sur l'*Irving Whale*

Presse Canadienne

CHARLOTTETOWN

■ Le ministère fédéral de l'Environnement mène une enquête afin de déterminer si le propriétaire de *l'Irving Whale* a caché à Ottawa la présence de BPC à bord de l'épave.

Le secrétaire parlementaire de la ministre de l'Environnement, Clifford Lincoln, a confirmé la tenue de l'enquête visant à s'assurer que la compagnie Irving a bel et bien respecté la loi qui stipule l'obligation de déclarer la présence de BPC.

« La loi prévoit que quiconque transporte des BPC doit en informer le gouvernement fédéral », a-t-il déclaré.

La Société pour vaincre la pollution (SVP) a demandé à la ministre Sheila Copps de mener une enquête afin de déterminer si la compagnie Irving savait que la barge transportait des BPC.

L'Irving Whale a coulé il y a 25 ans au large de l'Île-du-Prince-Édouard avec à son bord 3 000 tonnes d'huile lourde et 8 tonnes de BPC liquides.

Ontario : le démantèlement de l'ASST est commencé

Presse Canadienne

TORONTO

■ La ministre ontarienne du Travail, Elizabeth Witmer, a révoqué hier les nominations au conseil d'administration de l'Agence pour la santé et la sécurité au travail (ASST), entamant ainsi un processus qui conduira au démantèlement de cet organisme.

Selon la ministre, le système en place était contre-productif, les employeurs et les travailleurs s'affrontant sans donner de résultats.

Elle a fait valoir qu'il était inacceptable à ses yeux que l'ASST ait dépensé 300 millions de dollars et n'avait toujours pas réussi à assurer la formation « de même la moitié des personnes qui devaient, selon l'ASST, recevoir de la formation ».

De leur côté, les employeurs, qui doivent assumer le budget de l'agence, se plaignaient du fait que ses services sont trop coûteux, que les délais étaient trop longs et qu'ils ne répondaient pas aux besoins de l'industrie.

Le gouvernement conservateur a l'intention de mettre la clef dans la porte de cette agence qui coûte 62 millions et emploie 90 personnes.

Mme Witmer a dit que l'ASST va continuer à fonctionner jusqu'au mois de novembre.

Une équipe spéciale sera mise sur pied pour examiner le processus et faire des recommandations dans les 100 jours pour définir les moyens d'améliorer l'élaboration et la prestation des programmes de santé et de sécurité au travail en Ontario.

Le vice-président de l'agence, Paul Forder, qui a perdu son emploi, a dit que le gouvernement va épargner de l'argent sur le dos des travailleurs de l'Ontario.

Selon lui, Mme Witmer « agit uniquement dans l'intérêt des employeurs.

Montserrat évacuée

Reuter

PLYMOUTH, Montserrat

■ Les autorités de Montserrat, dans les Caraïbes, ont fait évacuer la moitié sud de l'île britannique par crainte de l'éruption du volcan Chances Peak.

« Sur les conseils des scientifiques, nous avons évacué grosso modo la moitié de l'île, soit environ deux tiers de la population », a déclaré Frank Savage, le gouverneur de l'île.

Les scientifiques de Montserrat ont évalué à 75 pour cent le risque que le volcan entre en éruption.

Électroménagers

MOFFAT
RÉFRIGÉRATEUR SANS GIVRE FORMAT FAMILIAL
- Clayette de largeur
- Bacs-à légumes
- Congélateur spacieux
- Portes en acier texturé

35354161 MRF1614 **589,99$**

PRIX INCROYABLE
CUISINIÈRE ÉLECTRIQUE GRANDEUR NATURE FACILE À NETTOYER
- Éléments-serpentin de luxe
- Porte amovible en acier
- Hublot
- Panneau de commande émaillé

01653350 **394,99$**

ACHAT INCROYABLE
RÉFRIGÉRATEUR DE LUXE FORMAT FAMILIAL
- Tablettes en verre
- Tablettes séparées pour plus de rangement
- Contre-porte à compartiments-format gallon
- Congélateur avec tablettes et plus

VEN. ET SAM. SEULEMENT PAS DE DÉTAILLANTS S.V.P. ACHATS EN PERSONNE
2 JOURS SEULEMENT
PRIX FRACASSANT **649,99$**

MOFFAT
LAVE-VAISSELLE GRANDEUR NATURE
- Lavage normal
- Séchage avec chaleur
- Lavage 2 niveaux
- Broyeur d'aliments mous
- Panier d'ustensiles amovible

MBB 1310 35352131 **279,99$**

LIVRAISON INCLUSE
AVEC TOUT ACHAT DE GROS ÉLECTROMÉNAGERS
SERVICE LOCAL SEULEMENT

LAVEUSE/SÉCHEUSE
LAVEUSE 378
- Grande capacité robuste
- 2 cycles, 2 combinaisons de temp. de lavage/rinçage

SÉCHEUSE 378
- Grande capacité
- Filtre à charpie sur le dessus
- Grande ouverture de porte

01650111 01651116 LE DUO **656$**

Gibson
CARACTÉRISTIQUES:
- 3 clayettes en acier émaillé
- 5 tablettes dans la porte
- Hydrateur blanc
- Congélateur à 3 tablettes
- 5 tablettes dans la porte du congélateur

01654018 **989,99$**

GENERAL ELECTRIC
CUISINIÈRE AUTO-NETTOYANTE
- Horloge électronique de pointe
- Surface basculante pour nettoyage facile
- Éléments-serpentins de luxe pour cuisson rapide
- Porte de four en verre noire populaire
- Porte-serviettes

GBSL 3400 35353400 **799,99$**

Wood's
NOUS AVONS UNE BONNE SÉLECTION DE CONGÉLATEURS «WOOD'S» DE HAUTE QUALITÉ
- Format compact au format familial

299,99$

MOFFAT
LAVEUSE ET SÉCHEUSE À 4 PROGRAMMES
- Grande capacité
- 3 réglages de temp. lavage/rinçage/séchage
- 3 réglages de niveau d'eau

MW2040BW 35350040 Disponible en blanc sur blanc
MDE1040BW 35351040 LE DUO **779,99$** INCLUANT RABAIS INSTANTANÉ

GENERAL ELECTRIC
LAVEUSE ET SÉCHEUSE BLANC-SUR-BLANC
- Laveuse-8 cycles
- Grande capacité
- 3 vitesses lavage/essorage
- 4 niveaux d'eau, 4 temp. de lavage/rinçage
- 4 sélecteurs de chaleur
- Sécheuse auto, 5 cycles

LA PAIRE **894,99$**

Nous battrons tous les prix!

Annoncés par les autres distributeurs agréés canadiens par 55% de la différence. Détails en magasin.

JEUDI : 9 h - 21 h
VENDREDI : 9 h - 21 h
SAMEDI : 9 h - 17 h

FUTURE SHOP

SOLDE

RETOUR EN CLASSE

SONY HF90 SUPER ACHAT
- Type I
- Usages multiples
- 90 minutes
- Haute qualité à bas prix!

98¢ SOUS

OPTIONS 0% D'INTÉRÊT*:
- 12 MOIS AUCUN INTÉRÊT
  - Sur électroménagers - ensembles 3 pièces
  - Sur chaînes audio 5 haut-parleurs «surround»
  - Sur téléviseurs 35" ou plus
- 6 MOIS AUCUN PAIEMENT NI INTÉRÊT
  - Sur tout audio, vidéo et électroménagers

* SUR APPROBATION DU CRÉDIT. Pour 12 mois, paiements mensuels minimums requis. Frais administratifs minimes payables à l'achat.

EN PLUS DE NOS BAS PRIX DE TOUS LES JOURS

Vidéo

PAS DE TPS sur TÉLÉVISEURS 27 " et plus sélectionnés
Détails en magasin
VENDREDI ET SAMEDI SEULEMENT

RCA 31"
SUPER PRIX!
- Télécommande 'Master touch'
- Panneau 5 prises
- Circuits de pointe 'Color track plus'
- Écran foncé

À PRIX IMBATTABLE! 31632 **869,99$**

TOSHIBA 32"
FST - ÉCRAN PLAT POUR IMAGE SUPÉRIEURE
- Image sur image à 2 syntonisateurs
- Télécommande universelle
- Qualité d'image incroyable
- Expanseur de niveau du noir

32D70 04701688 **1849,99$**

RCA 25"
STYLE MONITEUR
- Affichage complet du menu
- Syntonisateur adapté au câble
- Programmation auto choisit tous les canaux disponibles

K25103 03801037 **388$**

CRAIG STÉRÉO 27"
SYNTO 181 CANAUX AVEC AFFICHAGE DU MENU
- Télécommande
- 2 haut-parleurs sur la façade
- Minuterie marche/arrêt
- Sous-titres

PRIX FANTASTIQUE! PC2750 2320129 SOLDE **449,99$**

Canon
CAMÉSCOPE 8MM AVEC MISE AU POINT AUTO
- Technologie FLEXI zone pour s'assurer que le sujet est bien au point
- Viseur couleur
- Objectif à grand angle intégré
- Zoom 12x

4 ACCESSOIRES INCLUS - VALEUR DE 100$
SOLDE **1098$** ES-600 19803600

SHARP 4 TÊTES HI-FI
MAGNÉTOSCOPE À CHARGEMENT CENTRAL
- Affichage de programmation
- Compteur en temps réel
- Syntonisateur 181 canaux adapté au câble

SOLDE **298$** VCH-922 42802922

JVC Téléviseur 20"
Télécommande pleine portée universelle
- Bloque-canaux garde 3 canaux inaccessibles aux enfants
- Minuterie marche/arrêt
- Programmation des 5 canaux favoris
- Sous-titres

20CL4 **349,99$**

DCs MAINTENANT DISPONIBLES AUX MAGASINS SÉLECTIONNÉS
Des milliers de disques compacts...
Urge Overkill Exit the Dragon
12,79$

JVC CAMESCOPE VHS C
ZOOM MOTORISÉ
- Retardateur
- Viseur optique
- Faites jouer les cassettes dans votre magnétoscope! Caméscope de marque japonaise à prix sans précédent!

SOLDE **488$** GR-EZ1 01403100

TÉLÉCOMMANDE
VALEUR EXCEPTIONNELLE
- 181 canaux télécommandés
- Programmation 1 on/8 émissions
- Beaucoup plus

01102936 SOLDE **184$**

MITSUBISHI 27"
STYLE MONITEUR STÉRÉO AVEC IMAGE DE QUALITÉ SUPÉRIEURE
- Télécommande
- Syntonisateur 181 canaux
- Lampe-écran fonnée
- Sous-titres

CT27201 02601356 **699,99$**

HITACHI
CAMÉSCOPE 8MM
- Viseur couleur
- Zoom 12x (24 x digital)
- Stabilisation d'image électronique
- Capacité pour piles "AA"

ÉTUI INCLUS - VALEUR DE 30$
09602510 VM-ES10 **1198$**

MAGNÉTOSCOPE HIFI STÉRÉO
VIDÉO 4 TÊTES
- Télécommande
- Pourquoi achetez un mono lorsque ce modèle hifi est offert à un tel bas prix?

S-3940 01102940 SOLDE **288$**

RCA 35"
IMAGE SUR IMAGE DE POINTE
- Système de son ciné-maison
- Télécommande universelle
- Écran haute définition
- Entrées sorties A/V

35672 **1549,99$**

JVC 26" STÉRÉO
TÉLÉCOMMANDE PLEINE PORTÉE
- 26" stéréo couleur

À PRIX CHOC!
- Télécommande pleine portée
- Entrée A/V, sortie audio variable

SOLDE **579,99$** 01401188 AV-26725

Audio

MAGNAVOX
MINI-CHAÎNE COMPLÈTE
- Changeur 3 DC
- Échange de lecture
- Magnétocassette
- Syntonisateur AM/FM
- Valeur fantastique

RABAIS INCROYABLE!
VENDREDI ET SAMEDI SEULEMENT
Pas de détaillants s.v.p.
Achats en personne
199,99$

PIONEER
ENSEMBLE STÉRÉO COMPLET
- Puissance totale 200 watts
- Changeur 6 DC
- Égalisateur 5 gammes
- Télécommande pleine portée
- Enceintes colonnes 3 voies

2100X SOLDE **789,99$** 90098372
MEUBLE INCLUS

PIONEER
AM/FM LECTEUR DC À PANNEAU DÉTACHABLE
- Haute puissance 22 watts x 4
- Panneau détachable avec étui
- Convertisseur 1-bit D/A

90031415 **419,99$** SOLDE

JVC DOLBY SURROUND PRO LOGIC
RÉCEPTEUR DOLBY PRO-LOGIC SURROUND 265 WATTS
- Puissance frontale balancée (75 watts x3)
- Dolby Prologic avec délais digital
- Commande à distance

398,99$

Clarion
AM/FM CASSETTE AVEC CONTRÔLEUR DC
- 30 watts X 4
- Contrôleur 6 ou 12 DC
- Inversion auto
- Réglages électroniques

SOLDE **259,99$** MAX 310 24731310

Cerwin-Vega!
AT-8: UNE GAGNANTE!
- Conçue pour les DCs
- Faites jouer presque tout genre de musique
- Son net et clair

VENDUES EN PAIRES SEULEMENT
AT-8 SOLDE **289,99$** LA PAIRE

SHARP
PORTATIF 3 DC
- Changeur carrousel 3 DC
- Programmation 32 pistes
- AM/FM cassette
- Système «X-boss»
- Réglage de la fondalité

149,99$ QT-CM300 42835300

Equipement de bureau

AST
CD-ROM QUAD VITESSE
ENSEMBLE AVEC IMPRIMANTE HEWLETT PACKARD
- 486DX2/66
- RAM 8Mo
- DD 540 Mo
- Téléc./modem 14,4K avec voix
- Nombreux logiciels
- Moniteur couleur SVGA
- Imprimante à jet d'encre

MISE À JOUR GRATUITE OFFRE POSTALE
MONITEUR INCLUS
33799540 6068D **2499,99$**

NEC
ENSEMBLE PENTIUM 75
MONITEUR ET IMPRIMANTE À JET D'ENCRE
- RAM 8 Mo
- DD 1,2 Go
- Vidéo PCI 1 Mo
- Carte sonore 16 bits
- Cache 256 k
- CD ROM quad vitesse
- Téléc./modem 14,4 avec voix

MISE À JOUR GRATUITE OFFRE POSTALE
MONITEUR SVGA INCLUS
03007375 **3499,99$**

PROCUREZ-VOUS L'IMPRIMANTE HEWLETT PACKARD DESKJETS20
POUR SEULEMENT 249$
AVEC ACHAT DE N'IMPORTE QUEL ORDINATEUR
AST. NEC IBM COMPAQ
VENDREDI ET SAMEDI SEULEMENT
- Achat personnel seulement
- Pas de détaillants

brother COUPE-PAPIER
TÉLÉCOPIEUR SUPER PERFORMANT AU MEILLEUR PRIX SUR LE MARCHÉ!
- Coupe-papier automatique
- Alimenteur de documents 10 pages
- Transmission différée

FAX 610 19343610 **359,99$** SOLDE

Canon
TÉLÉCOPIEUR PAPIER ORDINAIRE À JET D'ENCRE
- Mémoire 20 pages
- Transmission différée
- 64 tons de gris
- Téléc./tél. auto
- Détecteur de sonnerie

SOLDE 19843075 675 **649,99$**

Canon
VALEUR INCROYABLE
- Afficheur 10 caractères
- Boîtier ridige inclus
- Design moderne

CANON F500 **7,99$**
Vendredi et samedi seulement
Pas de détaillants
Achat en personne seulement

COMPAQ PRESARIO
PENTIUM 75MHZ AVEC CD-ROM QUAD VITESSE ET CARTE-TÉLÉ
- RAM 8Mo • Cache 256K
- DD 725Mo • Son stéréo
- Téléc./modem 14,4k
- Vidéo PCI local bus 1Mo et plus!

SOLDE MONITEUR EN SUS **2769,99$**

NEC
BLOC-NOTES LÉGER
- SL486 SX-33 • Cache 8K
- RAM 4Mo expansible à 12Mo
- Disque dur 210Mo
- Fente PCMCIA type III
- Unité 3,5" 1,44Mo

VERSA S/33D 03007700 **1989,99$**

GENERAL ELECTRIC
RÉPONDEUR À TÉLÉCOMMANDE SANS ÉMETTEUR
- Modèle à VOX
- Message personnel
- Opération une touche

G 2-9805 22321805 **32,99$**

Panasonic
SANS FIL 10 CANAUX À RÉDUCTEUR DE BRUIT 'SOUND CHARGER' ET ANTENNE FLEXIBLE
- Performance pleine portée
- Recherche
- Autonomie de pile 7 jours
- Code sécuritaire numérique

SOLDE **99,99$** 33705

RECEVEZ Microsoft Windows 95 GRATUITEMENT par la poste à l'achat d'un ordinateur DOS présélectionné
VALIDE JUSQU'AU 31 AOÛT 1995
MISE À JOUR GRATUITE OFFRE POSTALE

AST
PENTIUM 75 AVEC CD-ROM QUAD VITESSE
- RAM 8Mo
- DD immense 1Go
- Télécopieur/modem 14,4
- Carte sonore 16-bit
- Vidéo local PCI bus 1Mo
- DOS, Windows, Works
- Encyclopédie MS Encarta, et plus!

MONITEUR VENDU SÉPARÉMENT 33707075 ASTP75 **2649,99$**

OFFRE POSTALE
TÉLÉPHONE CELLULAIRE GRATUIT À L'ACHAT D'UN Performa
Mise en service avec Bell Mobilité

Apple Macintosh
PERFORMA ET IMPRIMANTE
- Processeur rapide 66mhz
- RAM immense 8Mo • DD 500Mo
- CD-ROM • Téléc./modem 14,4
- 15 logiciels inclus
- Clavier facile d'emploi et souris

Performa
20299992 580CD **2299,99$**

Microsoft
Plus de puissance, plus de liberté, plus de plaisir Windows 95
MAINTENANT DISPONIBLE À PRIX INCROYABLEMENT BAS
EN PLUS...
- ★ À l'achat de Windows 95 recevez un coupon qui vous donne droit à un cours de 2 heures gratuit de Windows 95, à l'Académie du savoir (cours disponible en anglais seulement).
- ★ À l'achat de Windows 95 recevez un crédit de 50$ applicable à l'achat d'un ordinateur Pentium dans les prochains six mois.
- ★ Achetez maintenant et recevez un coupon de 100$ pour usage lors de vos prochains achats de logiciels.

(Étant donné la nature de cette offre exceptionnelle, notre politique de prix et de protection de prix ne s'appliquent pas.)

MOTOROLA
FAUT VOIR CE TÉLÉPHONE FACILE D'EMPLOI!
- Mémoire 15 numéros
- Conversation 1,2 heures
- Autonomie 15 heures
- Indicateur de force de pile

*MISE EN SERVICE REQUISE
01042470 MTR ENHANCED **19,99$***

* CONDITIONS:
Tous les téléphones cellulaires achetés doivent être mis en service avec un nouveau numéro chez Future Shop. Frais de clé, de tel. en sus. Certaines restrictions. Carte de crédit obligatoire. Prix plus élevés de 200$ sans mise en service. Informez-vous au magasin. Le client doit rester sur le même réseau pour un minimum de 12 mois sans interruption.
CANTEL

OPTION AUCUN FRAIS ADMINISTRATIF NI INTÉRÊT JUSQU'EN 96 SUR ORDINATEURS
Sur approbation du crédit. Paiements mensuels minimums requis.

COMPAQ PRESARIO
SYSTÈME 90MHZ AVEC CD-ROM QUAD VITESSE
- RAM 8Mo • Cache 256K
- DD 725Mo • Son stéréo
- Téléc./modem 14,4k
- Vidéo PCI local bus 1Mo

MONITEUR EN SUS 82CD5 13707582 **2799,99$**

Canon BJ-200e
LA TOUTE DERNIÈRE PETITE MERVEILLE CANON VOUS OFFRE UNE QUALITÉ INSURPASSABLE!
- Résolution 360 points/pouce
- 248 car./sec. en mode rapide
- Mémoire tampon 49K
- 64 gicleurs
- Impression 2 sens

BJ200e 19808201 **269,99$**

ÉPARGNEZ JUSQU'À 150$ SUR UNE IMPRIMANTE LORS DE L'ACHAT D'UN PERFORMA.
Détails en magasin.

FUTURE SHOP
SUPER CENTRE DE L'ÉLECTRONIQUE

Sur approbation du bureau de crédit. *Intérêt calculé tous les mois est éliminé à la remise du paiement mensuel minimal (si requis) et le solde doit être remboursé à la fin de la période couvrant l'offre sans intérêt. **Les frais d'administration (29,99 $ pour 6 mois, 39,95 $ pour 12 mois) jumelés à l'intérêt chacun et le taux de pourcentage annuel (TPA). Exemple de l'option 12 mois sans intérêt (taxes incluses): Si les mensualités minimales totalisent 611,14 $ pour un achat de 1 500 $ ou 814,86 $ pour un achat de 2 000 $ sont versées et le solde est remboursé dans les 12 mois suivant l'achat. L'intérêt est éliminé et les frais administratifs de 39,95 $ forment un TPA de 2,67 % (coût total 1 539,95 $) pour un achat de 1 500 $ ou 2,00 % (coût total 2 054,80 $) pour un achat de 2 000 $. Si vous décidez de prolonger le financement sur 12 mois additionnels et que les mensualités minimales totalisent 1 179,36 $ pour un achat de 1 500 $ ou 1 572,48 $ pour un achat de 2 000 $ sont versées et le solde est remboursé dans les 24 mois suivant l'achat. L'intérêt (calculé à compter de la date d'achat) et les frais administratifs totalisent 629,65 $ (coût total: 2 129,65 $) et le TPA équivaut à 26,69 %; pour un achat de 1 500 $ ou 826,22 $ (coût total: 2 826,22 $) et le TPA équivaut à 26,27 % pour un achat de 2 000 $. Maximum de 30 jours sans intérêt pour les compagnies. ● Les articles étiquetés "SOLDE" sont offerts à prix réduits. Les autres articles sont offerts à nos bas prix courants garantis de tous les jours. Employées personnelles seulement. Pas de détaillants. Nous nous réservons le droit de limiter les quantités. **Détails en magasin. ***Dernière de l'illustration. Certains articles ne sont pas disponibles dans tous nos magasins. En raison de l'heure de tombée d'impression de cette publicité, il est possible que certains articles soient offerts à prix plus bas en magasin.

NOUS ACCEPTONS LES COMMANDES PAR TÉLÉPHONE. COMMUNIQUEZ AVEC LE FUTURE SHOP LE PLUS PRÈS DE CHEZ VOUS.

ANJOU
7200, BOUL. DES ROSERAIES
352-8825

LAVAL
1645, BOUL. LE CORBUSIER
978-5420

GREENFIELD PARK
745, BOUL. TASCHEREAU
465-4260

MARCHÉ CENTRAL
1041, RUE DU MARCHÉ CENTRAL
387-3188

LASALLE
7077, BOUL. NEWMAN
368-8002

Un célèbre médecin légiste voit plus d'un assassin

Reuter

LOS ANGELES

■ Un médecin légiste de grande réputation venu témoigner hier au procès pour double meurtre d'O. J. Simpson a émis de nouveaux doutes sur les affirmations de l'accusation voulant qu'un seul assassin ait commis les meurtres.

Le docteur Henry Lee a attiré l'attention sur des empreintes de sang sur le jean que portait la victime Ronald Goldman et qui selon lui auraient pu être faites par des chaussures.

Mais M. Lee a soutenu qu'elles ne provenaient pas des souliers haut de gamme du fabricant italien Bruno Magli que, d'après la poursuite, portait le meurtrier de l'ex-épouse de Simpson, Nicole Brown Simpson, et de l'ami de cette dernière, Ronald Goldman.

La défense soutient que M. Lee est le plus célèbre médecin légiste des États-Unis.

Grâce à son témoignage, les

défenseurs de Simpson entendent prouver que plus d'une personne a perpétré les meurtres qui ont eu lieu le 12 juin 1994 à l'extérieur de la luxueuse résidence de Nicole Simpson.

Les avocats de Simpson ont d'ailleurs accusé les autorités d'avoir « sauté aux conclusions un peu trop vite » dans cette affaire et de ne pas avoir enquêté sur des pistes qui auraient pu les mener à d'autres suspects que l'accusé.

M. Lee a aussi déclaré que les taches de sang trouvées sur les lieux du crime permettent de croire que la lutte entre M. Goldman et son agresseur a duré un certain temps.

« Je ne peux pas vous dire exactement combien de temps. En tout cas, ça n'a pas été rapide. »

La théorie de l'accusation repose sur le fait que les assassinats ont été commis rapidement parce qu'il n'y a pas tellement de temps entre le moment où Simpson a été vu pour la dernière fois et celui où il est parti pour l'aéroport afin d'y prendre l'avion pour Chicago.

Lorsque l'avocat défenseur Barry Scheck a demandé à M. Lee si des lignes parallèles relevées sur le jean de M. Goldman avaient pu être causées par des coups de pied, le médecin a répondu qu'elles étaient peut-être le résultat de « contacts multiples » avec un certain type d'objet. Il a ajouté qu'il aurait pu s'agir d'un soulier, mais qu'il ne pouvait pas l'affirmer.

« Si ceci est une empreinte de soulier, il s'agit d'un genre de chaussure différente que les modèles Bruno Magli », a soutenu M. Lee.

Au cours de son témoignage de mardi, le médecin légiste avait dit avoir découvert d'autres empreintes sur les lieux du crime qui n'avaient pas été relevées par l'accusation.

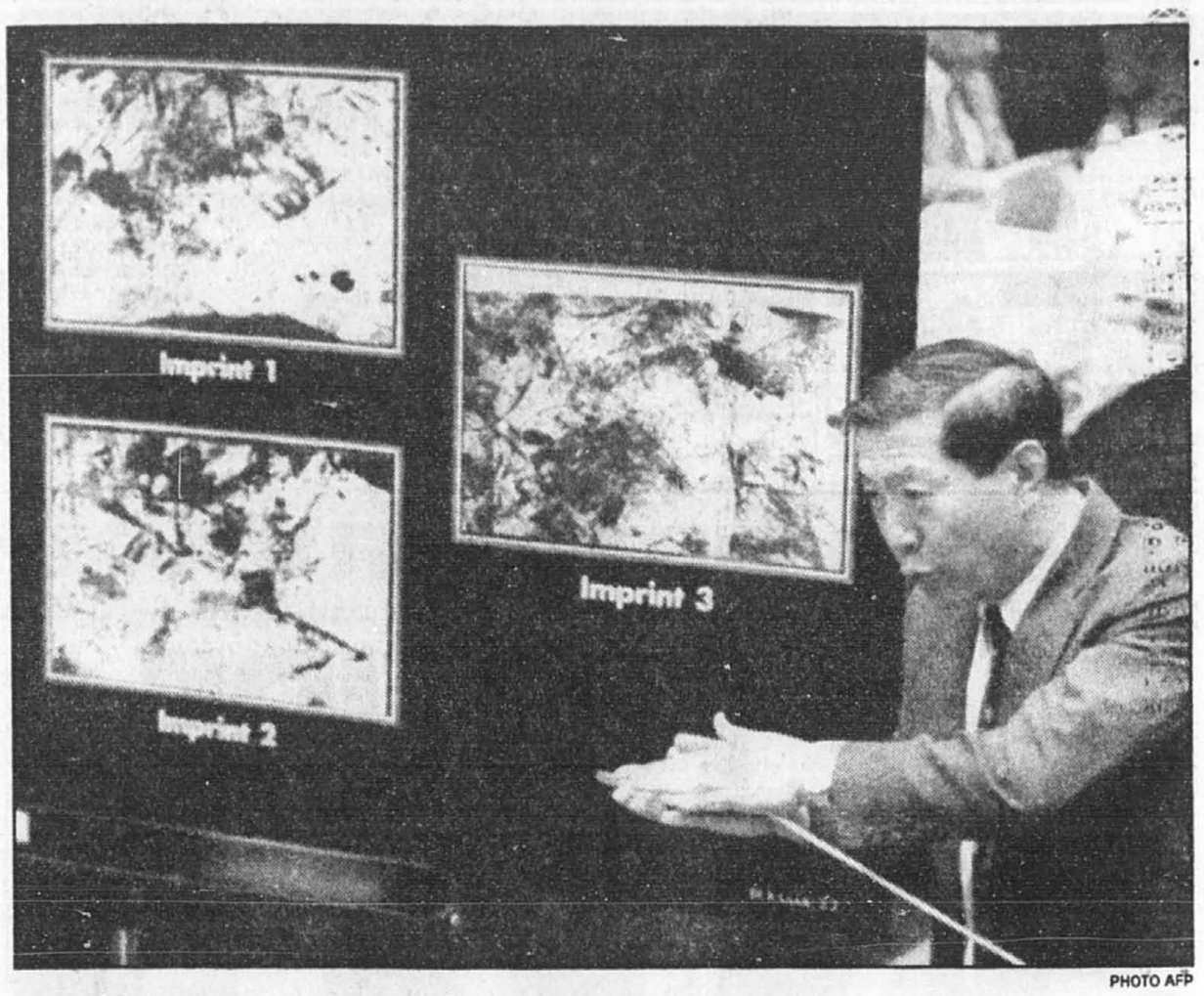


PHOTO AFP

Le célèbre docteur Henry Lee explique sa théorie aux membres du jury.

CLUB ULTIMA MD

Le lit, le bain, la cuisine et plus encore!

Les Meilleures Valeurs pour votre Foyer!

ADHÉSION GRATUITE pour tous!

PLUS DE 20 COULEURS DISPONIBLES!

ÉCONOMISEZ JUSQU'À 30 %

PROMOTION FIELDCREST! Cette offre avantageuse se termine le 4 septembre 1995

ROYAL VELVET — Fieldcrest

	ACHETEZ-EN 1	ACHETEZ-EN 2	ACHETEZ-EN 3
Tapis (17 x 24)	22,99	20,70 /chacun	18,40 /chacun
Contour	32,99	29,70 /chacun	26,40 /chacun
Couvre-siège	16,99	15,30 /chacun	13,60 /chacun

ROYAL VELVET — Fieldcrest

Serviettes	ACHETEZ-EN 1	ACHETEZ-EN 2	ACHETEZ-EN 3
Bain	17,99	14,40 /chacune	12,60 /chacune
Main	12,99	10,40 /chacune	9,10 /chacune
Débarbouillette	6,99	5,60 /chacune	4,90 /chacune

Springmaid

DOUILLETTES
Motifs assortis disponibles

Jumeau	54,99
Deux-places	64,99
Grand	74,99

Comparable à 119,99 - 169,99

Économisez jusqu'à 56 % !

LAGOSTINA

VENEZIA
Batterie de cuisine en acier inoxydable, 10 morceaux

Économisez 56%!

174,99 Comparable à 400,00

Rideaux de dentelle
À partir de 32,99

PLUS DE 30 GRANDEURS
Frontier INTERSTOCK
Stores horizontaux en PVC 1"
Filtreurs de lumière et obscurcisseurs
À partir de 3,49

FUNDAMENTAL WHITE, SANGRIA
Services de vaisselles 20 morceaux
29,99 et 34,99

luminarc
LISBONNE
Ensemble de 4 verres "Hiball ou Double Old Fashioned" 6,99

Bordures avec relief à peindre
À partir de 12,99

HunterDouglas
SHADE-O-MATIC®
Draco Kirsch

PARURES DE FENÊTRES SUR MESURE
ROBERT ALLEN
JOANNE FABRICS INC. TEXTILES JOANNE INC.
Rosedale

Installation GRATUITE
Mesure GRATUITE
(Offre se terminant le 9 septembre 1995)

LITERIE & COORDONNÉS — SERVIETTES DE BAIN & ACCESSOIRES — ARTICLES DE CUISINE — CLUB ULTIMA MD — REGISTRE CADEAUX — DESIGNER SERVICE À DOMICILE — MATELAS & LITS

VISA MasterCard Interac PAIEMENT DIRECT et chèques personnels.

ST-LÉONARD
6755 est, boul. Métropolitain
(coin nord de Langelier)
Tél.: 322-2000

WEST ISLAND
3205, boul. des Sources
(Galeries des Sources)
Tél.: 685-6565

Pour notre registre de cadeaux, appelez sans frais 1-800-422-3229

GARANTIE DE PRIX 200% de la différence en $$$
(voir détails en magasin)

Le service
InfoBref Bell
Le téléphone le plus lu... Le quotidien le plus écouté!

NOUVEAU
Abonnés de Bell *Mobilité* composez sans frais * Bref

Service rapide GRATUIT* accessible 24 heures sur 24, 7 jours par semaine, à l'aide d'un téléphone à clavier.

Pour entendre le contenu de ces différentes rubriques, composez le 875-2355. Puis, au son de la voix, composez le code à trois chiffres correspondant à la rubrique choisie. Pour sortir rapidement de l'une de ces rubriques, faites le 33 puis, au son de la voix, appuyez sur le 9. Vous pourrez alors choisir une autre rubrique.

* *Dans la zone d'appel locale seulement.*

8 7 5 - B e l l 3 5 5 2

- **Nouvelles en bref**
  - La Une : 110
  - Nouvelles locales : 120
  - Nouvelles sportives : 130
  - Nouvelles économiques : 140
  - Nouvelles nationales et internationales : 150
  - Arts et spectacles : 160
  - En primeur : 170
- **Éditoriaux** 210
  Question du jour 220
- ***Info-Affaires*℠ Bell**
  En relâche pour la saison estivale, cette rubrique reprendra dès septembre.
- **Questions d'affaires**
  Réponses d'affaires
  5 choix de chroniques disponibles : 410
- **Résultats de la loterie**
  - 6 / 49 : 411
  - Lotto Super 7 : 412
  - Sélect 42 : 413
  - Banco : 414
  - La Quotidienne : 415
- **Bulletins météorologiques d'Environnement Canada**
  - Région de Montréal : 421
  - Prévisions à long terme (Montréal) : 422
  - Estrie, Québec, Laurentides : 423
  - Villes canadiennes : 424
  - Villes américaines : 425
  - Plaisanciers (Montréal) : 426
- **Produits et services de Bell.** 520
- **Services de *La Presse***
  - Service des abonnements : 610
  - Annonces classées : 620
  - Publicité : 630
  - Rédaction : 640
  - Information sur les concours : 650
  - Renseignements généraux : 660
- **INFO-ARTS Bell**
  - À surveiller cette semaine : 710
  - Danse : 720
  - Musique et art lyrique : 730
  - Théâtre : 740
  - Variétés et humour : 750
  - Expositions et musées : 760
  - Service personnalisé (accès direct) : 770
- **Le Golf avec *Carlo Blanchard***
  - Conseil de la semaine : 811
  - Positions de base : 812
  - Élan de golf : 813
  - Coups de départ : 814
  - Coups d'approche : 815
  - Entraînement : 816
  - Commentaires et suggestions : 817

NOUVEAU

La Presse — Bell

POUR L'AVENIR DES ENFANTS
unicef
Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Réorganisation du travail : le débat s'annonce corsé entre patrons et syndiqués

LIA LÉVESQUE
Presse Canadienne

■ Le rapport du ministère de l'Emploi, qui propose divers moyens de réorganiser le travail pour créer des emplois, amène de l'eau au moulin d'un débat qui promet d'être corsé entre patrons et syndiqués.

À la FTQ et au Conseil du patronat, deux des parties qui ont reçu copie de ce rapport, on soulignait avec insistance hier qu'il s'agit d'un document de travail et que beaucoup de clauses devront être négociées.

Ce rapport a été rédigé par un groupe de travail du ministère de l'Emploi. Il soumet plusieurs voies pour partager le travail entre ceux qui ont un emploi et ceux qui n'en ont pas. Par exemple : limiter le recours au temps supplémentaire, rémunérer ces heures exceptionnelles à temps double plutôt qu'une fois et demie, prolonger le congé parental de 34 à 52 semaines.

Dans le passé, divers moyens ont été étudiés, notamment dans un rapport fédéral sur le même sujet. On a déjà évoqué la réduction de la durée normale de la semaine de travail de 44 à 40 heures, pour atteindre ce même objectif de favoriser la création d'emplois.

« Si le gouvernement avait fait son lit (avec ces recommandations) j'aurais un problème », mais il s'agit d'un document de travail et « on va aller en débattre », commentait en entrevue le président du Conseil du patronat, M. Ghislain Dufour.

Selon lui, il n'est même pas évident que le fait de limiter le temps supplémentaire crée automatiquement des emplois.

M. Dufour relève deux points positifs à ce rapport : la recommandation de rassembler davantage d'informations sur ces questions et l'étalement du temps supplémentaire sur une année plutôt qu'à la journée ou à la semaine, ceci afin d'accorder davantage de flexibilité aux entreprises qui ont des pointes de travail durant certains mois.

Les autres recommandations, M. Dufour veut en débattre et croit que plusieurs clauses devront plutôt être négociées entreprise par entreprise. « Le principe, c'est le moins de législations possible. »

Du même souffle, le représentant patronal lance une flèche aux fonctionnaires qui ont rédigé ce rapport. « Il n'y a eu personne autour d'eux pour les ramener à la vraie vie. On a l'impresion qu'ils n'ont pas aiguisé leur crayon pour voir l'impact économique. Il y a des coûts énormes à ça. »

À la FTQ, le président Clément Godbout trouve « fort intéressantes » plusieurs recommandations. « La tarte du travail n'agrandit pas » et ceux qui travaillent ne peuvent pas rester indifférents au chômage, dit-il.

C'est vrai que les syndiqués qui font des heures supplémentaires ne sont pas toujours prompts à l'idée de limiter volontairement ce temps. « C'est divisé en deux », admet M. Godbout. Certains ont besoin du temps supplémentaire pour arriver à un salaire décent, alors que d'autres se disent « si ça donne de l'emploi à mon frère, mon ami » je suis prêt, rapporte le chef syndical.

La négociation est pour lui « le cheval à enfourcher », mais il faudra également une intervention par voie législative.

Les employeurs ne seront pas spontanément ouverts à ces idées, croit M. Godbout, parce qu'au plan fiscal, il est souvent plus payant pour eux de verser du temps supplémentaire que d'embaucher un autre employé et de payer en double les taxes sur la masse salariale et diverses cotisations.

Ghislain Dufour, du Conseil du patronat, y voit quelques points positifs.

L'aéroport Pearson : intrigue et influence

Presse Canadienne

OTTAWA

■ L'enquête du Sénat sur la privatisation de l'aéroport Pearson a pu se rendre compte hier à quel point l'intrigue et l'influence ont été utilisées aux plus hauts niveaux du gouvernement Mulroney par les lobbyistes.

Des mémoires déposés à l'enquête permettent de constater comment les lobbyistes ayant leurs entrées chez les conservateurs ont mis à exécution un plan de bataille de style militaire pour influencer les ministres, les hauts fonctionnaires et les députés dans le cadre du projet de privatisation du plus important aéroport canadien.

Un mémoire fait carrément allusion aux politiciens et à leurs collaborateurs en tant que « cibles », conseille aux lobbyistes de les approcher en tenant bien compte de ceux qui ont le « meilleur accès » et discute de l'espionnage éventuel dont pourrait faire l'objet une firme rivale.

Cette campagne de lobbying a été projetée à un moment où deux firmes concurrentes ayant présenté des plans de privatisation étaient censées faire l'objet d'une étude de la part d'un organisme indépendant n'ayant rien à voir avec les politiciens.

Un autre mémoire montre Harry Near, un lobbyiste étroitement lié aux conservateurs, en train de donner des conseils précis à Glen Shortliffe, le greffier du Conseil privé et principal collaborateur de M. Mulroney, au sujet de la privatisation.

M. Near a indiqué aux enquêteurs qu'il n'y avait rien d'inhabituel dans le travail qu'il a effectué.

Les sénateurs se penchent sur un contrat — signé par l'ancien gouvernement conservateur et annulé par les libéraux — pour la privatisation des aérogares 1 et 2 de l'aéroport Pearson.

Les libéraux ont décidé d'annuler l'entente en partie à cause d'une possible manipulation politique.

C'est la soumission d'une firme ayant des liens avec les conservateurs, Paxport Inc., qui a été choisie en décembre 1992. Cette société a presque aussitôt fusionné avec son principal rival, un groupe présidé par la famille Bronfman, et la nouvelle compagnie a par la suite signé l'entente.

M. Near figurait parmi les lobbyistes travaillant pour Claridge Properties, la firme des Bronfman dont la soumission avait été rejetée au début.

Les sociétés Paxport et Claridge ont présenté des soumissions pour le projet Pearson à la mi-juillet 1992. Le ministère des Transports a passé plusieurs mois à les évaluer.

Un mémoire du 2 juillet 1992 fait état des principaux éléments de la campagne de lobbying préparée pour Claridge.

Il y est question de la façon de réunir des informations sur ce que faisait Paxport et sur la nécessité de procéder à une « évaluation » afin de savoir comment on pourrait contrecarrer les efforts de cette société si jamais les responsables du ministère des Transports avaient été approchés directement.

Un mémoire du 8 juillet 1992 montre comment les lobbyistes de Claridge ont ciblé 16 ministres et leurs collaborateurs politiques ainsi que 26 députés.

M. Near a été choisi pour faire office d'agent de liaison dans le cas de personnes comme Hugh Segal, le chef de cabinet de M. Mulroney, et de ministres importants comme le vice-premier ministre Don Mazankowski et Michael Wilson.

Un mémoire du 7 décembre 1992 montre que M. Near était aussi étroitement lié avec M. Shortliffe et qu'à la dernière minute il l'a contacté pour le convaincre d'imposer de dures conditions de financement à Paxport dans l'espoir que la firme ne fut pas en mesure d'y satisfaire.

POLITIQUE

Contrat militaire d'Ottawa : Paillé trouve que Québec a été négligé

Presse Canadienne

QUÉBEC

■ Le ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie, Daniel Paillé, trouve inacceptable le peu de retombées économiques pour le Québec (100 millions) des contrats d'achats et de réparations de divers types de véhicules militaires au coût global de 2,4 milliards annoncés le 16 août dernier par le ministre canadien David Collenette.

Il réclame une juste part pour le Québec de ces importants contrats qui ne rapporteraient qu'une centaine de millions de dollars à l'industrie québécoise sur un total de 2,4 milliards, soit environ cinq p. cent.

Dans une lettre qu'il adressait mardi au ministre canadien de l'Industrie, John Manley, M. Paillé écrit que « cette position de votre gouvernement m'inquiète beaucoup car je crains que, sans contrainte de contenu canadien et sans appel d'offres ouvert, les industriels québécois qui possèdent une expertise mondialement reconnue dans le domaine risquent fort d'être écartés au profit d'entreprises étrangères.

« Il semble déjà que cela pourrait être le cas pour l'achat de la tourelle du véhicule qui serait attribuée à une entreprise américaine, filiale du maitre d'oeuvre », écrit le ministre Paillé.

La plus grosse part du contrat pour la réparation de véhicules serait confiée à la base de Longue Pointe (est de Montréal) pour un montant de quelque 300 millions sur un total de 400 millions .

Or, d'après une analyse sommaire du ministère de M. Paillé, les deux tiers de ce montant seront vraisemblablement constitués d'achats de moteurs et transmissions réalisés hors Québec, laissant des retombées au Québec inférieures à 100 millions.

Devant une telle situation, le ministre Paillé demande à son homologue fédéral de reconsidérer sa position « dans le sens de l'équité et du respect que mérite l'industrie québécoise ».

La compagnie GM d'Ontario va bénéficier de la part du lion de ces contrats avec 2 milliards pour la construction de nouveaux transporteurs militaires selon une nouvelle technologie.

Or, GM aura libre cours d'accorder des contrats en sous-traitance à toute industrie, même celles des États-Unis.

« C'est pour moi inacceptable et on nous fait réparer de la vieille technologie alors que l'on donne à l'Ontario tout ce qui est du développement de la nouvelle technologie, a expliqué M. Paillé aux journalistes.

« Ce que je demande à mon collègue, M. Manley, c'est de faire en sorte que l'attribution des sous-contrats de haute technologie, que ce soit pour la visibilité, la détection, l'éclairage, les tourelles de ces véhicules militaires, soit faite au Québec où on a une industrie militaire très compétente ».

Ottawa a versé plus de 3 milliards à l'Ontario sans appels d'offres

GILLES GAUTHIER
du bureau de La Presse

OTTAWA

■ L'autorisation accordée la semaine dernière par le gouvernement Chrétien au ministère de la Défense de dépenser 2,04 milliards en Ontario pourrait porter à largement plus que 3 milliards les contrats octroyés à cette province, sans appels d'offres, au cours des dernières années, pour la fabrication de véhicules militaires.

Selon les documents budgétaires de ce ministère, un contrat de 883,6 millions avait été donné en mars 1993 à la General Motors de London en Ontario pour l'assemblage de 229 véhicules blindés légers de reconnaissance (Lynx).

« La sratégie d'acquisition consistait à négocier un contrat approprié », ajoute-t-on, indiquant ainsi que la recherche d'autres fournisseurs n'avait pas été poussée très loin.

GM London

En juillet 1989, des contrats de 154,7 millions étaient octroyés à GM de London pour l'assemblage de 199 véhicules blindés légers à roues et à FMC Corporation de Californie pour 22 transports de troupes à chenilles (M113).

Le ministère de la Défense n'était pas en mesure de préciser hier les montants respectifs reçus par GM et FMC ni si les contrats de 1993 et 1989 avaient fait l'objet d'appels d'offfres.

Dans le cas d'autres contrats de véhicules militaires, le document budgétaire précise pourtant qu'on avait soumis les projets aux règles de la concurrence.

Ce fut notamment le cas lorsque Ottawa a octroyé des contrats de 367,6 millions en mars 1988 à UTDC de Kingston en Ontario pour assembler 1212 camions de cinq tonnes pour le soutien logistique et de 278,5 millions en mars 1992 à Western Star Trucks de Kelowna en Colombie-Britannique pour des camions utilitaires militarisés.

Pas de garantie

En annonçant, la semaine passée, l'autorisation de donner 2,04 milliars à GM de London pour la fabrication de 651 véhicules blindés de transport de troupes, le gouvernement précisait qu'il ne demanderait pas à la société américaine de garantir des retombées dans les autres provinces du Canada parce qu'il voulait payer ses véhicules le moins cher possible.

On peut se demander pourquoi il n'a pas poussé sa logique jusqu'au bout et soumis son projet à un appel d'offres international.

Le mnistre de la Défense David Collenette a également déclaré qu'une entreprise comme Oerlikon, de Saint-Jean an Québec, qui est intéressée à faire l'assemblage des tourelles de ces véhicules, devra offrir à GM d'effectuer ces travaux à meilleur prix que les compagnies américaines déjà choisies par cette dernière.

Oerlikon sera donc soumise, elle, à une concurrence internationale qui ne s'annonce pas des plus loyales.

Pas plus cher

M. Collenette affirmait aussi qu'il n'était pas question de payer plus cher sous prétexte de créer des emplois dans des provinces autres que l'Ontario.

Il ajoutait qu'il était urgent de donner le contrat à la GM de London parce qu'il fallait éviter des mises à pied dans cette usine.

Le quotidien *London Free Press* précisait le lendemain que l'entente, qui pourrait avoir une durée de 10 ans, permettra de « stabiliser » les 1036 emplois de l'usine.

Tout en affirmant qu'il voulait payer le moins cher possible, le gouvernement admettait qu'il donnait le contrat à GM avant même que ne débutent les négociations avec cette compagnie.

Province d'adoption du premier ministre Jean Chrétien, l'Ontario compte 99 comtés fédéraux qui ont élu 98 libéraux aux dernières élections.

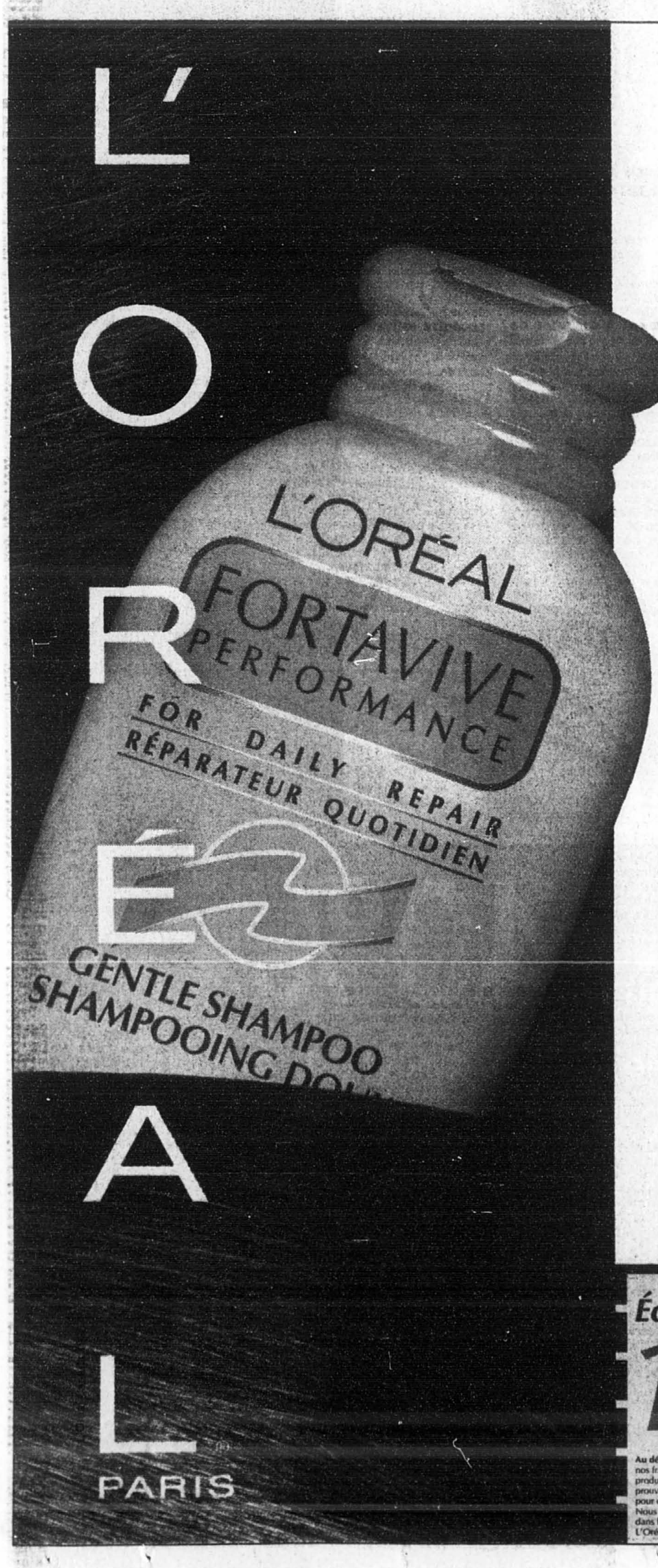
En donnant le contrat de 883,6 millions à GM de London en 1983, le gouvernement avait inclu des retombées industrielles et régionales.

Notamment 8 p. cent au Québec, 65 p. cent en Ontario et le reste dans les Maritimes et l'Ouest canadien.

Dans le contrat de GM de 1989, le gouvernement stipulait que le contenu canadien devait s'élever à 60 p. cent, que le contenu étranger devait être compensé par des retombées industrielles et régionales au Canada et que l'Atlantique et l'Ouest exécuteraient 15 p. cent des travaux chacun.

Le Québec n'était pas mentionné.

Le contrat de 278,5 millions de la société Western Star de Colombie-Britannique incluait des retombées de 103,5 millions, dont 6,4 p. cent au Québec et 32,2 p. cent en Ontario.



Enfin, un shampooing qui répare vraiment vos cheveux!

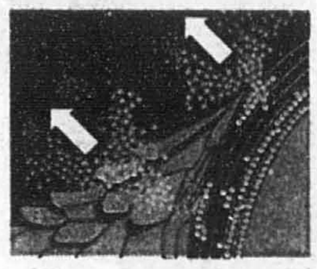
Les Laboratoires de L'Oréal créent

FORTAVIVE

1er SHAMPOOING DOUX AU CÉRAMIDE-R*

RÉPARATEUR QUOTIDIEN

CHAQUE JOUR, VOS CHEVEUX PERDENT DES CÉRAMIDES.
Quotidiennement agressés, ils perdent leur force naturelle - les céramides - véritable ciment inter-écailles. Altéré, le cheveu s'use, il s'affaiblit.



CHAQUE JOUR, FORTAVIVE AU CÉRAMIDE-R* VOUS LES REMPLACE.
Chaque jour, le Céramide-R* de Fortavive pénètre au cœur de la fibre du cheveu pour combler la perte des céramides naturels.

VOS CHEVEUX RETROUVENT LA FORCE ET LA BRILLANCE D'UN CHEVEU SAIN.
Résultats prouvés par les Laboratoires de L'Oréal : avec le Céramide-R* de Fortavive, les cheveux gagnent en brillance, en résistance. Ils sont visiblement plus forts.

FORTAVIVE PERFORMANCE

L'ORÉAL PARIS

CÉRAMIDE R (Recherche), formule brevetée L'Oréal.

Économisez 1,00$

Essayez dès aujourd'hui le nouveau shampooing et le nouveau revitalisant Fortavive de L'Oréal !

Économisez 1,00$ avec ce bon de réduction lors de votre prochain achat de shampooing ou de revitalisant Fortavive de L'Oréal.

Limite d'un bon de réduction par achat.

Ce bon de réduction ne peut être combiné avec aucune autre offre.

Au détaillant : L'Oréal Canada Inc. vous remboursera ce bon à sa pleine valeur, plus nos frais de manutention prévus à condition que vous l'ayez accepté à l'achat du produit indiqué. Tout autre emploi est considéré comme une fraude. Des factures prouvant l'achat (au cours des 90 jours précédents) d'une quantité de marchandise pour couvrir les bons de réduction à rembourser devront être présentées sur demande. Nous ne rembourserons que le détaillant qui a remboursé le bon. La T.P.S. est incluse dans la valeur du bon, le cas échéant. Pour remboursement, poster à : L'Oréal Performance, C.P. 3000, St-Jean, Nouveau-Brunswick E2L 4L3

Date d'expiration : 27 septembre 1995

46936325

La TPS rapporte 16.5% de moins que prévu

GILLES GAUTHIER
du bureau de La Presse

OTTAWA

■ L'économie canadienne croit moins vigoureusement que ne l'avait prévu le ministre des Finances dans son budget de février dernier, mais Paul Martin garde bon espoir d'atteindre ses objectifs de réduction du déficit.

Une hausse appréciable des revenus d'impôts, taxes et cotisations a été annulée par l'augmentation du coût de la gigantesque dette d'Ottawa.

Globalement, le déficit n'a baissé que de 150 millions pendant le premier trimestre de l'année financière 1995-96 par rapport à la même période l'an passé.

La croissance économique sera plus faible que prévu mais les taux d'intérêt « pourraient » être moins élevés, écrivait-on hier dans la revue financière du ministère des Finances.

Les coûts moindres de la dette pourraient annuler les effets de revenus plus faibles résultant d'une économie moins vibrante. De plus, le ministre s'est donné dans son budget un « coussin » de 2,5 milliards pour pallier les imprévus.

Les recettes provenant de l'impôt sur le revenu des compagnies ont augmenté de 21,6 p. cent (pour un total de 2,72 milliards) alors que les particuliers versaient 9 p. cent de plus, soit 14,3 milliards.

Mais la TPS a rapporté 16,5 p. cent de moins (2,59 milliards de revenus), les remboursements aux gens d'affaires demeurant élevés pendant que leurs ventes, et la TPS versée au gouvernement, diminuaient. Et la dette a coûté 11,69 milliards au lieu de 9,8 milliards.

La caisse d'assurance-chômage a récolté 100 millions de plus (4,92 milliards au total) parce que la hausse du maximum des gains assurables et la progression de l'emploi ont plus qu'annulé les effets de l'abaissement des taux de cotisation.

Les restrictions annoncées au fil des budgets dans ce programme ont permis de réduire de 3,95 à 3,28 milliards le coût des prestations, une baisse de 16,9 p. cent comparativement aux trois premiers mois de l'année financière 1994-95.

Globalement, les revenus de l'État se sont accrus de 5,9 p. cent et ont atteint 28,4 milliards et les dépenses de 4 p. cent (37,54 milliards), laissant un trou de 9,14 milliards pour le trimestre par rapport à 9,28 milliards l'an passé.

SOYEZ *à votre affaire!*

Lisez les pages

économiques

du lundi au samedi

La Presse